

débats

MENTALITÉS

Où sont nos enfants, où sont nos poètes ? Les premiers, note Nicole Rinaldi, nous offrent sur les écrans de télévision des images de folie. Les seconds, constate Armand Rapoport, illustrent des billets (Banque de France, Loterie nationale) mais sont étouffés sur les réseaux des médias par les hommes politiques, les vedettes de l'écran, les sportifs.

Robert le Diable et la Loterie nationale

Notre époque « n'aime pas ses poètes » ? Allons donc, ils figurent sur les billets de banque. Voici venir le temps de la lourdeur

ROBERT DESNOS sur un billet de loterie nationale ! Il y a tout lieu de s'étonner. Sur un carré de dominance jaune (ce vieux soleil des typographes !), le visage couleur poudre de riz, cheveux et veston noirs, chemise lilas, cravate noire, tigrée de points jaunes, réapparaît donc Robert le Diable trempé dans l'encre schématique des bandes dessinées.

Il y a tout lieu de rêver ou de sourire. La dérision s'industrialise, se « sponsorise ». Une étrange façon de repasser des chemises. Le profil des poètes passe par la Loterie nationale ou les billets de banque froissés dans nos poches. Voltaire, Hugo, Chateaubriand, Diderot, et maintenant Desnos en loterie. Qui s'en plaindrait ? A qui le tour ? Cette évocation évasive, ce remords sublime des pouvoirs publics inciterait à une indulgence débonnaire. Aujourd'hui tout s'instrumentalise (bonté et docilité des instruments !) et le doute devient un luxe équivoque. Il s'agit de mourir vite et d'oublier tous les morts qui ne servent plus.

Après avoir épuisé les scrupules et réglé son compte au vieux couple « scrupule-inspect », il est de bon ton d'occultier comme on peut les survivances de la poésie. On dresse des diagnostics, quelques constats. Quelques pantins peuvent même emprunter les vêtements ou se glisser sous les oripeaux de Voltaire, Diderot, Hugo, Rimbaud, Mallarmé, Debussy... Se jouent ainsi des scènes d'antiquaire devant des demi-vides, des oratorios, funèbres où narcissisme « dur » ou « mou » parodient comme fuoriboles grotesques de ce siècle qui se vide. Avec tout le cortège des momies communicatives.

Les « esclaves masqués »

Récemment Milan Kundera dans un quotidien romain laissait entendre que la poésie était « morte » en Occident et que chacun d'entre nous avait dû participer à ce sacrifice, à ce « génocide » silencieux. Mais les nostalgies d'une ère baroque entraînent des tics, tout un pathos tragique, et parfois le sourire d'un clown fuoribole s'arque trop ostensiblement. La raideur des faiseurs d'autopsie se devine derrière leur élégance. Le rire de Robert le Diable nous rejoint, nous trouble encore.

par ARMAND RAPOPORT (*)

Avec un autre humour, Mallarmé estimait qu'il est difficile de chasser le brouillard avec un éventail, et qu'il viendrait, peut-être au-delà de ce siècle, une décennie moins mesquine ou cynique où les poètes se seraient pas méprisés ou volontairement oubliés. D'ici là, dans nos temps d'idolâtrie de la petite image, les visages abusifs d'hommes politiques, de vedettes, de sportifs, d'illustrés personnages suppléent des figures plus humbles, tout cela en renforçant notre inquiétude la plus sereine. Temps de la lourdeur où une cohorte de lourdauds légifère, parade dans un complet tranquille de la non-valeur, jouant les âmes ou les cœurs sublimes.

Giorgio Strehler, qui vient d'être libéré par les autorités bienveillantes qui ont enfin fermé les yeux (8 paupières lourdes de la mansuétude !) sur les paradis artificiels de ses grands artistes, s'égayait avant son arrestation dans le journal la Stampa un état de fait symptomatique du corps électoral italien qui, au moment des élections régionales, avait cru bon de ne reporter aucune voix sur les écrivains, artistes, intellectuels qui avaient proposé leur candidature, et cela dans tous les partis mêlés.

Tempo d'« esclaves masqués », pour reprendre une expression de Robert Desnos, qui ne continuait pas seulement de s'entretenir sur les scènes ou dans les médianes funèbres et qui ne se voyait pas. Mais, à travers la multiplication des jeux qui nous entourent, continuons de rêver. On va bientôt savoir utiliser l'inutile. Les boîtes d'allumettes de la SEITA se verront bientôt plus soignées, comme les figurines et les couleurs des billets de la Loterie nationale. Les repères anciens vont se multiplier et les commémorations se feront de plus en plus dans la fraîcheur inventive. Une sorte d'hygiène suisse, quasi utopique, régie par des ordinateurs plus sophistiqués va bientôt faire meutrer la célèbre phrase de Robert Musil : « L'époque que nous vivons est la première époque de l'histoire qui n'aime pas les poètes ».

(*) Poète.

COURRIER DES LECTEURS

Lacan, propriété, transfert

Après la publication dans le Monde d'un article intitulé « La propriété des œuvres de Jacques Lacan », M. Jacques-Alain Miller nous adresse la mise au point suivante :

1. - L'œuvre de Jacques Lacan n'est pas tombée dans le domaine public, ce qui, moins de quatre ans après sa mort, serait contraire à la loi. Celle-ci détermine parfaitement ce qui est la propriété des œuvres de Jacques Lacan : sa succession (en l'occurrence ses enfants). J'ai, pour ma part, la charge de défendre le droit moral, qui ne fait un devoir de veiller à ce que la divulgation de son enseignement se fasse dans des conditions conformes à sa volonté.

2. - Les éditions du Seuil et moi-même avons déjà fait plusieurs actions en justice pour reproduction illicite, obtenant à chaque fois complète satisfaction. Tout dernièrement, les responsables d'une de ces

éditions ont prétendu avoir fait œuvre originale, distincte de celle de Lacan. Des lors, le juge des référés s'est déclaré incompétent (28 juin).

3. - Je prépare l'édition complète des séminaires de Lacan, établie selon les principes posés avec lui, et suivant lesquels cinq volumes sont parus de son vivant. Les premiers volumes terminés après sa mort paraîtront dès l'an prochain, au Seuil.

4. - Que certains, qui, jadis, abandonneront Lacan, en soient arrivés à se liquer pour se présenter devant un tribunal comme les auteurs d'une œuvre originale - quand ils démarquent un de ses séminaires - démontre que le transfert n'est pas seulement amour.

JACQUES-ALAIN MILLER.

Humanités et traditions

Puis-je m'amuser à relever deux petites inexactitudes dans le compte-rendu de la remise des prix du concours général ? Contrairement à ce qu'écrivait le Monde du 3 juillet, ce n'est pas la première fois que le grand amphithéâtre de la Sorbonne sert de cadre à la remise des prix, ni que des livres sont offerts en récompense.

Je me souviens qu'en 1933 le président de la République Albert Lebrun vint en personne dans ce lieu pour y couronner les lauréats, qui reçurent, après un grand discours du ministre Anatole de Monzie, de splendides volumes classiques somptueusement reliés en cuir rouge et or.

Décidément, reste-t-il un domaine où le ministre de 1985 ne pratique pas le retour à la tradition ?

CHARLES MAYER
(Langeais).

Comme le Monde devient regardant dès qu'il s'agit d'enseignement ! Il suffit de la distribution des prix au concours général pour qu'il brocarde, pèle-mêle, le grand amphithéâtre de la Sorbonne, l'élitisme républicain et ces maudites humanités. On peut pourtant lire, à la même page, la chronique sportive et voir que celle-ci ne croit pas commettre un péché d'élitisme en s'intéressant aux secondes gagnées (ou perdues) par Hinault ou au classement international de Leconte : les performances des professionnels n'empêchent pas, bien au contraire, la bicyclette et le tennis d'être des sports démocratiques, et elles sont d'ailleurs mieux rémunérées que celles des « bêtes à concours ». Quant aux humanités, le Monde ignore-t-il encore que, de l'avis même de nombreux chefs d'entreprise, elles sont autant, voire plus indispensables que la technologie dans une France qui veut gagner ?

F. VIAN
(professeur à l'université Paris-X).

Vive Jane Fonda !

Nous sommes responsables de ne pas avoir su transmettre à nos enfants le goût de la vie.

par NICOLE RINALDI (*)

« JE lutte contre la guerre, dans la mesure de mes moyens... parce que j'ai mis au monde des enfants et les enfants ont si peur de la guerre ! Je leur dois au moins de tenter tout ce que je peux pour les rassurer et les protéger », a déclaré Jane Fonda (1).

Enfin, une femme qui assume sa responsabilité de procréatrice avec un minimum de rigueur et un maximum de courage !

Si les autorités religieuses faisaient passer le « Tu ne tueras point » avant le « Luxurieux point ne seras », de corps ni de consentement », elles pourraient, peut-être, reconquérir le crédit qu'elles ont perdu avec leurs ridicules épouvantails à moineaux.

Je pense, comme Philippe Sollers et beaucoup d'autres sans doute, que c'est une bien grande facilité d'avoir mis le péché là. Son effet producteur d'art, s'il ravit l'adhésion qu'est Sollers, ne compense pas, pour moi, ses ravages dévastateurs de vies humaines.

Les derniers avatars de cette fatale erreur de morale n'en sont pas les moins effrayants. On tue maintenant au nom de l'idéologie avec la bonne conscience des soldats d'un Dieu qui, pour être déincarné, n'en est que plus impitoyable.

L'interview d'un jeune militant péruvien du Sentier lumineux (le Nouvel Observateur du 24 mai) en est une nouvelle et terrifiante illustration, s'il en était encore besoin.

Cet adolescent, triste ému de Khmers rouges à son insu, s'est remis entièrement, pour la pratique comme pour l'éthique de son aveugle combat, au « chef » que personne ne connaît. Ce Dieu terrible, un ancien professeur de philosophie, caché dans la montagne, ne se montre pas à ses fidèles mais édicte ses lois par lieutenant interposés.

Ici, à l'encontre du Dieu de Moïse, (de lui-même, Abraham, c'est le nom du porte-parole, fait le rapprochement avec les préceptes du christianisme). Le premier commandement dit : « Tu tueras de telle et telle façon ». Aussi légitime que soit la lutte contre l'insupportable injustice de l'oppression et de la misère immémoriale, on peut redouter le règne à venir de ces révolutionnaires-là.

Une Cérés à contresens

La sinistre « Ankar » du Kampuchéa démocratique, mère abstraitement avide de sacrifices, dévoreuse de vies, est une Cérés à contresens, jusqu'à l'absurde de la mort dispensée pour un oui ou pour un non, selon l'humour du monstre.

Pour exécuter de ses hautes œuvres, elle mobilise sans aucune retenue, sans discrimination d'âge ou de sexe, ses fils et ses filles. Celles-ci le disputent en cruauté à ceux-là.

Ideologie, que de crimes on commet en ton nom ! Pour réduire cette hydre à têtes multiples, il ne faut pas ménager les moyens ni négliger aucun concours. La frénésie de destruction emprunte de nouvelles stratégies tout aussi redoutables et bien plus perverses que les anciennes.

Ce sont maintenant des enfants qu'elle utilise électivement pour propager et réaliser ses doctrines d'antéanatomisme. De tout temps, ce sont les jeunes que les caïques envoient au feu.

De nos jours, il ne s'agit plus pour eux de se battre mais d'éliminer. Plus besoin de se mesurer à l'adversaire pour le courage ou l'intelligence, de l'effrayer jusqu'à la victoire du meilleur dans l'estime réciproque.

Tout est décidé d'avance suivant un jugement de valeur délivré d'un haut lieu, éclairé par la lumière de la vérité, dominé par les ténèbres de l'ignorance. Le bien est défini suivant des critères sans appel, le mal désigné avec précision. Dès lors, la seule tâche qui incombe au soldat, c'est de séparer le bon grain de l'ivraie.

La société doit être purifiée de ses scories, radicalement. L'automutilation, prescription majeure, est la pierre de touche de ce traitement de choc. On vise l'asepsie totale, la stérilisation de toute vie en serait-elle le prix à payer. En échange d'un sacrifice aussi exorbitant, l'espoir d'un monde immobile, d'une communauté humaine tranquille.

On comprend aisément la fascination exercée sur des adolescents par une telle utopie, si l'on se souvient combien il est insupportable, à quinze ans, d'accepter la réalité de toute différence, physique, spiri-

tuelle, économique, la fine différence des générations et la différence des sexes. Que l'on puisse rivaliser sans tuer, voilà ce que l'on ignore à cet âge.

On préfère, alors, soit ne pas s'asseoir à la table de jeu, quitte à se nier soi-même, parfois jusqu'au suicide, soit renverser l'échiquier, quitte à nier les joueurs, parfois jusqu'à l'extermination, plutôt que de s'engager dans des échanges cocurrentiels vécus inéluctablement comme une lutte sans merci.

Le héros d'Orange mécanique, lui, choisissant une troisième voie, tourne en dérision les règles, les subvertit, prend les joueurs pour des pions, et Liverpool-Turin fait tremblotter moris et plusieurs centaines de blessés.

(*) Neuropsychiatre.

Ces images obscènes, transmises ces temps-ci à profusion par des médias débordés, obéissent notre conscience. Nous ne pouvons les écarter. Ces moments de folie inimaginables ne sont pas le fait de quelques égarés oubliés de nos sacro-saintes valeurs occidentales.

Ce sont nos enfants, et ils partagent notre culture. Nous sommes responsables de n'avoir pas su leur transmettre le goût de la vie, le sens de la créativité, pour échapper au néant avant que de mourir.

« La jeunesse, c'est la curiosité pour tout ce qui nous entoure, être et choses, mais aussi pour ce qui se passera après nous. » Pour cette deuxième parole forte, aux prolongements sans fin, vive Jane Fonda !

(1) Dans l'émission « Apostrophes » du 31 mai.

« MUNI », de Marie-Madeleine Davy

Les voies du silence

TOUR à tour, au cours d'une vie déjà longue, maître assistant à l'université de Berlin, professeur à celle de Manchester, chargée de cours à l'École des hautes études, maître de recherche au CNRS, Marie-Madeleine Davy consacre sa thèse de doctorat à Guillaume de Saint-Thierry. Spécialiste respectée de la mystique cistercienne et de la symbolique romane, elle était jusqu'ici peu connue du grand public. Moins connue encore son amitié pour Simone Weil, Berdyaev, Henri Corbin et Gabriel Marcel, non plus que sa fréquentation quotidienne des mystiques : Maître Eckhart, Boehme, Angelus Silesius et Henri de Lausanne.

C'est dans cette dernière perspective qu'elle tente, avec ce livre, la singulière aventure d'un texte écrit pour le plus grand nombre. Comme s'il fallait toute une vie de méditation pour oser et tenter de dire les voies... et les voix du silence.

Muni (le Renouveau en sarrasins) se situe dans la grande tradition des livres d'initiation. Cet homme nous apprend, à travers les propriétés du livre - de l'amour de Nathalie à sa retraite auprès d'un ermite à la maison de pierre sur le rivage de la mer d'Ecosse, - à habiter secret, à habiter avec soi, à la fin, à la fin de l'âme, dans de concert, fondées l'une dans l'autre, une activité dicible (Muni est pluri de l'igre) et une constante inimité.

Indicible, avec la durée. Ce n'est pas en s'éloignant du monde et de ses apparences, pis encore en les méprisant, qu'on les rejoint, mais dans l'accueil, l'adhésion à toutes et à tous, en s'efforçant en chacun, dans l'ordre de la profondeur, pour y découvrir leur et son identité en Dieu.

Cela ne va pas, chez Marie-Madeleine Davy, sans un déchaînement des formes humaines, trop humaines, par où toute religion ne peut pas se pas s'instaurer dans le monde. Cela, parfois, sent le souffre, à tout le moins aux narines d'une Église militante quand elle se veut moins soucieuse de l'amour que de la légalité des voies qu'y conduisent. Cela, aussi, ne coupe pas de source. Le vocabulaire de ce récit est tout de simplicité. Sa syntaxe est, parfois, plus difficile. Mais quelle peut être la langue qui fonde dans le silence la vérité de ce qu'elle dit, sinon une langue qui s'abolit en renonçant à tout prestige propre ? Ces pages sortent un chemin où se fait un pèlerinage vers soi. Qui à jamais dit que ces chemins puissent être faciles ? Qui peut nier qu'il y aurait danger, ici, à ce qu'ils le soient ?

En mot, un beau livre, moins à lire qu'à méditer, qu'on souhaite élargissant l'écoute de sa son autorité.

PHILIPPE DE VENDEUVRE.

* Édition Retz, 249 pages, 96 F.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65072 F
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. le Monde.

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :

Société civile :
« Les Rédacteurs du Monde »,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57-437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F. 672 F. 954 F. 1 200 F.

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F. 1 337 F. 1 952 F. 2 530 F.

ÉTRANGER (par messagerie)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F. 762 F. 1 089 F. 1 380 F.

II. - SUISSE, TUNISIE

504 F. 972 F. 1 404 F. 1 800 F.

Par voie aérienne : tarif par demande.

Changements d'adresse : définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte-d'Ivoire, 335 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E-U, 1 \$; G.R., 35 p. ; Grèce, 30 dr. ; Islande, 95 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 180 esc. ; Roumanie, 36 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,20 S. ; Yougoslavie, 370 ml.

Hervé GUIBERT

Des aveugles

« C'est subtil à la frontière imprécise du réel et de l'imagination. On est pris ».

Michèle Bernstein/Libération

« L'auteur revendique pour les mal-voyants le droit au fantasme et à l'horrible, droit que l'opinion leur refuse par besoin que la cécité s'accompagne d'innocence, sinon de sainteté ».

Bertrand Poirot-Delpech/Le Monde

GALLIMARD nrf

501 من الأصل

هنا من الامم

étranger

AFRIQUE

République sud-africaine

La sanglante routine des ghettos noirs

Une situation explosive règne dans les cités noires de la banlieue de Johannesburg, où neuf personnes au moins, selon la police, ont été tuées en vingt-quatre heures, souvent dans des conditions mal élucidées.

Depuis plusieurs semaines, une sanglante

routine s'est installée. Les affrontements sont devenus quotidiens dans les ghettos. Les obèses des victimes sont l'occasion de nouvelles violences. Ce mercredi, à Duduza, les blindés des forces de police sont de nouveau entrés en action.

« Donnez-nous des fusils »

Duduza. — Presque toute la ville se retrouve pour assister à la messe de la semaine. Des troupes de police sont nettement visibles sur la grille en fer. La messe a été faite et les douilles de grenades lacrymogènes, de balles en caoutchouc, les chaussures, des vêtements tachés de sang ont été rassemblés dans plusieurs poubelles. A l'intérieur, deux jours après le drame, l'air est encore imprégné de gaz.

Sur la scène, les rideaux sont soulevés de sang et l'écran lacéré de coups de couteau. Le plafond est troué par la chute, 20 mètres plus bas, d'un garçon et de deux filles qui s'étaient réfugiés dans les combles au moment de l'intervention des forces de l'ordre.

Les habitants de Kwatama s'étaient rassemblés dans ce cinéma pour une veillée funéraire. Que s'est-il passé ? La police prétend que des manifestants avaient trouvé refuge dans cette salle après avoir mis le feu à la maison d'un policier noir. Trente-six personnes ont été arrêtées. Des témoins, en revanche, affirment que l'attaque a été soudaine et qu'un véritable massacre présumé de tirs de gaz lacrymogènes pour faire sortir l'assistance, a eu lieu.

De notre correspondant

La semaine prochaine, Kwatama va entrer ses nouvelles victimes. Duduza fera de même. Un cycle sans fin, une spirale de la violence qui ne connaît que de brèves répit. En dix mois, l'agitation a coûté la vie à plus de quatre cent cinquante Noirs. Dans les rues de Duduza, jeudi, des jeunes nous ont dit à plusieurs reprises : « Donnez-nous un fusil ».

Duduza et Kwatama : deux townships situés à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Johannesburg, où, depuis deux semaines, sont le théâtre d'une violente répression. Huit hommes auraient été tués, le 20 juin, par l'explosion de grenades qu'ils s'approprièrent à lancer. La police les a accusés d'être des membres de l'ANC (Congrès national africain). Mais personne n'a pu expliquer par quel miracle, le même jour, dans des cités éloignées d'au moins une dizaine de kilomètres, ces jeunes gens, dont beaucoup étaient membres du Cosas (Congrès des étudiants sud-africains), étaient tous, aussi, inégalement réprimés. Tous ont des grenades dont on a dit qu'elles étaient trafiquées.

Aujourd'hui, à Duduza, l'addition de nombreux témoignages et recoupements permet d'avancer la thèse selon laquelle ces grenades ont été placées dans leurs

maines, après qu'ils eurent été blessés ou tués par la police. Les récits des habitants sont formels et concordants. Certaines victimes, qui ont survécu à leurs blessures, sont venues à un isolement total dans les hôpitaux, et même leurs familles ne peuvent leur rendre visite.

Ces événements sont les derniers d'une longue série, un compte à rebours de la violence dans cette cité meurtrie de trente mille habitants. Dans ce ghetto dont les rues sont en terre battue, rare sont les maisons équipées d'installations électriques. La loi commune, c'est un point d'eau pour 20 à 30 familles, des tas d'ordures à chaque carrefour, et le seuil au fond de la cour en guise de W.C. Par manque de moyens financiers et sous la menace des résidents, la totalité du conseil municipal a démissionné. Tous les policiers noirs ont été contraints de fuir, et leurs maisons ont été détruites ou incendiées. Certains ne sont plus qu'un amas de papiers.

Vendredi dernier, l'armée et la police ont investi le township de Duduza. Une opération de « nettoyage » appelée « anti-crime » devenue fréquente dans la cité en proie à la violence. Selon de nombreux témoignages, les forces de l'ordre se sont livrées pendant plusieurs jours à une véritable « razzia » dans les rues. Des policiers, le visage masqué par des passe-montagnes, armés de matraques, de fusils et de lances à vapeur, ont sillonné la ville, tirant sur les passants, malmenant les familles de certains dirigeants anti-apartheid introuvables. Des jeunes gens ont été rafés pendant une journée entière et relâchés prisonniers dans un angoissant état de fièvre. Des parents cherchaient en vain leurs enfants, allant d'hôpitaux en commissariats. Des habitants rapportent dans le détail les provocations utilisées par les forces de l'ordre qui n'hésitent pas à entonner des chants de libération et à lancer des slogans en faveur du pouvoir noir pour attirer les résidents dans des trappes. Nul ne sait avec exactitude le nombre des tués ou des blessés. Cinq morts au moins ont été dénombrés. Une femme raconte qu'elle a déguisé son fils en fille pour éviter qu'il ne soit enlevé. Autant d'allégations qui ont été démenties de façon véhémente par les autorités policières. Un autre responsable de la police a expliqué que les unités anti-émeutes portaient des passe-montagnes pour se protéger du froid, alors qu'il fait 17 à 18 degrés dans la journée.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Des policiers masqués

La semaine prochaine, Kwatama va entrer ses nouvelles victimes. Duduza fera de même. Un cycle sans fin, une spirale de la violence qui ne connaît que de brèves répit. En dix mois, l'agitation a coûté la vie à plus de quatre cent cinquante Noirs. Dans les rues de Duduza, jeudi, des jeunes nous ont dit à plusieurs reprises : « Donnez-nous un fusil ».

Le cinéma sanglant

Un cinéaste s'est blessé sérieusement par une balle en caoutchouc et plusieurs autres journalistes ont été blessés. Un coup de feu est tiré en direction d'un reporter de l'AFP, qui plonge dans un fossé. En l'espace de quelques minutes, un lourd silence retombe sur Duduza, rompu parfois par les hurlements des chiens. L'entassement des corps dans les rues est le nouveau sous le contrôle de la police.

La veille, à Kwatama, où le même scénario s'est joué, deux jeunes sont morts. Deux de plus après les sept victimes de lundi dernier. Dans cette insupportable cité noire à proximité de Springs, l'atmosphère est toujours pesante. La voiture de deux journalistes de la télévision sud-africaine achève de brûler. A deux pas, quelques badauds viennent visiter le cinéma Guguletu, où s'est produit

Guinée

Le sort des auteurs du putsch manqué

DES JURISTES AFRICAINS DEMANDENT UN PROCÈS ÉQUITABLE

Deux associations de juristes africains, le Groupement des avocats (GAANF) et l'Association des juristes africains (AJA), ont adressé, mardi 9 juillet, des lettres au président guinéen, le général Lansana Conté, pour demander que les droits de la justice soient respectés et qu'un procès équitable soit organisé pour juger les auteurs de la tentative de coup d'État qui a eu lieu, vendredi 5 juillet, en Guinée.

Le GAANF exprime sa « vive émotion » à la suite des déclarations faites dimanche par le chef de l'État à propos du « procès rapide » des putschistes et des « exécutions », et demande qu'un « procès public respectant les droits de la défense soit garanti au colonel Diarra Traoré (l'instigateur de la tentative de putsch) et à ses compagnons ».

De son côté, l'AJA encourage le chef de l'État à « persévérer dans la difficile voie de la réconciliation » et de « respecter des droits de l'homme ». Lundi 8 juillet, le ministre guinéen des affaires étrangères avait indiqué qu'il n'y aurait pas de procès pour les conjurés et que tous ceux qui avaient participé au putsch le paieraient de leur vie.

Maroc

DES PARLEMENTAIRES EUROPEENS DEMANDENT AU ROI D'INTERVENIR POUR SAUVER LES GRÉVISTES DE LA FAIM

La discussion sur le rapport de la sous-commission des droits de l'homme du Parlement européen doit avoir lieu mardi 9 juillet. Elle a été renvoyée au mois de septembre. Les parlementaires du groupe socialiste, alertés par le Comité d'action pour la libération des prisonniers d'opinion au Maroc (1) sur la situation des détenus grévistes de la faim, dans l'impossibilité de demander un aménagement en leur faveur, ont envoyé, mercredi soir, ainsi que leurs confrères du groupe Alliance verte-alternative européenne, un télégramme au roi Hassan II, dans lequel ils demandent que « soient prises en considération les revendications des acteurs grévistes de la faim et les mesures nécessaires permettant de mettre fin à leur action ».

(1) CALPOM : S/C MDPL. Boite postale 1127, 76016 Rouen Cedex.

● Emprunt national pour le Sahara. — Le roi Hassan II a annoncé, mardi 9 juillet, le lancement d'un emprunt national pour le Sahara, remboursable en trois ans, avec un taux d'intérêt de 14 % en une exonération totale d'impôt, sans toutefois indiquer le montant de l'opération. L'emprunt sera ouvert à tous les Marocains ainsi qu'à « toutes les personnes étrangères détentrices de capitaux et à toutes les sociétés qui ont confiance dans le Maroc », a-t-il précisé. — (AFP.)

LA COMPAGNIE AÉRIENNE SAS

NE DESSERVIRA PLUS JOHANNESBURG

La compagnie aérienne scandinave SAS va cesser de desservir Johannesburg, a-t-on appris, jeudi 27 juin, à Stockholm. Les gouvernements de Suède, de Norvège et du Danemark ont, en effet, conjointement décidé de retirer à la compagnie trinationale l'autorisation d'entretenir une liaison aérienne avec l'Afrique du Sud. Selon les milieux aéronautiques suédois, la SAS va continuer encore pendant six mois cette liaison en raison du délai légal que la compagnie doit respecter en cas de rupture de contrat avec les autorités aéronautiques sud-africaines. De source suédoise bien informée, on indique que cette décision s'inscrit dans le cadre de la campagne qui se développe en Scandinavie en faveur du boycott économique du régime de l'apartheid. — (AFP.)

● Expulsion de militants étrangers anti-apartheid. — Neuf Irlandais et un Britannique ont été expulsés, mardi 9 juillet, par les autorités sud-africaines, peu après leur arrivée à l'aéroport de Johannesburg. Militants anti-apartheid, ils avaient été invités par l'évêque Desmond Tutu.

Huit des neuf Irlandais sont employés dans un supermarché de Dublin qui est en grève depuis le 17 juillet 1984, une partie du personnel refusant de manipuler des produits sud-africains. — (Reuter.)

AMÉRIQUES

Bolivie

L'AJOURNEMENT DES ÉLECTIONS DU 14 JUILLET

Mauvais scrutin ou bon putsch ?

La Paz. — Est-ce qu'un « ex-dictateur fasciste » a le droit de remporter des élections démocratiques ? Est-ce que de mauvaises élections sont préférables à un bon putsch ? C'est le problème que le régime de centre-gauche du président Hernán Siles Zuazo essaie de résoudre. C'est le dilemme, à quatre jours seulement des élections générales et alors que tous les sondages, de même que l'ampleur des manifestations, doctorent pour grand vainqueur le général Hugo Banzer.

De notre correspondante

le dictateur du septennat 1971-1978.

Le président Siles Zuazo a convoqué un Congrès extraordinaire ce jeudi, afin de reporter de deux mois les élections du 14 juillet (le Monde du 10 juillet). Les arguments avancés ne sont pas dénués de fondement : il s'agit de « démasquer la fraude électorale orchestrée par l'Action démocratique nationaliste (ADN) du général Banzer pour annuler le vote paysan, qui lui est moins favorable que le vote urbain ». En fait, l'exécutif s'est contenté de recueillir de la Confédération des paysans une dénonciation selon laquelle les 50 % des électeurs d'origine paysanne ont été exclus des registres électoraux.

Le président de la Cour nationale électorale, dont la résidence a fait l'objet d'un attentat mardi, a déclaré que « finalement le président s'est résigné à jeter bas le masque et à montrer son vrai visage, celui de l'homme qui s'accroche au pouvoir ».

Pour leur part, les principaux candidats à la course à la présidence ont violemment critiqué la décision de l'exécutif. D'ores et déjà, la Confédération paysanne assure qu'elle ne reconnaîtra pas les résultats de la consultation du 14 juillet. La puissante centrale ouvrière, la COB, a demandé que les huit candidats de gauche retiennent leur candidature afin de ne pas « légaliser la prise d'assaut du

pouvoir » par la droite. Ces organisations n'ont pas encore décidé de manifestations, mais celles-ci sont plus que probables si le Congrès rejette l'ajournement des élections.

Quelle portée peut avoir un texte de dernière minute, dicté par le gouvernement, pour repousser de deux mois les élections ? Le quorum exigé semble difficile à réunir, car la plupart des parlementaires sont en tournée électorale en province, et les partisans de l'opposition à l'Assemblée d'ont certainement aucune envie de faire le jeu du gouvernement en regagnant leur siège.

« S'il n'y a pas quorum, jeudi, les élections auront lieu dimanche, de toute façon », a déclaré le président du Sénat et candidat à la vice-présidence pour le MNR-H (le parti de l'ancien président Paz Estenssoro), M. Julio Garret.

« Aucun problème, répondent avec un étrange optimisme, des responsables du MNR-H, le parti gouvernemental. Tout le monde sait désormais que ces élections sont frauduleuses. De plus, Banzer ne peut atteindre la majorité absolue des voix requise par la Constitution. C'est le Congrès qui, de façon indirecte, décide en dernière instance. Et là, Banzer n'a aucune chance. » Ils ajoutent : « Nous pouvons compter sur l'armée qui, depuis le retour de la démocratie en 1982, a démontré son respect de la Constitution. » Coup d'État constitutionnel ? C'est en tout cas ce que dénoncent les banzeristes.

NICOLE BONNET.

Chili

TROIS CENT QUINZE LYCÉENS ARRÊTÉS LORS D'AFFRONTEMENTS AVEC LA POLICE

Santiago-du-Chili (AFP, Reuter). — Six personnes ont été blessées et trois cent quinze lycéens ont été arrêtés, mercredi 10 juillet, dans la capitale chilienne, lors d'une intervention de la police contre plusieurs centaines de jeunes gens qui occupaient un lycée pour protester contre la politique du gouvernement militaire. Les six blessés seraient professeurs et fonctionnaires, deux d'entre eux seraient dans un état grave.

Le général Pinochet avait récemment demandé aux étudiants de « dénoncer leurs professeurs marxistes ». Une des nombreuses banderoles déployées sur les murs du lycée qualifiait l'établissement de « territoire libre ». Plusieurs centaines de carabiniers avaient immédiatement pris position autour du bâtiment. L'agence de presse chilienne a rapporté que les lycéens avaient été relâchés et qu'ils devaient comparaître ce jeudi devant un juge. L'école a été fermée pour une durée indéterminée.

Par ailleurs, plusieurs centaines d'étudiants occupaient mercredi un campus de l'université catholique et la faculté des sciences pédagogiques de Valparaíso (à 140 kilomètres au nord-ouest de Santiago). Dans la capitale, les étudiants de la faculté de médecine, la plus importante du pays, sont toujours en grève.

Etats-Unis

LE PRÉSIDENT REAGAN VA ÊTRE OPÉRÉ D'UN POLYPE INTESTINAL

Washington (AFP, AP). — Le président Ronald Reagan, qui est âgé de soixante-quatre ans, subira une intervention chirurgicale, vendredi 12 juillet, pour procéder à l'ablation d'un polype intestinal bénin. Le porte-parole de la présidence, M. Larry Speakes, a précisé que cette intervention était prévue depuis que cette excroissance avait été découverte lors d'un examen de santé de M. Reagan, le 8 mars dernier.

M. Reagan sera opéré à l'hôpital militaire de Bethesda, dans la banlieue de Washington. Après l'opération, qui devrait durer une demi-journée, le président américain devrait quitter l'hôpital pour passer le week-end dans sa résidence de Camp David. M. Reagan avait déjà subi en mai 1984 l'ablation d'un premier polype intestinal. Les examens effectués à cette époque avaient établi par ce polype était bénin et M. Speakes a estimé, jeudi, que les possibilités d'une tumeur cancéreuse étaient « extrêmement limitées ».

NOUVEAU CHEF D'ÉTAT-MAJOR INTERARMES

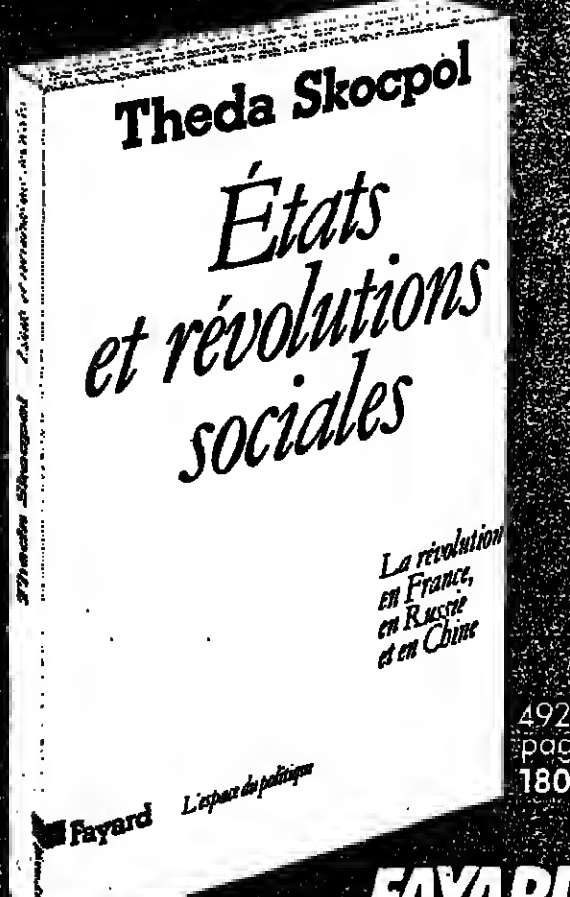
Washington (AFP). — Le président Reagan a désigné l'amiral William Crowe au poste de chef d'état-major interarmes, ce remplacement du général John Vessey, qui était en poste depuis juin 1982. Celui-ci prend sa retraite le 30 septembre prochain.

Agé de soixante ans, l'amiral Crowe est commandant en chef des forces navales des océans Pacifique et Indien depuis juillet 1983. Il avait été auparavant, pendant trois ans, commandant en chef des forces alliées pour l'Europe du Sud. En tant que chef d'état-major interarmes, l'amiral Crowe sera le conseiller militaire le plus important de M. Reagan. Il doit entrer en fonctions pour un mandat de quatre ans, le 1^{er} octobre prochain, si sa nomination est approuvée par le Sénat américain.

SKOCPOL

C'est un projet "révolutionnaire" que celui de Theda Skocpol : considérer les révolutions sociales dans une toute autre perspective que celle où l'on s'était placée jusqu'ici pour théoriser sur elles. Elle a pleinement conscience de la nouveauté de sa longue recherche et elle a raison.

Yves Florenne, *Le Monde Diplomatique*



Theda Skocpol
États
et révolutions
sociales

Fayard

La révolution en France, en Russie et en Chine

492 pages
180F

FAYARD

AMÉRIQUES

Argentine

Le procès des années de sang

(Suite de la première page.)
La réponse, M. Alfonsín l'a déjà donnée. Au cours d'un dîner de « confraternisation » avec les forces armées, le 5 juillet, il a parlé de la nécessité d'une « réconciliation définitive entre les Argentins ». Des mots qui prendront force de loi plus tard, quand le procès sera fini. Il reste encore quelques mois pour ne pas en parler.

Mortels « transferts »

« Oui, j'ai été privé de liberté. Et le récit commence, étonnamment semblable à celui qui l'a précédé. Le kidnapping a domicile lui dans la rue. Les appartements mis à sac. Le séquestré immédiatement couvert d'une cagoule, la capucha qui l'enferme, pendant des mois, dans sa nuit, et livre aux tortionnaires la chair anonyme des boucheries.

La torture pour arracher des renseignements, puis pour briser celui qui subit, les décharges électriques dans la bouche, sous les aisselles, sur les seins, sur les organes génitaux. Des femmes du camp de La Perla, à Córdoba, décrivant des compagnes aux mamelons brûlés, infectés de pus et l'odeur de chair grillée qui s'élevait de l'ammoncellement des corps, dans l'antichambre des supplices.

Un étudiant de seize ans à qui l'on arrachait les ongles des pieds pendant que son corps ruait sous le « gégo », un paysan de Córdoba qui était à la fois sur des terrains de l'armée, racontant que sa chienne lui rapportait régulièrement des restes de corps humains et qu'il vit un jour des fosses avec des cadavres.

Des centres de torture clandestins, il y en a eu dans tout le pays. On en a dénombré environ deux cent quatre-vingt. Certains dans des bâtiments officiels, comme l'école de mécanique de la marine, dans la capitale, ou le camp de La Perla, déjà cité. D'autres dans des maisons de campagne, avec piscine et gazon anglais. Dans cet univers parallèle, des milliers et des milliers d'Argentins ont été assassinés (neuf mille au moins). L'arrêt de mort arrivait souvent sous la forme, anodine, d'un ordre de transfert. Ce braslé était l'euphémisme en usage pour la balle dans la nuque, ou la piqûre paralysante avant le plongeon dans la mer. Comme les juifs étaient promis par les nazis à la « désinfection », quand ils allaient à la chambre à gaz.

Les maîtres de la gégène

Les « SS argentins » n'ont pas limité à leur pléiade. Ils ont appliqué « la nuit des crayons » le kidnapping en masse de lycéens, à La Plata, et « la nuit des cravates » le rapt et l'assassinat de quatre avocats. A leurs victimes, certains militaires faisaient crier : « Vive Hitler ! ». Il y avait une croix gammée dans un des bureaux de l'armée qui visita le journaliste britannique Robert Cox lorsque il s'inquiétait des disparitions, dont il était presque le seul, à l'époque, à parler dans son journal, le *Buenos Aires Herald*.

Les maîtres de la « gégène », les tenanciers des camps de la mort, triomphaient doublement lorsqu'ils s'emparaient de l'âme de leurs victimes en même temps que de leur

corps. Il y a eu les gens « brisés » qui ont « collaboré » dans l'espoir de survivre. Il y a eu ceux, aussi, qui ont été retournés complètement, et qui ont redoublé de zèle dans la délation. Il y a eu les femmes violées, torturées, qui devenaient amoureuses de leur tortionnaire. Dans certains centres, comme l'école de mécanique de la marine, des officiers faisaient couple avec des Montoneros. C'était le cas du directeur de l'école, le contre-amiral Chamorro, qui vivait avec une guérillera célèbre, Maria Bazan, devenue « collabo ».

« Vous vous souvenez de Portier de nuit ? C'était ça », dit M. Magdalena Ruiz Guiza, journaliste de radio, qui a recueilli des témoignages difficiles à reproduire lorsqu'elle était membre de la Conadep, la commission nationale sur les disparitions de personnes, dont le travail a servi de prologue au procès. Autrement dit : le bourreau qui franchit toutes les frontières et refait l'humanité à son image.

Les « disparus »

Lorsqu'elle s'empara du pouvoir en 1976, l'armée avait reçu un an plus tôt, l'ordre d'« anéantir la subversion ». Elle donna au mot « anéantir » un sens absolu. L'ennemi n'était pas seulement le terroriste, le Montonero, mais aussi le marxiste. Sous la présidence d'Isabel Peron, la « Triple A » était déjà passée à l'action. La Triple A, c'est-à-dire l'alliance anticomuniste argentine, organisation paramilitaire qui répondait aux bombes et aux assassinats de la guérilla par des opérations du même genre. L'armée n'a fait qu'institutionnaliser ce que la Triple A faisait déjà, déjà cité. D'autres dans des maisons de campagne, avec piscine et gazon anglais. Dans cet univers parallèle, des milliers et des milliers d'Argentins ont été assassinés (neuf mille au moins). L'arrêt de mort arrivait souvent sous la forme, anodine, d'un ordre de transfert. Ce braslé était l'euphémisme en usage pour la balle dans la nuque, ou la piqûre paralysante avant le plongeon dans la mer. Comme les juifs étaient promis par les nazis à la « désinfection », quand ils allaient à la chambre à gaz.

Les « gorilles » argentins choisirent la clandestinité. Une nouvelle catégorie juridique, alors, a été créée, dit M. Diana Kartou : celle du « disparu ». Les disparitions ont entretenu un climat d'incertitude, provoqué une chaîne de dangers. Faire disparaître quelqu'un, c'était mentir du même sort ceux qui dénonçaient les disparitions. Un tel mécanisme a paralysé la société. L'ai assisté à des réunions de modérés et d'infirmités où, lorsque quelqu'un parlait des droits de l'homme, les autres, aussitôt, lui coupaient la parole : « Tu veux que, à parler dans son journal, le *Buenos Aires Herald* ?

Les militaires ont choisi le meurtre clandestin parce qu'ils étaient convaincus qu'ils ne pourraient pas éliminer physiquement les terroristes en respectant la légalité. L'opinion publique n'aurait pas permis l'application de la peine de mort », affirme M. Luis Zamora. Jacobo Timerman a rapporté à la barre des témoins des conversations avec des collaborateurs du général Videla et de l'amiral Massera. Il dit qu'il leur conseilla d'appliquer la loi martiale pour que les jugements soient publics et que les accusés puissent se défendre. Mais ses interlocuteurs lui répondirent : « Si on édictait des peines de mort, le pape interviendrait. Or on ne peut pas fuir le pape ».

Videla savait. Massera savait. Tous, ils savaient. « Et ils n'ont rien fait pour empêcher ce qui s'est passé », dit le procureur, M. Strassera. « C'est le minimum qu'on puisse dire, ajoute-t-il. Ce qui, en dix semaines de procès, a été abondamment prouvé. » En fait, étant donné l'organisation verticale de l'armée, poursuit M. Strassera, on n'imagine pas que la répression ait eu lieu sans que les chefs en aient donné l'ordre. Ce ne sont pas des militaires qui ont inventé les camps de concentration.

Gallieri savait tout

Il arriva à l'amiral Massera, qui commandait la marine jusqu'en 1978, de jouer la comédie devant les interlocuteurs : la répression, c'était l'armée de terre, et elle seule, qui exerçait, dit-il, l'amiral Sanguinetti. Mais il se révéla tout entier en d'autres occasions. M. Patricia Darian, qui fut sous-secrétaire d'Etat aux droits de l'homme sous le président Carter, est venue dire à Buenos Aires qu'elle rendit visite à Massera le 10 août 1977, et que, pendant leur conversation, elle lui demanda si un ne torturerait pas à l'étage au-dessous. Alors, le chef de la marine eut une expression qui signifiait clairement que, si c'était le cas, il n'en avait rien à dire. Avec Robert Cox, Massera fut encore plus direct : « Si vous mentionnez encore mon nom dans vos articles, lui dit-il, je vous expédierai sous terre pour de bon. »

Non seulement, le général Gallieri savait tout, mais, apparemment, il s'en vantait. Quand il commandait le 1^{er} corps d'armée à Rosario, il dit à une maîtresse d'armée, enfermée dans une prison clandestine de la ville : « C'est moi, madame, qui déciderai si vous allez rester en vie. »

Cette maîtresse d'école a témoigné. Elle fait partie des quelque six cents personnes qui ont déjà été entendues au cours du procès. Assez, quand les témoins avaient fini leur récit, les avocats de la défense leur demandaient s'ils appartenaient, à l'époque des faits, à une organisation subversive. Ils tentaient de renverser les rôles et de transformer les victimes en coupables. Jusqu'au jour où les juges ont décidé que, de telles questions ne se justifiaient pas, et ont obligé la défense à changer de stratégie.

CHARLES VANHECKE.

EUROPE

Turquie

LA VISITE DU CHANCELIER KOHL

Pas d'accord sur la libre circulation des travailleurs immigrés dans la CEE

Ankara (AFP). — Le chancelier Helmut Kohl a affirmé mercredi 10 juillet à Ankara la détermination de son gouvernement à « ouvrir la voie à une normalisation des relations entre la Turquie et les autres démocraties européennes ». M. Kohl, qui est le premier chef de gouvernement d'un pays occidental à se rendre en Turquie depuis le coup d'Etat militaire de septembre 1980, s'est engagé, au cours d'une conférence de presse, à « s'employer à faire reconnaître à ses collègues européens que la Turquie est un partenaire important ». « Il est nécessaire, a-t-il ajouté, que la Communauté européenne donne à la Turquie sa chance pour l'achèvement de son processus de démocratisation. Il ne faut pas que la Turquie soit poussée hors de l'Europe ».

Au cours d'un dîner donné la veille en l'honneur du chancelier, le premier ministre turc, M. Turgut Ozal, avait lui-même tenu des propos très vifs à ce sujet, faisant état de la « déception de la Turquie face à l'attitude négative de certains de ses alliés ». M. Ozal avait même lancé une sorte d'avertissement aux « organisations internationales occidentales » en demandant qu'elles « cessent de faire de la Turquie un

élément de leurs petits calculs et de leurs piteux affrontements entre droite et gauche, et qu'elles cessent d'intervenir dans nos affaires intérieures ». Le Turc, a ajouté M. Ozal, est déterminé à conserver sa place dans le monde occidental. Ce sera bénéfique, tant pour elle que pour les organisations internationales occidentales qui devraient éviter que la Turquie n'ait à regretter son attitude positive et patiente.

Le chancelier Kohl a, pour sa part, clairement laissé entendre qu'aucune solution n'avait pu être trouvée sur les principaux problèmes qui ont dominé cette visite : la libre circulation des Turcs au sein de la CEE et l'aide allemande à la Turquie dans le domaine de la défense. Un texte distribué par le porte-parole du gouvernement fédéral, M. Friedhelm Ost, faisant apparaître le désaccord sur l'immigration avant même que la question n'ait été abordée dans les entretiens officiels, a « vivement choqué » les officiels turcs. Bonn s'y était totalement en fait contre les thèses d'Ankara, qui veut que l'accord d'association prévoit une « libre circulation totale » des travailleurs turcs dans la CEE au 1^{er} décembre 1986.

M. Kohl a déclaré que ce problème devrait être réglé avant la fin de l'année. Il devrait en aller de même, selon lui, de la question de l'aide militaire de la RFA à la Turquie. Ankara souhaitait une nette augmentation de cette aide. Enfin, M. Kohl a indiqué que de nombreux points restaient à discuter concernant les multiples aspects de la question du retour de RFA des immigrés turcs.

[Le premier ministre turc, nous a également notre correspondant à Bonn, s'est lui-même bien rendu à Bonn, s'est rendu en même temps en RFA, à l'automne dernier et encore au mois d'avril — pour discuter entre autres de la situation de l'immigration turque. Les neuf millions de Turcs immigrés en Europe occidentale vivent en Allemagne fédérale, où ils forment une communauté de un million cinq cent mille personnes, dont trois cent mille à Berlin-Ouest. Depuis l'arrivée au pouvoir du chancelier Kohl, la coalition gouvernementale allemande s'est efforcée d'en réduire le nombre en effectuant d'importants prises en retard. Les tentatives du ministre de l'Intérieur en vue de réformer la législation sur les immigrés pour rendre plus difficile l'entrée des familles en RFA se sont en revanche heurtées jusqu'à la résistance du Parti libéral et à l'opposition du Parti social-démocrate et des Verts.]

URSS

De nouveaux chefs du parti ont été désignés à Leningrad et en Géorgie

Les changements décidés la semaine dernière à la tête de l'Etat et du parti soviétiques ont trouvé ces derniers jours leurs prolongements dans les régions, avec le remplacement des personnalités promues à Moscou. A Leningrad, un nouveau premier secrétaire a été désigné mercredi 10 juillet, après la nomination de l'ancien titulaire, M. Zaïkov, au poste de secrétaire du comité central. Il s'agit de M. Iouri Soloviov, âgé de soixante ans, qui avait déjà été premier secrétaire du parti pour la ville de Leningrad de 1978 à 1984, mais qui avait été nommé à cette date ministre de la construction industrielle dans le gouvernement fédéral.

Quelques jours plus tôt, le 6 juillet, M. Chevardnadze, nouveau ministre des affaires étrangères de l'URSS, avait été remplacé à la tête du parti en Géorgie par M. Patsiashvili, jusqu'alors simple secrétaire de cette République. A la différence de M. Soloviov, M. Patsiashvili n'est pas membre du comité central ni d'aucune autre instance du parti à Moscou.

D'autre part, l'un des quatre ministres économiques que M. Gorbatchev avait critiqués dans un dis-

cours du 11 juin dernier, M. Kazanets, titulaire du portefeuille de la sidérurgie depuis 1965, a été mis à la retraite le 6 juillet pour « raisons de santé ». Il en est allé de même pour M. Nicolai Tarasov, âgé de soixante-quatre ans et ministre de l'industrie légère depuis également vingt ans, qui a été remplacé par M. Vladimir Khouev, soixante et un ans, jusque-là premier secrétaire du parti dans la région d'Ivanovo, l'un des centres de l'industrie textile de l'URSS.

Par ailleurs, M. Gorbatchev a annoncé, mercredi 10 juillet, sa troisième tournée d'inspection dans les provinces (après ses voyages à Leningrad et en Ukraine) en se rendant à Minsk, capitale de la Biélorussie. Il a prononcé notamment un discours — non publié — devant les chefs militaires de la région, en présence du maréchal Sokolov, ministre de la défense, et de M. Zaïkov, nouveau secrétaire du parti. La présence de ce dernier pourrait indiquer que l'ancien « patron » de Leningrad a désormais la charge de l'industrie d'armement au secrétariat du parti, à la place de M. Grigori Romanov.

● Arrestation d'un dissident qui recherchait Andreï Sakharov. M. Leonid Volovsky, un dissident soviétique assigné à résidence à Gorki, a été arrêté, le 2 juillet dernier, annonce un bulletin d'informations publié à Moscou, *URSS News Brief*. Peu avant son arrestation, M. Volovsky essayait de retrouver M. Andreï Sakharov, assigné à résidence dans la même ville, et qui a disparu de son domicile, ajoute le bulletin. En 1980, quelques jours après le bannissement de Sakharov, M. Volovsky, ingénieur informaticien de quarante-trois ans, qui, jusque-là, vivait lui aussi à Moscou, avait été parcellairement contraint de s'installer à Gorki. En 1984, le KGB l'avait sommé de « cesser ses activités sionistes ». — (AFP.)

CEPES
préparation intensive
en septembre, au
CFPA
certificat de formation professionnelle
enseignement supérieur privé
57, rue d'Alsace, 92 - Neuilly
722.94.84 - 745.09.19

EXPORTER EST-CE FACILE ?
OUI...
AVEC UNE FORMATION
SPECIALISEE
DE
COMMERCE INTERNATIONAL
SEMINAIRE INTRA-INTER
CABINET J-P MERLIN
Formateur agréé
20 années d'expérience
PROGRAMME SUR
DEMANDE
55/5, rue Diderot
94500 CHAMPIGNY
Tél : 881-58-49

● Dix séparatistes kurdes condamnés à mort. Une cour martiale érigée à Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, a le 10 juillet, condamné à mort dix séparatistes kurdes. Ceux-ci étaient jugés en compagnie de quatre-vingt autres personnes pour avoir participé à des raids armés, le 15 août 1984, contre deux bourgades d'Anatolie orientale. Une condamnation à la détention perpétuelle et des peines allant à vingt-quatre ans de prison ont, en outre, été prononcées. Pour la première fois, la cour a fait usage d'une récente loi autorisant des peines de peine en faveur d'inculpés acceptant de coopérer avec la justice. — (Reuters.)

Yugoslavie

La visite du général Jaruzelski à Belgrade

SIGNATURE D'UN ACCORD

DE COOPERATION

ECONOMIQUE

(De notre correspondant.)

Belgrade. — Le général Jaruzelski, chef du gouvernement et du parti polonais, a quitté Belgrade mercredi 10 juillet, après une visite officielle de deux jours. Il est resté, notamment, avec MM. Vukobratovic et Zarkovic, respectivement président de la direction collégiale de l'Etat et de la Ligue des communistes, et avec M. Plazinski, chef du gouvernement fédéral.

Le dirigeant polonais et ses hôtes ont constaté, indique l'agence Tass, que « les divergences de vues ne sont pas un obstacle au renforcement de leurs relations d'amitié et à l'intensification de leur coopération sur un pied d'égalité ».

On rappelle ici que, dès l'émergence de Solidarité en 1980, les sources yugoslaves avaient laissé entendre que la parti polonais avait trop tardé pour prendre les mesures capables de satisfaire « certaines revendications justifiées » de la classe ouvrière.

A l'issue de la visite, les deux pays ont signé un nouvel accord de collaboration économique et scientifique, valable de 1986 à 1990, qui pourrait atteindre un total de 5 milliards de dollars dans les deux sens — soit une progression de 60 % par rapport à la période quinquennale précédente.

P.Y.

ISTH
Institut privé des Sciences et
Techniques humaines
PRÉPARATIONS ANNUELLES
OCTOBRE à JUIN
PRÉPARATIONS INTERMÉDIAIRES
JANVIER à SEPT.
● Deux
DROIT SC ECO
● Et 3^e année de licence
● Tous centres et options
TAXES CONFIRMÉES DE RÉUSSITE
DEPUIS 1953.
AUTEUIL 6, Av. Jean Hérissey
75016 Paris. Tél. 224.10.72

ASIE

Sri-Lanka

POUR FACILITER LES POURPARLERS EN COURS

Le gouvernement libère 650 détenus tamouls

New-Delhi. — Quelque six cent cinquante détenus tamouls suspects de soutenir la guérilla indépendantiste dans le nord de Sri-Lanka devaient être libérés incessamment par les autorités. Cette mesure, qui vise tout à la fois à ramener le calme dans la péninsule tamoule de Jaffna, troublée par des manifestations quotidiennes depuis une semaine, et à détendre l'atmosphère qui entoure les pourparlers de Timpo, au Bhoutan, a été annoncée mercredi 10 juillet à Colombo.

Le ministre sri-lankais de la sécurité, M. Lalith Athulthumudali, a également indiqué que le couvre-feu imposé sur la région depuis huit mois serait levé à partir de ce jeudi. Ce retour à la normale était réclamé par les mouvements autonomistes et indépendantistes tamouls qui participent aux négociations à Timpo face à la délégation de Colombo.

Dirigée par le frère du président sri-lankais, M. Hector Jayewardene, un avocat sans responsabilités officielles, la délégation ne comprend aucun membre du gouvernement. Du côté tamoul, les conversations sont conduites par M. Arumalingam, le secrétaire général du Front uni de libération tamoul (FULF), organisation autonomiste qui ne participe pas à la guérilla. Pour leur part, les cinq grands mouvements indépendantistes armés sont représentés dans la capitale bhoutanaise par des dirigeants de second plan, les « chefs historiques » de la gué-

rilla ayant refusé de négocier avec « une délégation cinghalaise sans pouvoir ».

Organisés par New-Delhi, qui a dû exercer une forte pression sur les indépendantistes pour qu'ils acceptent d'y participer, les pourparlers sont entrés jeudi dans leur troisième session. Tous les journalistes ayant été expulsés de Timpo, on sait seulement que l'essentiel des propositions sri-lankaises tourne autour d'une plus large autonomie pour les régions à majorité tamoule, avec dévolution de pouvoirs administratifs plus étendus.

« Plutôt bien »

A Colombo, le ministre de la sécurité a fait savoir que les pourparlers se déroulaient « plutôt bien », mais, à Madras, dans le sud de l'Inde où les indépendantistes tamouls ont établi leurs bases politiques, les réactions sont nettement moins optimistes. Un porte-parole des quatre mouvements les plus puissants de la guérilla a accusé mercredi le gouvernement sri-lankais d'utiliser la période de cessation des hostilités (annoncée le 17 juin) pour « renforcer son potentiel militaire et se préparer à un assaut massif contre les Tamouls ».

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Selon le porte-parole également, la libération des détenus tamouls « ne signifie pas grand-chose puisqu'un millier d'innocents ont été arrêtés au cours des trois dernières semaines seulement ». Ce qui, toujours selon lui, « porte à environ trois mille le nombre de détenus et non à mille cent quatre-vingt-dix-sept, comme le dit Colombo ». D'après l'un des groupes représentés à Timpo, le gouvernement sri-lankais aurait envoyé tout récemment une soixantaine de commandos suivre un entraînement spécial anti-guérilla au Pakistan et ce pays s'apprêterait à fournir quatre hélicoptères de guerre à Colombo.

Le communiqué publié mercredi à Madras affirme en outre que les autorités sri-lankaises ont commandé dix-huit vedettes rapides à Pékin, et que vingt mille fusils ont été distribués aux villages cinghalais aux abords des régions dominées par les Tamouls. Enfin, les deux camps s'accusent mutuellement de ne pas respecter le cessez-le-feu en vigueur depuis le 18 juin. Cherchant à minimiser, afin de ménager les susceptibilités, le rôle de médiateur qu'elle assume depuis la rencontre du 4 juin entre M. Rajiv Gandhi et le président Jayewardene, New-Delhi s'abstient délibérément de tout commentaire.

PATRICE CLAUDE.

PROCES

REPRESAILLES AUX ATTENTATS DANS LE NORD

Israélienne attaque des camps faisant au moins

Le procès de la guerre d'Israël, qui a commencé mercredi 10 juillet à Jérusalem, a été l'occasion pour le gouvernement israélien de révéler les détails de l'attaque des camps de réfugiés palestiniens dans le nord du pays, le 15 août 1984. L'attaque a coûté la vie à au moins 35 personnes, dont 10 enfants, et en a blessé plus de 100. Les responsables israéliens ont été accusés d'avoir utilisé des armes lourdes, y compris des chars et des hélicoptères, contre des civils.

Les OTAGES

Les OTAGES

Les OTAGES

Les OTAGES

Les OTAGES

Les OTAGES

Les OTAGES

Les OTAGES

Les OTAGES

Les OTAGES

Les OTAGES

Les OTAGES

Les OTAGES

Les OTAGES

Les OTAGES

Les OTAGES

Les OTAGES

Les OTAGES

Les OTAGES

Les OTAGES

Les OTAGES

Les OTAGES

Les OTAGES

Les OTAGES

Les OTAGES

Les OTAGES

Les OTAGES

PROCHE-ORIENT

EN REPRÉSAILLES AUX ATTENTATS A LA VOITURE SUICIDE
DANS LE SUD DU LIBAN

L'aviation israélienne attaque des camps palestiniens au nord de Tripoli faisant au moins quinze morts

Au lendemain des deux attentats à la voiture suicide qui avaient fait dix-sept morts au sud du Liban, l'aviation israélienne a lancé, mercredi 10 juillet, un raid de représailles contre les deux camps palestiniens de Bad'aoui et de Nahr-el-Bared, au nord de Tripoli, faisant au moins une quinzaine de morts et plus de trente blessés. Le bilan définitif pourrait être plus élevé - selon une radio locale, l'attaque aurait fait vingt-six tués et trente-six blessés - le camp palestinien de Nahr-el-Bared ayant été touché à la suite du raid, ce qui a rendu plus difficile le transport des victimes vers les hôpitaux.

En Israël, le porte-parole de l'armée a indiqué que l'aviation avait

attaqué et détruit « trois bases palestiniennes ». Deux d'entre elles, à proximité de Nahr-el-Bared, étaient des quartiers généraux des dissidents du Fath, dirigés par le colonel Abou Moussa, la troisième une base du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) - commandement général de M. Ahmed Jibril. Le dernier raid de l'aviation israélienne au Liban avait visé, le 17 avril dernier, une base du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) de M. Nayef Hawatmeh, située dans la plaine libanaise de la Bekaa. Au terme du retrait des troupes israéliennes du Liban, en juin dernier, le ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, avait af-

firmé qu'Israël entendait « poursuivre sa lutte contre le terrorisme ».

A Tripoli, les combats opposent depuis le début de la semaine le Parti arabe démocratique (PAD), proche de la Syrie et le Mouvement d'unification islamique (MUI) du cheikh Saïd Chabaane, hostile à Damas. Ces accrochages ont fait au cours de la matinée de mercredi cinq morts et six blessés. Toutefois, leur violence a diminué après le raid israélien. Depuis le début des affrontements dans la capitale du Liban du Nord en début de semaine, vingt-deux personnes ont trouvé la mort et soixante-quatre ont été blessées.

Les combats, qui se sont déroulés principalement dans les quartiers populaires de Baal-Mohsen et Bab-el-Tebaneh ainsi qu'à l'entrée nord de la ville, avaient commencé dimanche soir après que le cheikh Saïd Chabaane eut dénoncé la renouveau des dirigeants musulmans libanais à Damas à laquelle il n'avait pas été convié.

Les autorités militaires syriennes du nord du Liban avaient réussi, il y a trois semaines, à ramener le calme à Tripoli. Elles avaient imposé un accord de pacification prévoyant notamment le renvoi des armes lourdes et le déploiement d'une unité de l'armée régulière libanaise dans les zones de tension. Cette unité s'est retirée dès le début des combats.

Washington a qualifié mercredi de « signe d'espoir » les tentatives de renforcement de la sécurité à l'aéroport de Beyrouth et annoncé que des discussions à ce propos avaient été engagées avec le Liban. (AFP, AP, Reuters.)

LE SORT DES OTAGES FRANÇAIS

« Seuls leurs ravisseurs savent où ils se trouvent » déclare un dirigeant d'Amal aux familles

Jean-François Kahn, directeur de l'hebdomadaire l'« Evénement » du jeudi, devait se rendre ce jeudi 11 juillet à Beyrouth pour « aller chercher » son collaborateur Jean-Paul Kauffmann et M. Michel Serrat, tous deux enlevés depuis plus de cinquante jours.

Selon Jean-François Kahn, qui a annoncé ce voyage dans le dernier numéro de l'hebdomadaire et l'a confirmé mercredi soir sur FR 3, il n'est pas normal que les deux hommes soient toujours détenus, alors que des assurances avaient été données sur leur libération par divers responsables libanais, dont M. Nabih Berri, ministre de la justice et chef de l'organisation chiite Amal.

« M. Nabih Berri, écrit Jean-François Kahn, a publiquement pris l'engagement de faire libérer sans condition » les deux Français, tout comme le chef spirituel du mouvement des Hezbollah, le cheikh Fadlallah, qui a « solennellement condamné la pratique des enlèvements en promettant de favoriser leur rapide libération ». Les autorités syriennes, ajoute M. Kahn, « nous ont tenu un langage sembla-

ble... Je me refuse à croire que les forces des ténébreux soient capables d'imposer leur loi à des hommes d'honneur ».

A Paris, cependant, M. Mohamed Nasserredine, représentant du mouvement Amal, a laissé entendre au cours d'une émission d'Antenne 2 que son organisation ne contrôlait pas les ravisseurs des otages et a affirmé qu'il ne pouvait pas donner, en conséquence, d'assurances à leur sujet. « S'ils étaient chez Berri (chef du mouvement Amal), vous auriez pu les voir, seuls leurs ravisseurs savent où ils se trouvent », a-t-il dit, répondant aux questions des représentants des familles des otages qui s'étonnaient que M. Berri, ayant réussi à résoudre le problème des otages américains, ne semble rien pouvoir faire en faveur des français.

M. Nasserredine a affirmé par ailleurs que « la décision de Washington de boycotter l'aéroport de Beyrouth, ainsi que le raid israélien de mardi sur Tripoli risquent de retarder la libération des quatre cent trente-cinq prisonniers libanais détenus en Israël, et en conséquence celle des otages français au Liban ».

Israël

Le premier ministre muselé

De notre correspondant

Jérusalem. — L'épreuve de force s'aggrave, dans une certaine confusion, entre le gouvernement israélien et la centrale syndicale Histadrout. Cette-ci est de plus en plus soumise aux pressions d'une « base » particulièrement combative.

Un incident inédit a illustré mercredi 10 juillet, à la fois l'escalade du conflit et les risques de débordement qui guettent la Histadrout. Le premier ministre, M. Shimon Pérès, devait expliquer son plan d'austérité au cours d'une émission spéciale télévisée. Il a été purement et simplement privé de parole par la machine la plus simple qui soit, les techniciens ayant annoncé leur intention de faire grève au moment de l'émission.

Cette intervention de M. Pérès avait pour objectif de mieux « vendre » à l'opinion un plan de rigueur qu'elle a plutôt mal reçu. Fait inhabituel : le premier ministre devait notamment répondre aux questions d'interviewers non professionnels. La censure dont il a été victime ne peut qu'avoir été, sinon suscitée, du moins encouragée par le patron des syndicats, M. Israël Kessari. « Qui gouverne ? », a interrogé ce jeudi le journaliste Pessah. En réduisant le premier ministre au silence, la

Histadrout s'engage dans une voie dangereuse.

Les négociations se poursuivent néanmoins entre le gouvernement et les représentants des syndicats dans une ambiance de « petite guerre » psychologique. Elles portent en priorité sur l'ampleur et les modalités des licenciements collectifs prévus dans la fonction publique. La Histadrout a acquiescé, à la dernière minute, la grève qui devait paralyser jeudi les ministères et les services techniques de l'administration.

Elle a justifié cette décision en invoquant la promesse faite par le gouvernement de surseoir au licenciement de 10 000 fonctionnaires. Dans l'entourage du premier ministre, on semblait tout ignorer ce jeudi d'un tel engagement. Le programme de licenciements, précisait-on, sera appliqué comme prévu et les listes d'employés congédiés devraient être prêtes dans la journée. Où est la vérité ? Une chose est sûre : les comités de travailleurs campent sur des positions très radicales. La hiérarchie syndicale a eu du mal à leur faire accepter pour dimanche prochain le principe d'une grève générale qu'ils voulaient entreprendre immédiatement.

J.-P. L.

DIPLOMATIE

La mort de Roger Seydoux

Le sourire de Philinte

Roger Seydoux, ambassadeur de France, est mort le 3 juillet, à l'âge de soixante-dix-sept ans (le Monde du 10 juillet). Jean Lacouture, qui l'a bien connu, évoque ici les traits de cette personnalité exceptionnelle.

Le joli mot de gentilhomme semblait créé pour lui, frère et discret, sans rien qui pèse ou qui pose, tout pénétré d'ironie douce, et qui semblait n'avoir choisi le métier de diplomate qu'afin de pouvoir, entre deux vérités incertaines, choisir la moins cruelle à ses contemporains.

Un visage peint par Isabey, une silhouette qui paraît longtemps surgie d'une gravure de Gavarni, le sourire de Philinte. Il considérait notre siècle vétement avec une sorte d'indifférence étonnée, pensant comme le prince de Ligne, qu'il vaut mieux en toutes choses voir ce par quoi elles peuvent décevoir les sens, plutôt que ce qui risque de chagriner les honnêtes gens.

■ M. Roland Dumas ou Coire. — Le ministre français des relations extérieures, M. Roland Dumas, en-taine ce jeudi matin 11 juillet au Caire une visite de travail de deux jours au cours de laquelle il doit faire le point des relations politiques et de la coopération bilatérale franco-égyptienne.

M. Dumas, dont c'est la première visite en Egypte depuis sa nomination aux relations extérieures, a tenu à ce que Le Caire ne soit pas une simple étape dans une tournée au Proche-Orient. Il doit être reçu immédiatement après son arrivée par le président Hosni Moubarak. Il s'entretiendra ensuite avec le premier ministre Kamal Hassan Ali, puis avec le ministre des affaires étrangères Esmat Abdelmouneï, et le ministre de l'économie et du commerce extérieur, Sultan Abou Ali. (AFP.)

Nous sommes un certain nombre à nous souvenir du directeur de Sciences-Po qu'il fut pendant la guerre, au temps où il servait en quelque sorte d'ambassadeur de la Résistance auprès de la fonction publique. Il ne se jugeait pas en droit de recruter les adolescents que nous étions en vue de l'action militante. Mais il avait une façon de parler du système de Vichy qui n'incitait pas à chanter : « Maréchal, nous voilà ! ». Et l'on se répétait dans les couloirs de l'école qu'il avait refusé de céder aux pressions de l'occupant : celui-ci prétendait lui imposer la présence d'un juriste célèbre qui avait abaissé sa fonction jusqu'à couvrir la création des sections spéciales.

Roger Seydoux avait été chargé par la Résistance d'obtenir les « dons » de quelques grands patrons trop compromis dans la collaboration pour n'avoir pas à se la faire pardonner par quelques gages. La réunion où furent fixés les tarifs et choisies les cibles fut présidée par Jacques Bingen, qui devait quelques semaines plus tard tomber aux mains de la Gestapo, et se suicider sur-le-champ. A la liste des noms retenus, Roger Seydoux suggéra d'ajouter celui d'un homme dont l'influence considérable reposait à la fois sur l'industrie et sur la presse. Alors Bingen : « Pour lui, ce sera le double ! ». Seydoux obtint, en souriant, davantage.

Fils d'un des collaborateurs les plus appréciés de Philippe Berthelot au Quai d'Orsay, frère d'un banquier qui fut aussi un grand homme de culture et de paix, frère d'un autre ambassadeur, il occupa comme en se jouant de très grands postes. De tous ceux dont il fut chargé — conseiller au cabinet de Léon Blum en 1946, directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay, haut-commissaire en Tunisie au moment du passage du protectorat à l'indépendance, ambassadeur

au Maroc, aux Nations unies, à l'OTAN et à Moscou, c'est peut-être de son poste à Tunis qu'il parlait avec le plus de nostalgie.

Il s'était lié avec Habib Bourguiba d'une sorte d'amitié qui avait survécu aux orages. Il restait l'un des partenaires que le chef de l'Etat tunisien évoque le plus volontiers quand il veut démontrer l'intimité des liens entre les deux pays.

Sa mission aux Nations unies au temps du général de Gaulle et de ses démêlés avec le « machin » fut peut-être celle où se manifesta avec le plus d'éclat une dextérité manœuvrière et une sociabilité créatrice qui finirent sinon par concilier les inconciliables, du moins par faire réfléchir le vieux monsieur de l'Elysée sur les aspects éventuellement positifs de cette institution.

Roger Seydoux était un conteur délicieux. Dans les Mémoires qu'il rédigeait encore à la veille de sa mort, et qui resteront, hélas ! inachevés, il relate sur un ton inimitable la visite que fit en France le roi Hassan II du Maroc au lendemain des accords d'Evian en mai 1962. « L'atmosphère est si tendue que le souverain me prie de dire ou général qu'il lui ferait un immense honneur s'il acceptait d'être le lendemain son hôte pour le déjeuner d'ambassade au Maroc. Le roi n'ignore pas que c'est contraire au protocole, mais il se permet d'insister en raison de la qualité de l'accueil qu'il a reçu de rejoins le général, qui s'entretient avec Georges Pompidou, Maurice Couve de Murville et Etienne Barin des Rozières, et lui transmet l'invitation royale. Le chef de l'Etat me demande à brûle-pourpoint : « Qu'en pensez-vous, ambassadeur ? » Je ne borne à répéter les propos du roi, en soulignant son insistance. Le général réfléchit, et, après un silence : « Bah ! il faut bien déjeuner... »

JEAN LACOUTURE.



NOUVEAU

GRATUIT
(100 pages en couleurs)

Recevez en cadeau le 1^{er} numéro de B.D. MAGAZINE

Pourquoi ce cadeau d'une valeur de 30 F ?

Pour vous faire découvrir ce mensuel en couleurs consacré aux nouveaux albums de bandes dessinées pour adultes, nous avons préféré vous offrir gratuitement un vrai numéro spécimen au lieu de vous inviter à l'acheter dans un kiosque. Cela ne vous engage à rien. Nous espérons pour notre part, que vous serez ainsi plus nombreux à découvrir B.D. MAGAZINE et que vous ferez un jour partie de nos fidèles lecteurs. Mais lisez-vous, car cette offre est limitée au tirage !

B.D. MAGAZINE : une formule originale

18.000.000 d'albums de bandes dessinées en tous genres ont été produits en un an ! Presque 2 nouveautés par jour. La B.D. est en plein essor. Elle n'est plus considérée comme une sous-littérature, c'est « un art à part entière » que l'on enseigne même à l'Université. Pour vous informer et vous aider à faire un choix parmi les centaines d'albums qui paraissent chaque année, il vous fallait un guide indépendant et complet : B.D. MAGAZINE.

Une encyclopédie permanente de la B.D. d'aujourd'hui

Indépendant de tout éditeur d'albums, B.D. MAGAZINE vous donnera chaque mois un résumé illustré de plus de 50 albums (en tous genres) parus ou à paraître. En outre, dans chaque numéro vous découvrirez plus de 60 pages choisies dans ces nouveautés. Il s'agit là d'authentiques « extraits » qui vous donneront - en plus du résumé et mieux qu'une critique - un avant-goût

concret de chaque ouvrage (scénario, couleurs, style du dessin, etc.). En un an, B.D. MAGAZINE vous présentera près de 800 pages sélectionnées dans des centaines d'albums parus. Variable recueil mensuel d'information et de morceaux choisis, B.D. MAGAZINE est à considérer comme une anthologie... une encyclopédie permanente de la B.D. d'aujourd'hui.

Cette offre spéciale est limitée : Répondez dès aujourd'hui

Pour recevoir un spécimen-cadeau de B.D. MAGAZINE (vous réservez d'épuisement du tirage) remplissez le bon à découper ci-dessous (6 timbres à 2,10 F ou un chèque de 12,60 F pour participation à nos frais seraient les bienvenus). Si B.D. MAGAZINE vous séduit, retenez que vous pourrez économiser jusqu'à 40% si vous décidez un jour de vous y abonner. De plus... tout abonnement peut être suspendu et les numéros non servis intégralement remboursés.

Et bientôt ! Un numéro spécial

ÉROTIQUE

«hors série»
à tirage limité et à ne pas manquer.

Morceaux choisis des B.D. les plus érotiques (100 pages en couleurs). Demandez-nous dès aujourd'hui, sans engagement, une documentation gratuite au moyen du bon à découper ci-dessous.

Bon pour un spécimen gratuit

à découper ou à recopier et à adresser au Service Diffusion de :
B.D. MAGAZINE, 9, Faubourg St Honoré, 75008 PARIS

Je déclare être majeur(e) et désire recevoir un spécimen-cadeau de B.D. MAGAZINE, sans aucun autre engagement de ma part.
Si vous désirez être informé de la parution de notre NUMÉRO «B.D. ÉROTIQUE» HORS SÉRIÉ veuillez cocher la case correspondante à votre réponse : ☐ OUI ☐ NON

M. Mme, Mlle
Adresse complète :
Code postal : Ville : Pays :

B.D. MAGAZINE
Une publication des Editions Lanx
Service diffusion : 9, faubourg St Honoré
75008 PARIS Tél. : 288.10.69

LA MICRO-INFORMATIQUE EXPLIQUÉE PAR BILL GATES.

LE "PAPA DU LOGICIEL".

16 F. EN VENTE PARTOUT.

Juliet-Août 85

EST-ELLE UNE MARTYRE ?
VICTIME D'UN FOL ACHARNEMENT
JUDICIAIRE OU FROIDE
MEURTRIÈRE INFANTICIDE ?
COMMENT EXPLIQUER
HUMAINEMENT ET
SOCIOLOGIQUEMENT UN TEL
CRIME ?
QUE FAUT-IL PENSER OE
LA MACHINE JUDICIAIRE ? DE
L'INTERVENTION DES MÉOIA ?
OES GRANOS JOURNALISTES
RÉPONDENT :
FRANÇOIS CAVIGLIOTI,
FRÉDÉRIC POTTECHER,
KLAUS-PETER SCHMID
(DER SPIEGEL).
SERGE LECLAIRE,
PRATICIEN ET CHERCHEUR SUR
L'INFANTICIDE OUVRE LE DOSSIER
PSYCHANALYTIQUE ET EDGAR
MORIN ANALYSE L'AFFAIRE SOUS
SON ANGLE SOCIOLOGIQUE, LA
SITUANT DANS "CETTE ZONE
O'INCONSCIENCE, D'ERREURS ET
O'HORREUR OÙ L'ACTUALITÉ SE
JOUÉ..." ET QUE CHACUN DE NOUS
FRÔLE À UN MOMENT
OUI À IIN AITRE

VACANCES : A LA RECHERCHE DES MONDES DISPARUS

VOUS VOLEZ PARTIR, PARTIR
VRAIMENT ? ALORS OUBLIEZ
LE DÉPAYSMENT ORDINAIRE DES
LOISIRS ORGANISÉS ET PRENEZ
LE NOUVEL OBSERVATEUR
CETTE SEMAINE.
IL VOUS PROPOSE D'ALLER,
À TRAVERS 4 GRANDS DOSSIERS,
À LA DÉCOUVERTE DES MONDES
OUBLIÉS, DES GRANDES
CIVILISATIONS OISPARUES.
DES AVENTURIERS VOUS TIENNENT
LA MAIN : CE SONT
DES ARCHÉOLOGUES, DES ÉRUDITS,
DES ÉCRIVAINS, DES JOURNALISTES...
CETTE SEMAINE AVEC
JACQUES SOUSTELLE REMONTEZ
LE TEMPS, VIVEZ LES RITES,
LES COUTUMES ET LA VIE
QUOTIDIENNE DES AZTÈQUES.

EDGAR MORIN,
JACQUES SOUSTELLE,
PIERRE BEREGOVY,
FRÉDÉRIC POTTECHER,
SERGE LECLAIRE
ET OCTAVIO PAZ
SONT AUSSI DANS
LE NOUVEL OBSERVATEUR
CETTE SEMAINE

**VOUS AUSSI,
CETTE SEMAINE
SOYEZ**

nouvel **Observateur**

BARRE : RADIOSCOPIE D'UN PLEBISCITE

EN AVRIL 1981, À LA FIN DU
SEPTENNAT, RAYMOND BARRE
ÉTAIT AU PLUS BAS : 28 % ,
SEULEMENT DES FRANÇAIS LUI
FAISAIT CONFIANCE ET 65 % NON !
AUJOURD'HUI ILS SONT 53 % À
PENSER QU'IL FERAIT "UN BON
PRÉSIDENT".
QUE S'EST-IL PU PASSÉ EN
QUATRE ANS POUR
QU'AUJOURD'HUI RAYMOND BARRE
NON SEULEMENT ÉCRASE TOUS
SES CONCURRENTS DE
L'OPPOSITION MAIS ENCORE
S'IMPOSE DANS TOUTES LES
CATÉGORIES SOCIALES ?
UN SONDAGE EXCLUSIF
SOFRES/NOUVEL OBSERVATEUR ET
UNE ANALYSE PASSIONNANTE
VOUS MONTRENT LE NOUVEAU
PAYSAGE POLITIQUE DE
LA RENTRÉE



Le Portugal à la Com Un « réquisitoire

[illegible]

هكذا من الأصل

DIPLOMATIE

Le Portugal a ratifié le traité d'adhésion à la Communauté européenne

Un « rééquilibrage » largement rhétorique

Dernier acte avant sa dissolution, le Parlement portugais a, ce jeudi 11 juillet, ratifié le traité d'adhésion de Lisbonne à la Communauté européenne, signé un mois plus tôt par les Douze. Tous les partis se sont prononcés favorablement, à l'exception du PC.

L'intégration de l'Espagne et du Portugal dans la CEE était évidemment inscrite dans la logique d'une Communauté qui n'attendait qu'un candidat européen à sa réintégration. La chute du salazarisme en 1974 et la mort de Franco en 1975, suivies d'évolutions vers des formes de gouvernement occidentales dans les deux pays, voilà qui conféraient aux États ibériques un caractère d'indispensabilité au « club des Neuf », devenu des Dix en 1981 lorsque la Grèce a, à son tour, adhéré.

Restait, bien entendu, à vérifier qu'un élargissement à douze n'aurait pas de conséquences excessivement dommageables pour les anciens ou les nouveaux, et à préparer, en connaissance de cause, les conditions mutuellement les plus favorables. Bien que les différences de développement économique entre la péninsule et la plupart de ses futurs partenaires fussent importantes, justifiant ici de légitimes appréhensions et là de nécessaires ajustements, on ne peut s'empêcher de penser que le délai qui a séparé l'ouverture des négociations de leur heureuse conclusion (près de huit ans) a été bien long. Les difficultés techniques, bien réelles, n'expliquent pas tout. Des réticences « politiques » ont aussi joué un rôle de retardement. Elles avaient trait à la perception même des avantages possibles d'une Europe élargie — donc plus complexe et, s'il est possible, moins homogène. La récente signature du traité d'adhésion de l'Espagne et du Portugal au « club » n'a en rien dissipé ces préoccupations.

Compte tenu de la règle d'unanimité qui prévaut jusqu'à nouvel ordre au sein de la Communauté, le processus de prise de décisions sera, tout d'abord, nécessairement plus compliqué. L'introduction de deux

nouvelles langues de travail, en plus des sept utilisées, ne fera que rendre plus tangible cette pesanteur. Plus gravement, la fortification d'un pôle « sud », jusqu'à constituer géographiquement par la seule Grèce, et économiquement complété par l'Irlande, elle aussi moins industrialisée — amplifiera le clivage déjà perceptible entre une fraction de la Communauté plus pauvre et une autre nettement plus développée. Ce n'est pas que les récriminations soient absentes entre riches, comme on l'a bien vu dans le cas de la Grande-Bretagne. Mais c'est la visée elle-même qui risque d'être différente.

L'ambition du « nord » devrait plutôt être de « recoller » au peloton des pays les plus développés de la planète (États-Unis, Japon), au prix de sacrifices temporaires obtenus des citoyens en matière de niveau de vie. Celle du « sud » sera sans doute, plus prosaïquement, d'assurer au plus vite une certaine amélioration de ce même niveau de vie de ses habitants — et cela non seulement par des efforts nationaux, mais grâce à des aides des plus riches : or si celles-ci sont légitimement attendues, elles ne seront évidemment attribuées qu'avec parcimonie en cette période de crise. Une certaine « acrimoine méditerranéenne » s'en suivra nécessairement, qui ne contribuera certes pas à fortifier cet « esprit européen » dont la Communauté aurait le plus grand besoin pour progresser.

C'est dire que le thème du « rééquilibrage » de la CEE, de son « axe élargi » vers les rivages ensoleillés de ses périphéries, est assez rhétorique. N'est-ce pas la France au demeurant — pourtant pays méditerranéen ! — qui a, plus que d'autres, pratiqué l'obstruction toutes ces dernières années ? Même la proximité politique de gouvernements également socialistes n'a que lentement contribué à aplanir les obstacles.

Tout aussi fallacieux est le plaidoyer ibérique selon lequel l'Espagne, vers l'Amérique latine et le Portugal vers l'Afrique lusophone serviront de « ponts » à l'Europe. Le

commerce international s'est toujours fort bien passé de courtiers étrangers — et, en toute hypothèse, le Mozambique et la Guinée-Bissau, la Bolivie et l'Equateur, comme tant d'autres dans leurs parages, se débattent dans des situations économiques telles qu'ils attendent des aides d'urgence, plus impatientement encore que des clients.

Les élargissements successifs de l'Europe — le dernier guère plus que les précédents — posent en réalité la question de la nature de la Communauté vers laquelle on tend. Idéalement, la plupart, sans doute, des habitants du Vieux Continent souhaiteraient dépasser le stade d'un marché commun pour aboutir à une forme ou l'autre d'union. Pratiquement, cette aspiration bute à chaque pas sur de redoutables obstacles : crainte des « petits » d'une hégémonie des plus grands, préférence maintenue de la Grande-Bretagne pour le « grand large » américain et lorsqu'il n'est pas transcendé par une volonté aigüe de l'ensemble des pouvoirs politiques.

Or, ici comme ailleurs, le temps tue les prophètes et conforte les technocrates ! Et tout élargissement rend un peu plus difficile, un peu plus improbable, l'hypothèse d'une union négociée entre tous. L'idée d'une « Europe à deux vitesses » (voire à plusieurs) est née de ce constat qu'on ne peut espérer voir tout le monde aller de l'avant au même moment et au même pas. Joissable, quoi que non sans énormes obstacles, en matière de coopération économique ou technique, la formule l'est-elle sur le plan politique ? L'ancien ministre des affaires étrangères de Madrid, M. Fernando Morán, affirmait récemment que la France entendait ajouter « à sa relation particulière avec l'Allemagne fédérale une autre de même type avec l'Espagne ». C'est là certainement beaucoup trop dire, malgré la « déclaration commune » Madrid-Paris du 10 juillet.

Le couple Paris-Bonn n'est pas seulement, en effet, une « relation particulière » : l'histoire des dernières décennies, comme celle, di-

sons, des cent cinquante années écoulées, démontre qu'il est le seul noyau éventuellement — très éventuellement — possible d'une union européenne. Les relations entre la France et l'Espagne sont à l'évidence d'un autre ordre.

Reste un point à considérer, lui aussi hautement politique : la sécurité européenne. Le Portugal, de longue date, et l'Espagne depuis peu sont membres de l'alliance atlantique, et tous deux sont militairement engagés depuis plus de trente ans avec les États-Unis. Les dirigeants de Madrid ont choisi de lier le débat relatif à leur intégration dans la CEE et celui de leurs alliances défensives. Le Portugal, membre fondateur de l'OTAN, n'avait naturellement pas cette préoccupation.

Les stratégies occidentales sont convaincues que l'un et l'autre pays ibériques sont essentiels à une défense « en profondeur » de l'Europe, dont ils élargissent l'espace singulièrement restreint, tout en fournissant (dans le cas du Portugal) une « tête de pont » pour un éventuel débarquement américain « de reconquête ». À l'heure nucléaire, ces calculs peuvent sembler puérils : ils n'en sont pas moins présents dans les plans des États-majors.

Dans la perspective, bien hypothétique, d'une défense européenne — sous la forme, par exemple, de la création d'un « second pilier » de l'alliance atlantique, symétrique au « pilier américain », — quelle serait l'attitude de Madrid et de Lisbonne ? À la différence de leurs homologues portugais, plus résolument atlantistes, les gouvernements espagnols ont manifesté leur souci d'obtenir un statut un peu particulier au sein de l'OTAN — comme la France, d'ailleurs, au cas où le référendum de 1986 sur le maintien de leur pays dans l'alliance serait positif. Lisbonne et Madrid ont, d'autre part, récemment manifesté leur intérêt pour l'Union de l'Europe occidentale (UEO), unique forum où se débattaient aujourd'hui, entre Français, Allemands, Britanniques, Italiens et autres du Benelux, les problèmes de défense. Il y a là une indication intéressante pour l'avenir.

JEAN-PIERRE CLERC.

SANS ATTENDRE L'ACCORD DE TOUS LES ÉTATS

Le Parlement européen demande l'élaboration d'un traité d'union

De notre correspondant

Luxembourg. — Le Parlement européen a adopté, mardi 9 juillet, à une large majorité (182 voix pour, 71 contre et 21 abstentions), une résolution dans laquelle il est demandé aux gouvernements des pays de la CEE favorables à la négociation d'un nouveau traité de passer outre à l'avis de ceux qui y sont opposés.

Les communistes français et grecs, les travaillistes britanniques, les membres du PASOK (Parti socialiste pan-hellénique), les Verts allemands et une partie des conservateurs se sont prononcés contre le texte présenté par M. Altiero Spinelli (apparenté PCI). Seuls, MM. Jean-Pierre Cot et Didier Metchane, dans les rangs du PS, n'ont pas voté pour la recommandation de l'Assemblée. Les élus du RPR n'ont pas participé au scrutin, et les représentants du Front national se sont abstenus.

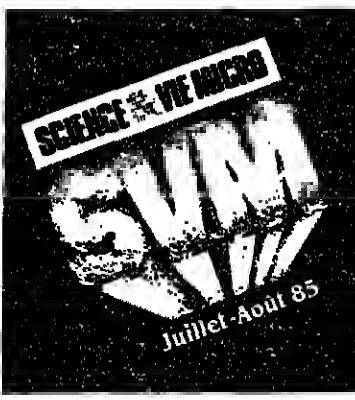
Sous l'impulsion de M. Spinelli, les parlementaires européens ont donc délibérément ignoré les dispositions du traité de Rome. L'article 236 prévoit que toute modification institutionnelle doit faire l'objet d'un accord unanime des États membres. La résolution de Luxembourg dit : « Si on constatait l'absence d'unanimité, les gouvernements favorables devraient procéder à l'élaboration et à l'adoption du

traité d'union ». Autrement dit, le Parlement demande, ni plus ni moins, d'engager l'Europe sur une nouvelle voie, même si des pays — au stade actuel, il s'agit du Royaume-Uni, du Danemark et de la Grèce — y sont opposés.

Le texte de l'Assemblée prévoit tout de même une adhésion à terme pour les retardataires, qui, en attendant, pourront conclure des « arrangements intermédiaires » avec l'union européenne envisagée. Cette disposition, si elle devait être un jour appliquée, compliquerait singulièrement le fonctionnement quotidien de l'Europe, qui serait ainsi partagée entre deux entités juridiques distinctes.

Le Parlement a ainsi ajouté à la confusion née au conseil européen des 28 et 29 juin dernier. Dénonçant l'« inutile coquillage tactique de Milan », M. Christian de La Malène (RPR) a résumé la situation en déclarant : « On a décidé à la majorité que demain on décidera à l'unanimité ». Dans la capitale lombarde, les chefs d'État et de gouvernement avaient en effet fait appel à l'article 236 du traité de Rome pour convoquer, à l'automne prochain, la conférence intergouvernementale qui se saisira du dossier sur la réforme institutionnelle de l'Europe.

MARCEL SCOTTO.



LA MICRO-INFORMATIQUE EXPLIQUÉE PAR BILL GATES, LE "PAPA DU LOGICIEL".

16 F. EN VENTE PARTOUT.

L'ÉTÉ SEUIL

ITALO CALVINO
PALOMAR

Palomar : un homme qui regarde le monde, mais refuse de l'interroger "parce que la surface des choses est inépuisable".
HUBERT JUIN / LE MONDE (59 F)

SEUIL

politique

Les socialistes seuls ont adopté à l'Assemblée nationale le projet de loi sur la police

A l'aube du jeudi 11 juillet, l'Assemblée nationale a approuvé par 284 voix contre 158 le projet de loi sur la modernisation de la police que lui proposait M. Pierre Joxe. Une fois encore, les socialistes se sont retrouvés seuls pour soutenir le gouvernement. Les députés communistes se sont réfugiés dans l'abstention ; ceux du RPR et de l'UDF ont voté contre, alors qu'ils n'ont pas caché avoir guère de critiques à formuler sur le strict contenu de ce texte. Pour expliquer son refus d'approuver le projet gouverne-

mental, l'opposition a, certes, mis en avant sa contestation d'un ensemble dont il n'est qu'un élément. Mais il lui fallait surtout tenter de dégoûter ce qu'elle a qualifié de « coup de pub ».

L'utilisation du sentiment d'insécurité lui a été trop bénéfique dans sa critique de l'action du pouvoir pour qu'elle accepte sans réagir la tentative du gouvernement de lui redonner un argument électoral.

Le ministre de l'intérieur voulait faire coup triple avec ce projet. D'abord redonner confiance à sa

police, qui avait pu être perturbée par certaines initiatives judiciaires de la gauche. Ensuite montrer la faiblesse des moyens que la droite avait accordés à la police quand elle était au pouvoir. Enfin couronner par un coup d'éclat toutes les opérations menées depuis quatre ans autour de M. Gilbert Bonnemaison pour appréhender les raisons profondes du développement de l'insécurité et de son sentiment.

Quoi qu'il en soit, les socialistes ont longtemps donné l'impression de nier

le sentiment d'insécurité ressenti par les Français et ses causes. Aujourd'hui, ils veulent prouver aux électeurs qu'ils s'en sont toujours préoccupés. Aussi, l'opposition ne peut, à la fois, reprocher au gouvernement de ne rien faire et lui refuser les moyens d'agir. Même si elle ne manque pas d'arguments quand elle constate que le pouvoir a attendu le dernier moment pour les demander. Décidément, d'un côté comme de l'autre, l'insécurité est bien un enjeu politique, sinon « politique ».

Th. B.

Une opposition embarrassée

Un désaccord profond peut cacher un relatif consensus. Le débat sur le projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale, le mercredi 10 juillet à l'Assemblée nationale, l'a une fois encore montré. Qu'ils aient voté pour, qu'ils se soient prononcés contre, qu'ils aient choisi l'abstention, tous les groupes politiques ont souligné leur profond accord avec le contenu même du texte en discussion.

Le rapport annexé, qui forme l'essentiel du projet de M. Pierre Joxe, a été jugé comme « une analyse dont on peut retirer la plupart des conclusions » par M. Emmanuel Aubert (RPR, Alpes-Maritimes) ; M. Pascal Clément (UDF, Loire) a convenu que, sur la nécessité de moderniser la police dans le sens proposé par le ministre de l'intérieur, il y avait « un consensus » ; même le PC, parfois plus sévère que l'opposition de droite, a reconnu par la voix de M. Guy Ducloux (Hauts-de-Seine), que ce projet allait dans le bon sens, au moins en ce qui concerne les moyens à fournir aux policiers.

Seulement il y a le reste, tout le reste. Et là les divergences fondamentales réapparaissent vite. Les communistes ont, manifestement, une autre conception du rôle de la police que les socialistes. Certes ils sont d'accord avec M. Philippe Maréchal (PS, Charente-Maritime), quand il affirme que dans une période de crise « la police ne peut suffire à remédier à l'insécurité ». Mais ils vont bien au-delà. L'analyse de M. Ducloux part de la crise et de ses méfaits et s'y arrête longuement. D'où l'accent qu'il met sur la « prévention sociale ». Il fait aussi remarquer, et il est le seul à le faire avec autant de conviction, que 15 % seulement des auteurs de délits sont retrouvés ; la peine judiciaire qu'ils encourrent ne peut donc avoir d'effets dissuasifs « aussi sévères soit-elle » ; pour lui la seule chose qui pourrait dissuader les éventuels délinquants ce serait la certitude d'être arrêtés. D'où l'importance que les communistes donnent aussi à l'action policière et leur souhait de voir mis au point une politique globale de la police et de ses « acteurs ».

La droite aussi n'a cessé de relier politique judiciaire et politique poli-

cière, mais pas dans le même sens que le PC. Ainsi M. Clément, rapprochant dans un raccourci rapide le projet de garde des sceaux d'éviter le maintien en détention de personnes condamnées à de petites peines de prison, et celui des députés socialistes de permettre aux appelés du contingent d'effectuer leur service national dans la police, a affirmé : « Demain vont se retrouver dans la rue des délinquants relâchés et des appelés apprentis-policiers : c'est un mélange explosif ».

M. Aubert fut plus rigoureux dans son raisonnement. Pour lui, il ne sert à rien de vouloir redonner confiance à la police par ce projet de loi alors que M. Robert Badinter a eu « des actions et des déclarations dangereuses ». Or, a-t-il insisté, dans le combat contre l'insécurité « la justice n'est pas seule en cause, la justice a un rôle capital à jouer ». Et il n'est, apparemment, pas sûr que le ministre de la justice ait une politique en concordance avec celle du ministre de l'intérieur, ce

qu'affirme pourtant avec force M. Joxe.

Cette analyse de l'opposition lui permet surtout d'amorcer la démonstration qui est pour elle essentielle : pour des raisons électorales, les socialistes ont changé de cap, reconnaissant ce qu'ils avaient jusqu'alors, la réalité de l'insécurité.

Ironique, M. Aubert a lancé à M. Joxe : « Je crains que vous n'ayez été contaminé par l'idéologie sécuritaire (...). Mais plus vous

discours est ferme, plus vous condamnez votre politique précédente ». Quant à M. Clément, il a félicité le ministre pour sa « splendide conversion intellectuelle : vous vous mettez à aimer la police ».

Les socialistes ont beau nier cette « conversion ». M. Jean-Pierre Sueur (PS, Loire), par exemple, rappelant que c'est dès le mois de décembre 1982 que M. Gilbert Bonnemaison (PS, Seine-Saint-Denis) avait remis un rapport au premier ministre sur l'insécurité dans les villes, rien n'y fait. D'autant que la droite estime que le pouvoir se convertit au moins en code : « Ce n'est pas vous qui peinez », affirme M. Clément, déjà assuré du résultat des législatives. A mi-mot, il laisse même entendre qu'il n'est pas sûr que le gouvernement d'après-mars 1986 maintienne cette priorité à la police, puisque le député UDF explique que les nouveaux ministres devront « faire les comptes, voir de quelle marge de manœuvre ils disposent, et établir des priorités ». M. Aubert juge, lui, que le projet de M. Joxe n'est qu'une « pure déclaration d'intention », et qu'il est vraiment trop « commode d'établir une programmation quinquennale à huit mois de la fin d'une législature ». Il aurait préféré un « acte de foi » de début de mandat à un « testament à la fin du règne ».

Droits et devoirs des policiers

Débat de fond, donc, mais aussi discussion de certaines des modalités pratiques du projet. Ainsi, la volonté de M. Joxe de publier par décret un « code de déontologie policière » est contesté sur sa droite comme sur sa gauche.

L'UDF n'a pas vu l'utilité, en insistant que l'idée en revient au PC « qui voulait ainsi permettre la contestation de la hiérarchie policière ». Le RPR estime que cela serait contraire à la Constitution, car un tel texte, qui, d'après lui, devra concerner obligatoirement les libertés publiques et le code pénal, est du domaine de la loi et non du règlement. Ainsi M. Aubert préférerait une loi « sur les droits et devoirs des policiers ». Quant au PC, il tient à ce code mais voudrait qu'il soit

voté par le Parlement et non décrété par le gouvernement.

M. Joxe, quand il explique que les grandes lignes de ce code sont déjà connues, car il s'appuiera sur la Déclaration des droits de l'homme et sur un texte voté en 1979 par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, ne convainc que ses amis socialistes.

Même situation pour l'augmentation des amendes. Le RPR n'est pas a priori contre, mais pense que cela n'a rien à voir dans un texte sur la modernisation de la police. De plus, M. Jean Foyer (RPR, Maine-et-Loire) explique que les amendes pour infraction au code de la route relèvent du décret et non de la loi, et que les sommes prévues atteignent un niveau « inhumain » pour certains délits. Il ajoute que cette forte augmentation est en contradiction avec la philosophie indicatrice des socialistes, qui, pour lui, ne croient pas à l'effet dissuasif des peines. L'UDF, elle aussi, se plaint, qu'une fois encore ce soient les automobilistes qui soient pressurés. Le PC juge que d'autres infractions, comme la fraude fiscale, devraient d'abord être mises à contribution.

L'appel à des jeunes du contingent pour renforcer la police divise encore plus les députés. Les communistes sont violemment contre, explique M. Daniel Lemay (PC, Aisne) : « Le métier de policier est difficile », et parce qu'il ne faut pas « dévoyer la conscription en multipliant les services civils, car cela renforce la professionnalisation de l'armée ».

L'UDF n'est pas contre le principe, mais soulève de nombreuses questions sur son application. Quant au RPR, il y est tellement favorable, que, preuve à l'appui, il revendique la paternité de l'idée. Sur ce point au moins, il est d'accord avec le PC. Mais, mercredi, matin les députés socialistes avaient refusé la proposition de M. Bonnemaison de permettre aux appelés d'effectuer leur service national dans l'administration pénitentiaire.

Si, malgré ses souhaits répétés, M. Joxe n'a pu obtenir le grand débat sur la police qu'il espérait, lui-même n'a pas prononcé le grand discours-programme sur la police qu'il aurait pu faire. Il a simplement continué son image de « fils de gauche » en se montrant très attaché au rôle des policiers, mais en mettant sa politique sous le patronage des syndicats de policiers, avec une insistance qui ne pouvait être le fait du hasard et de la Déclaration des droits de l'homme. La police au service des libertés, c'est une idée qui ne pouvait que satisfaire ses amis socialistes, qui furent une fois encore ses seuls soutiens.

THIERRY BRÉMER.

« Un comité pour le renouveau de la vie politique... Le MRG, initiative républicaine et socialiste et l'Alliance social-démocrate, que président respectivement MM. François Dubin, Léo Hamon et Eric Hintermann, ont décidé de créer un comité de liaison dont l'objectif est de « contribuer au renouveau de la vie politique en France ».

L'HOMME ET LES VILLES

MICHEL RAGON
7000 ans d'architecture, de philosophie, de politique et d'aventure
20 x 28 cm - 250 p - 250 fr - 220 fr

Berger-Levrault
UN GRAND NOM DE FRANCE

LIVRES

POLONAIS

et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS 6
Tél.: 326-61-09

Illogismes

Le cérémonial parlementaire semble exclure la logique du profane et le cartésianisme au profit guère menaçant notre vie politique. Telle est l'impression que l'on pouvait ressentir à l'écoute, patiente, tant il fut poussé et répété, du débat de l'Assemblée nationale sur la loi de modernisation de la police nationale.

Tu m'indiques, donc tu es un mauvais exemple : c'est en quelque sorte ça que l'opposition s'est acharnée à répéter au ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe. Plagiaire, copieur, voleur d'idées... la sorte de ce dernier était entendu mais contre toute attente raisonnable, celui de sa copie aussi : zéro, à refaire, recaler, bien que l'on ait donc compris qu'il avait de bons maîtres et lui les bons auteurs - l'opposition justement !

On ne saurait, pour autant, jouer les naïfs : la politique a, dit-on, ses règles - qu'il faudrait peut-être songer à réviser - et l'une d'elles veut que l'on ne fasse pas de cadeau à l'adversaire. La cause de mars 1985 est entendue, la gauche est donc battue, la revanche est proche, pourquoi se priver ? La police qui se voudrait, enfin, technicienne, moderne et professionnelle, est donc, encore une fois, victime de la politique. L'urgence d'une telle modernisation, son état de sous-développement, la nécessité de moyens financiers supplémentaires font l'unanimité et, néan-

moins, l'opposition vote contre. « C'est politique ».

L'un des députés de droite les plus assidus à ce débat, M. Raymond Marcellin, le reconnaît en privé, lui qui, en technicien quel que peu nostalgique de son passage au ministère de l'intérieur, fut très clément, au commission des lois, pour le projet de M. Joxe : « Le principe même d'une loi de programmation pluriannuelle pour la police, avait-il dit alors, est très positif compte tenu de la nécessité permanente de moderniser les équipements ». Il n'empêche : il a, lui aussi, voté contre.

Le rapporteur du projet de loi, un socialiste, M. Gilbert Bonnemaison, s'était pourtant donné le mal de souligner les convergences entre les propositions de M. Joxe et celles, notamment, du RPR dans sa proposition de loi d'orientation sur la police, déposée en 1984. N'y retrouve-t-on pas l'insistance sur la nécessité de l'équipement immobilier, la nécessité d'une loi de programmation pluriannuelle d'équipement, etc ? Ce ne fut pas sans l'opposition.

Il n'empêche : à la guerre politique, comme à la guerre, pas de cadeau ! Il y eut donc une succession d'arguments pour justifier ce refus catégorique - toute la nuance entre une abstention et un vote contre - de moyens policiers nouveaux. Piqués non sans

pertinences parfois - ainsi du cours de droit de M. Jean Foyer pour le RPR - mais qui, à trop vouloir prouver, tenaient du prétexte. Vous ne réformez pas les structures, lance-t-on à la gauche - mais qu'en aurait-on dit sur le chabardement socialiste, si elle s'y était risquée ? Vous ne donnez pas à votre code de déontologie policière la forme d'une loi alors que la divergence n'est pas de forme, mais de fond : loi ou décret, l'opposition y voit d'abord une atteinte aux prérogatives de la hiérarchie. Vous envoyez des appelés sans formation faire un métier qui exige de la compétence - mais le RPR n'y voyait pas d'obstacle hier. Votre garde des sceaux est absent de ce débat qui le concerne au premier chef - mais combien de la droite ont-ils osé se faire entendre ?

EDWY PLENEL.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 10 juillet, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

CONGÉS DE CONVERSION

Améliorer les conditions de reclassement des salariés touchés par des licenciements économiques. - Le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle a présenté au conseil des ministres le projet de loi relatif aux congés de conversion mis au point à la suite du blocage des négociations menées au niveau national par les organisations professionnelles et syndicales.

1. - Les nouvelles dispositions. - Ce texte autorise le ministre chargé de l'emploi à conclure, dans le cadre du fonds national de l'emploi, des conventions avec les entreprises qui souhaitent faire bénéficier d'un congé de conversion leurs salariés frappés par un licenciement économique.

Pendant ce congé, des allocations de conversion seront versées aux salariés, qui resteront liés à leur employeur par un contrat de travail. Ils seront dispensés d'activité pour participer à toutes les actions utiles à leur reclassement (orientation et

évaluation des compétences, mise à niveau, adaptation et formation, recherche active d'emploi), organisées à l'initiative de leur entreprise, avec le concours du service public de l'emploi. La cause de mars 1985 est entendue, la gauche est donc battue, la revanche est proche, pourquoi se priver ? La police qui se voudrait, enfin, technicienne, moderne et professionnelle, est donc, encore une fois, victime de la politique. L'urgence d'une telle modernisation, son état de sous-développement, la nécessité de moyens financiers supplémentaires font l'unanimité et, néan-

moins, l'opposition vote contre. « C'est politique ».

L'un des députés de droite les plus assidus à ce débat, M. Raymond Marcellin, le reconnaît en privé, lui qui, en technicien quel que peu nostalgique de son passage au ministère de l'intérieur, fut très clément, au commission des lois, pour le projet de M. Joxe : « Le principe même d'une loi de programmation pluriannuelle pour la police, avait-il dit alors, est très positif compte tenu de la nécessité permanente de moderniser les équipements ». Il n'empêche : il a, lui aussi, voté contre.

Le rapporteur du projet de loi, un socialiste, M. Gilbert Bonnemaison, s'était pourtant donné le mal de souligner les convergences entre les propositions de M. Joxe et celles, notamment, du RPR dans sa proposition de loi d'orientation sur la police, déposée en 1984. N'y retrouve-t-on pas l'insistance sur la nécessité de l'équipement immobilier, la nécessité d'une loi de programmation pluriannuelle d'équipement, etc ? Ce ne fut pas sans l'opposition.

Il n'empêche : à la guerre politique, comme à la guerre, pas de cadeau ! Il y eut donc une succession d'arguments pour justifier ce refus catégorique - toute la nuance entre une abstention et un vote contre - de moyens policiers nouveaux. Piqués non sans

pertinences parfois - ainsi du cours de droit de M. Jean Foyer pour le RPR - mais qui, à trop vouloir prouver, tenaient du prétexte. Vous ne réformez pas les structures, lance-t-on à la gauche - mais qu'en aurait-on dit sur le chabardement socialiste, si elle s'y était risquée ? Vous ne donnez pas à votre code de déontologie policière la forme d'une loi alors que la divergence n'est pas de forme, mais de fond : loi ou décret, l'opposition y voit d'abord une atteinte aux prérogatives de la hiérarchie. Vous envoyez des appelés sans formation faire un métier qui exige de la compétence - mais le RPR n'y voyait pas d'obstacle hier. Votre garde des sceaux est absent de ce débat qui le concerne au premier chef - mais combien de la droite ont-ils osé se faire entendre ?

EDWY PLENEL.

au respect de leur identité, garantit aux pays concernés la stabilité de leurs relations commerciales et financières avec la Communauté, au bénéfice de leur développement. Son intérêt est prouvé par le nombre croissant des pays en voie de développement qui y adhèrent : 66 pour cette convention contre 46 pour la convention Lomé II en 1979.

La convention Lomé III reconduit les dispositions essentielles de la convention Lomé II, notamment en matière de coopération financière et technique, de mesures commerciales et de stabilisation des cours des matières premières, tout en accroissant les moyens offerts par la CEE et en renforçant la rigueur et l'efficacité des mécanismes de gestion.

Les domaines de coopération sont élargis, notamment aux affaires culturelles et sociales et à la pêche. En ratifiant cette convention, la France donnera une nouvelle preuve de son adhésion à un système de coopération exemplaire, dont elle est largement l'inspiratrice.

CONVENTION INTERNATIONALE

Le ministre des relations extérieures a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'adhésion de la Grèce à la convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, ouverte à la signature le 19 juin 1980.

Cette convention, conclue par les pays membres de la Communauté européenne, détermine le droit applicable dans les contrats passés entre leurs ressortissants.

ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Quatre décrets précisent les modalités de mise en œuvre de la loi du 25 janvier 1985, et notamment les conditions de nomination des maîtres de l'enseignement privé. (Lire page 12.)

GENDARMERIE

Protection des personnes et des biens, secours aux personnes en difficulté, défense du territoire. - Le ministre de la défense a présenté au conseil des ministres une communi-

cation sur les missions de service public que remplit la gendarmerie nationale.

1. - La gendarmerie maintient et développe trois missions essentielles :

- la protection de la sécurité des biens et des personnes, grâce à une action préventive de surveillance des zones où elle exerce ses compétences et à une action répressive menée sous le contrôle de l'autorité judiciaire. En 1984, les gendarmes ont ainsi relevé 2 700 000 infractions à la police de la circulation routière. Ils ont éliminé 90 % des menaces et assassinats et 68 % des vols à main armée dont ils ont eu à connaître ;

- l'assistance et le secours aux personnes en difficulté : secours aux victimes de la route ; participation active aux plans de secours déclenchés par l'autorité administrative (plans ORSEC ou POLMAR, secours en montagne et en mer, etc.). En 1984, elle a réalisé plus de 5 000 sauvetages en mer ou sur des plans d'eau et elle a effectué plus de 3 500 évacuations sanitaires ;

- une mission militaire de défense : à ce titre, dans le cadre de la réorganisation de la défense opérationnelle du territoire prévue par la loi de programmation militaire du 8 juillet 1983, la gendarmerie prend progressivement en charge certaines missions exercées jusqu'à présent par l'armée de terre.

II. - Les moyens nécessaires à l'accomplissement de ces missions ont été renforcés et adaptés :

- entre 1981 et 1985, deux mille six cent cinquante-huit postes de gendarmes départementaux ont été créés, dont trois cent sept au bénéfice de personnels féminins ; un meilleur emploi des effectifs a été recherché grâce, notamment, à la mise en place de trois mille deux cent quatre-vingt-dix gendarmes auxiliaires supplémentaires ;

- cette année encore, plus de deux mille gendarmes renforceront pendant l'été les effectifs des brigades des grandes zones de vacances ;

MESURES D'ORDRE INDIVIDUEL

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, M. Paul Bouthet est nommé conseiller d'Etat.

Sur proposition du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, M. Pierre Rouvière, président du conseil spécial ; M. Jacques Le Cornec, est admis au bénéfice du congé spécial.

150 من الأصل

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉCHÉANCES ÉLECTORALES

Nouvelles réticences socialistes

Après le Vaucluse, la Manche

Après le Vaucluse, la Manche. Après M. Bertrand Delanoë, M. Olivier Stirn, député non inscrit du Calvados, invité par le PS à figurer sur ses listes, est la deuxième victime de l'opposition de la « base » au parachutage dans les départements de candidats aux législatives désignés, dans le cadre de l'accord national conclu à Paris, entre les courants du PS, à l'issue du comité directeur du 6 juillet.

La commission exécutive fédérale de la Manche a repoussé à l'unanimité, mercredi 10 juillet, la candidature de M. Stirn pour conduire la liste socialiste du département. Le rejet est qualifié de « première réaction réfléchie » au siège du PS. En revanche, les socialistes de la Manche, majoritairement rattachés, se sont déclarés prêts à accueillir le ministre de l'Agriculture, M. Henri Nallet, « en fonction de ses attaches fortement établies dans le département ». C'est la solution qui avait été envisagée, jusqu'à ce qu'il apparaisse impossible — du point de vue du PS — que M. Stirn reste candidat dans le Calvados, et qu'il soit décidé de l'envoyer dans la Manche (M. Nallet est actuellement présent pour la Haute-Loire).

Dans le Vaucluse, les affaires de M. Bertrand Delanoë semblent s'arranger un peu. Le bureau de la fédération, majoritairement mitterrandiste, a repoussé, à une courte majorité, les motions condamnant la

décision du comité directeur. La fronde de M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat chargé de l'économie sociale, membre du CERES (qui s'oppose à l'arrivée de M. Delanoë) n'est pas soutenue par son courant, qui s'en tient à l'accord national. M. Gatel, élu député du Vaucluse en 1981, qui avait envisagé de réintégrer, mercredi à Paris, une conférence de presse pour s'expliquer, y a finalement renoncé.

Dans les milieux socialistes, on souligne que la rivalité irréductible entre MM. Jean Gatel et André Borel, autre député du Vaucluse — qui étaient, avant l'irruption de M. Delanoë, en concurrence pour la tête de liste — justifie l'intrusion d'une tierce personne. D'autant que, face à M. Borel, M. Gatel n'était pas sûr de réunir la majorité des suffrages des militants.

M. Yvette Roudy, quant à elle, a dû entendre ses oreilles siffler, mercredi soir. Les membres du bureau exécutif du PS, et notamment le premier secrétaire, n'ont que très modérément apprécié la vivacité du langage employé par le ministre des droits de la femme — « nous avons été trahis comme des paillasse » (le Monde du 11 juillet) — pour qualifier l'accord national. Les dirigeants du PS estiment, compte tenu de la difficulté des temps, que le parti a limité les dégâts. Si l'on veut bien discuter avec M. Roudy de l'élargissement de la place faite aux femmes sur les listes, il est hors de question de remettre en cause l'équilibre subtil de l'accord du 6 juillet.

J.-L. A.

Rien n'est encore joué lance M. Marchais au PS

M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, évoque, dans l'éditorial de l'Humanité du 11 juillet, le « spectacle politique qui vient d'être offert au comité directeur du PS » du 6 juillet. M. Marchais estime que « la poursuite et l'amplification de l'offensive anti-communiste menée sans répit depuis des mois » est l'une des « conclusions » de cette réunion.

M. Marchais voit, comme autre conclusion de ce comité directeur, la « confirmation éclatante » du « scénario de l'échec » choisi par les socialistes. « Non seulement », souligne le secrétaire général du PCF, le Parti socialiste se place dans la perspective d'un retour de la droite au pouvoir en 1986, mais il le programme.

« Qu'on ne dise pas, continue M. Marchais, « procès d'intention » ! C'est le Parti socialiste lui-même qui vient de se fixer comme objectif l'élection de cent soixante-dix députés dans une Assemblée nationale qui en comprendra cent soixante-dix-sept. Voilà un fait sans

précédent dans notre histoire : un parti disposant de tous les pouvoirs — du président de la République, du gouvernement dans son entier et de la majorité absolue de l'Assemblée nationale — qui choisit l'ampleur de son échec avant même d'avoir combattu, et qui se prépare à un séjour dans l'opposition en vue de l'échéance suivante, celle de l'élection présidentielle ! »

Pour M. Marchais, « les communistes refusent » ce scénario et expliquent au pays que « cet engrenage au sein duquel le PS et la droite veulent enfermer l'avenir de notre pays, on peut y échapper. Battre la droite en 1986 (...) c'est possible ». « A condition, bien sûr, continue M. Marchais, de rassembler sur une autre politique que celle mise en œuvre par le Parti socialiste. (...) Rassembler contre le RPR, l'UDF et le Pen avec l'espoir de les battre, c'est tirer toutes les leçons de l'expérience et donner à notre parti les moyens de peser sur le cours des choses. »

« Rien n'est encore joué. »

CANDIDAT DANS LE RHONE

M. Fiterman veut «essayer de marquer M. Barre»

Membre du secrétariat du Parti communiste, ancien ministre, M. Charles Fiterman conduira la liste de son parti dans le département du Rhône. Il nous a expliqué ce choix.

« J'ai été sollicité, déclare M. Fiterman, par la direction de la fédération départementale du Parti communiste qui souhaite, je pense,

pouvoir disposer d'un dirigeant national ayant une expérience pour animer la bataille politique face aux chefs des autres formations qui sont aussi dans ce département des dirigeants nationaux. Alors je vais essayer de marquer Raymond Barre.

« J'accepte d'autant plus naturellement d'être candidat dans le Rhône que, depuis trois mois, je suis chargé de la coordination des activités du Parti communiste dans cette région, dont je suis originaire (1). »

Quelle action et quelle campagne avez-vous l'intention de mener ?

« J'ai commencé par traiter les questions économiques et sociales les plus pressantes, en particulier celles de la RVI (Renault yvelloises) et de l'atout de la région, c'est-à-dire la bonne décentralisation des problèmes qui concernent la vie des gens comme l'emploi ou encore l'habitat et les conditions de vie notamment dans les secteurs HLM.

« Mon action ne sera pas seulement régionale. Elle concernera aussi les questions de décentralisation, de démocratie dans leur sens nouveau afin de promouvoir des possibilités d'intervention des gens que ce soit dans l'entreprise ou dans leur vie quotidienne. »

(1) M. Fiterman est né le 28 décembre 1933 à Saint-Etienne.

M. Mitterrand fixe les limites de la cohabitation avec la droite

(Suite de la première page.)

Ne confondez pas cohabitation institutionnelle et union nationale, avait souligné M. Jospin à l'adresse de la presse. « On cohabite parce qu'on est adversaires », ajoute M. Mitterrand. Si cohabiter veut dire vivre dans la même République, alors je dis oui, si c'est la confusion politique, je dis non. Par cette précision, le président de la République souhaitait couper court à certaines des interprétations suscitées par son discours du 25 juin à Carcassonne, considéré, ici ou là, comme l'annonce d'une coopération de bon aloi avec la droite en cas de défaite de la gauche l'année prochaine.

De même M. Mitterrand — dans cette dernière hypothèse — donne raison à M. Jospin « de dire qu'il ira dans l'opposition : on ne peut pas demander à Jospin de gouverner avec une majorité de droite ». Il s'agit d'un avertissement à l'attention de ceux des socialistes qui longeaient volontiers vers les franges de l'opposition.

Outre qu'elles montrent à quel point l'introduction du mode de scrutin proportionnel dans le système institutionnel de la V^e République risque de produire des effets fort singuliers dans la pratique politique, ces circonlocutions présidentielles confirment que M. Mitterrand entend rester, à gauche, le seul

véritable maître du jeu. Mais les armes qu'il emploie ne sont-elles pas à double tranchant ?

Certes, la fermeté avec laquelle il affirme sa volonté de conserver la direction des affaires étrangères traduit, symboliquement, un refus d'abdiquer qui rassurera peut-être ceux des électeurs de gauche qui redoutaient une dérive droitiste sans frein du pouvoir suprême si la droite prenait le contrôle du législatif. A l'inverse, cette position accrédite la thèse des barrières, qui s'opposent à la cohabitation parce qu'un tel cas de figure comporterait inévitablement beaucoup de risques de conflits — nous au moins dans le domaine des relations extérieures — entre le chef de l'Etat et son gouvernement, responsable devant la majorité parlementaire.

Et quand il s'accommode à l'avance d'un Parti socialiste agissant dans l'opposition, M. Mitterrand donne aussi raison indirectement... à M. Georges Marchais, qui se fend d'un nouvel éditorial dans l'Humanité du jeudi 11 juillet, pour accuser les socialistes — justement — de s'être leur dénouement accablé dans une fatalité de l'échec.

Au bout du compte, ces simpaties politiques ne sont guère de nature à produire dans l'Electoralat de gauche un effet mobilisateur.

ALAIN ROLLAT.

La théorie du «domaine réservé»

La théorie du « domaine réservé » résulte de la pratique des institutions de la V^e République, sans être inscrite dans la Constitution de 1958, révisée en 1962. Elle se nourrit, en fait, des ambiguïtés du régime actuel, mi-présidentiel — mi-parlementaire, qui se traduisent, dans l'exercice du pouvoir exécutif, par la dyarchie que représentent la fonction de chef de l'Etat et la fonction de chef de gouvernement.

Les pouvoirs du président de la République sont énumérés en quinze articles dans le titre II qui lui est consacré par la Constitution, mais d'autres titres de la loi suprême traitent aussi du rôle du chef de l'Etat. L'article 6 de la Constitution indique notamment : « Le président de la République veille au respect de la Constitution. Il assure, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'Etat. Il est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire, du respect des accords de Communauté et des traités. »

En matière de politique étrangère, l'article 14 ajoute : « Le président de la République accorde les ambassades et les envois extraordinaires auprès des puissances étrangères ; les ambassadeurs et les envois extraordinaires étrangers sont accrédités par lui. »

En vertu de l'article 15, le président de la République est aussi le chef des armées et, à ce

titre, « il préside les conseils et comités supérieurs de la défense nationale ». Mais en vertu de l'article 20 de la Constitution, c'est le gouvernement (qui) détermine et conduit la politique de la nation » et qui « dispose de l'administration et de la force armée ». De même, en vertu de l'article 21, c'est le premier ministre qui est responsable de la « défense nationale », dont la détermination relève du domaine de la loi d'après l'article 34.

Les actes du président de la République en ce domaine exigent le contreseing du premier ministre, de même l'accréditation des ambassadeurs auprès des puissances étrangères et la ratification des traités internationaux. En revanche, depuis un décret du 14 janvier 1964, qui a fixé les conditions de fonctionnement de la force française stratégique de dissuasion, c'est en président de la République qu'il appartient de donner l'ordre d'engagement de la force nucléaire. Ce qui fit d'ailleurs dire à M. Pierre Messmer, à l'époque, que c'était le chef de l'Etat à seul l'emploi de la force nucléaire stratégique.

Le concept de « domaine réservé » s'est élaboré à partir d'un discours prononcé par M. Jacques Chaban-Delmas, devant les assises UNR à Bordeaux, le 15 novembre 1959, où il distinguait entre le secteur présidentiel comportant les affaires étrangères, la défense nationale, la communauté africaine, l'Algérie et le secteur gouvernemental comprenant tout le reste.

Gracieusetés niçoises

De notre correspondant

Nice. — Les élus de la majorité municipale, favorable à l'opposition, et ceux de la gauche, ont failli en venir aux mains au cours de la dernière réunion du conseil municipal après s'être copieusement injuriés. Cela s'est passé vendredi 5 juillet.

Point de départ de cette bronza, les reproches faits par l'opposition locale à M. Jacques Médecin, député maire et apparenté RPR, d'avoir, à de nombreuses reprises, changé de parti. Indignation du maire : « Mon opinion n'a jamais subi de modifications, contrairement à M. Mitterrand qui, lui, a collaboré au gouvernement de Vichy... »

Insultes et invectives se sont enchaînées jusqu'au moment où, estimant le chef de l'Etat diffamé, des élus socialistes ont quitté la salle des délibérations.

Un peu plus tard, à cette remarque de M. Charles Carasso (PCF) : « Au fond, les seuls qui n'ont jamais changé, ce sont les communistes », M. Médecin a répondu : « Oui, à part un petit passage au nazisme à l'occasion du pacte germano-soviétique. »

Des propos que n'ont pas acceptés les communistes, l'un d'entre eux, M. Fiori, mettant alors en cause l'ancien maire de Nice, père du maire actuel, Jean Médecin, qu'il qualifia d'ancien maire vichyste.

« Voulez-vous que je vous mette ma main sur la figure ? », répliqua alors M. Médecin. Vous êtes un fasciste rouge ! »

De mémoire de vieux élu, les débats n'avaient jamais été aussi bas au conseil municipal niçois.

M. V.

«COURAGE, FUYONS»

Les magazines présentent en ce mois de juillet la mode de l'automne et même de l'hiver prochains. Déjà au mois de mai dernier, les vêtements d'été étaient en solde. L'avenir est ainsi de plus en plus préoccupant !

Comment s'attarder qu'il n'en soit pas de même dans d'autres domaines. La quête du futur est devenue si hâtent que le présent devient de plus en plus un passé largement révolu. L'instant vécu est obsolète avant même d'exister. Le gouvernement lui-même ne cesse de préparer l'avenir, d'élaborer des plans, de rédiger des projets, cherchant peut-être à se cacher le présent pour faire rêver de l'avenir.

Les élections législatives qui se dérouleront dans neuf mois sont déjà jouées. Les résultats, à quelques unités près, sont proclamés. On hésite encore — mais à peine — sur le nom du premier ministre. De toute façon il sera transitoire. Inutile donc de s'attarder. Ce qui compte pour l'heure — et de toute urgence — c'est ce qui se passera dans vingt-quatre mois. Il faut se hâter de préparer l'élection présidentielle de mai 1988. De préparer ? Non, c'est déjà fait depuis longtemps. D'en achever simplement les formalités pour passer à autre chose. L'étape suivante n'est-elle pas à l'étude des maîtres ? Au fait, quel âge aura tel candidat en 1995 et en 2002 et en 2009, etc. ?

Et pourtant ! N'y a-t-il pas dans le présent assez de questions à poser, de problèmes à traiter, de drames à guérir, et même de bonheur à saisir ? N'y a-t-il pas du passé assez de leçons à tirer, de l'histoire assez de précédents à méditer ? N'y a-t-il pas simplement le monde à regarder ? Pourquoi cette fuite qui s'accroît, pourquoi ces rafes et ces lâchetés ? Pourquoi les penseurs, les philosophes, les psychologues, les répandant-ils plus ? Sont-ils déjà partis si loin aux ailes ?

ANDRÉ PASSERON.

M. Méhaignerie (CDS) : «l'exigence de vérité»

Evocant, le mercredi 10 juillet, les « efforts pervers » de la proportionnelle, M. Pierre Méhaignerie a indiqué que le CDS — dont il est le président — défend deux principes : efficacité et renouvellement. Pour le CDS, le choix entre une ou deux listes au sein de l'opposition doit être fait en fonction de la seule efficacité.

M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, qui résume son parti dans les négociations sur les investitures au sein de l'UDF, a expliqué que la tactique de listes séparées se justifie dès lors qu'elle permet le renouvellement des hommes. Fixant à une fourchette de trois cents à trois cent trente le nombre d'élus possibles pour l'opposition dont cent soixante-dix pour l'UDF, le CDS pense que le nom des chefs de file dans les départements devrait pour un certain nombre d'entre eux être connu d'ici la fin juillet.

LES VERTS LANCENT LEUR CAMPAGNE

Au cours d'une conférence de presse tenue, le mercredi 10 juillet, le parti des Verts français a lancé sa campagne pour les législatives. Mettant en exergue les problèmes tant économiques que sociaux engendrés par le chômage, ils proposent dans un plan d'urgence pour l'emploi « un partage du travail » comprenant une réduction de la durée hebdomadaire du temps de travail dans le but d'atteindre les trente heures en 1990. A l'échelon européen, refusant que « la France et l'Europe soient une passoire économique », les Verts proposent une augmentation des droits de douane.

Dans leur programme, une large place est consacrée à la défense de l'environnement, avec, notamment, une campagne pour la voiture « propre » et contre le dépeuplement des prés.

Tout en réaffirmant leur préférence pour un scrutin à la proportionnelle intégrale, les Verts espèrent avoir « plusieurs députés à Paris, à Lyon et dans le Nord où, théoriquement, il suffirait de 5 à 6 % pour être élu et, surtout, franchir la barre des 5 %, permettant le remboursement de la cession ».

M. Yves Cochet, porte-parole, a confirmé leur refus de se joindre à « un cartel électoral », disant : « Ni de droite ni de gauche, nos listes sont en revanche largement ouvertes aux défenseurs de l'environnement et de la nature, aux tiers-mondistes, et ceux qui s'opposent au racisme et à la xénophobie. »

La réforme électorale est conforme à la Constitution

Le Conseil constitutionnel, qui avait été saisi, le 2 juillet, par le premier ministre, a décidé, mercredi 10 juillet, que la loi organique modifiant le Code électoral et relative à l'élection des députés et celle concernant les députés des Territoires d'outre-mer, les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, sont conformes à la Constitution. Le Conseil constitutionnel doit l'avis est indispensable avant la promulgation des lois organiques, considère pour le premier de ces textes qu'aucune des dispositions « ne pouvant être regardée comme relative au Sénat » (c'est-à-dire que la loi n'entre pas dans la catégorie de celles devant être votées dans les mêmes termes par les deux Assemblées), « la procédure législative suivie est conforme à la Constitution ». Cette critique avait été soulevée à l'Assemblée nationale et au Sénat par les parlementaires de l'opposition.

D'autre part, le Conseil constitutionnel, saisi par des députés RPR et UDF de la loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, en a annulé un des articles. Celui-ci disposait : « Quand la prime de remboursement prévue à l'émission ou lors de l'acquisition originelle du droit excède 10 % du nominal ou quand le contrat d'émission d'un emprunt obligatoire prévoit une capitalisation partielle ou totale des intérêts, la prime ou l'intérêt sont imposés après une répartition par annuité. Cette règle s'applique également à la retenue à la source quand elle est exigible et au crédit d'impôt correspondant. Toutefois, elle ne s'applique pas aux titres émis par l'Etat dont le porteur a la possibilité d'obtenir la conversion dans les trois ans suivant l'émission. »

Pour le Conseil, comme le soutenaient les auteurs de la saisine, cet article n'ayant pas fixé les règles concernant l'assiette de l'impôt n'est pas conforme à l'article 34 de la Constitution. Il observe que le texte critiqué « est susceptible d'au moins deux interprétations, l'une privilégiant la simplicité des règles d'assiette par la fixation d'annuités égales, l'autre privilégiant l'adaptation de l'assiette à la réalité économique par la fixation d'annuités progressives prenant en compte les intérêts composés ».

[L'apparition sur le marché financier de nouvelles formes d'emprunt à long terme reposant le paiement du coupon à la fin de la période de remboursement imposerait la direction générale des impôts au ministère de l'Economie et des finances. Cette direction craignait une perte de recettes dans l'immédiat par report de la taxation du coupon à la date, éligible, de son paiement. Elle avait donc obtenu que cette taxation puisse s'appliquer au coupon dès les premières années de remboursement. Toutefois, des annuités de paiement. Une telle disposition peut dans l'avenir la nouvelle procédure, utilisée à deux reprises seulement par Gaz de France et le groupe pétrolier Total. Dans le cas de Gaz de France, le remboursement différé, il s'agit de reporter à une échéance de quinze ans le versement des intérêts de l'emprunt, afin d'en alléger le poids dans l'immédiat. C'est ce qu'a fait, le Trésor avec ses obligations renouvelables dont l'intérêt est payé, en fin de période, sous une forme capitalisée. Le Conseil constitutionnel a estimé que l'article de loi critiqué ne tenait pas suffisamment compte de la « réalité économique », c'est-à-dire du paiement tardif des intérêts par un emprunteur trop chargé financièrement. Sa décision apparaît logique, puisque le contribuable, dans l'article de loi incriminé, se trouvait taxé en l'absence de revenu... — F.R.]

SCIENCES-PO
Session intensive d'été : début 22 Juillet
Cours annuels : début 10 Octobre
PRESUP
début : 18 Sept. 1985
médecine
pharmacie
sage-femme
NADAUD
ENSEIGNEMENT PRIVE
11 RUE JACQUES PARIS 2
(1) 337.71.16

ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT
ENSEIGNEMENT PRIVE
40, rue de Liège. Tél. : 387.58.83. M^o Liège - Europe - St Lazare

50 من الأصل

LE MONDE

1 MILLION DE FRANCS POUR L'AUTRE JOURNAL

LE MENSUEL L'AUTRE JOURNAL PUBLIE SON NUMERO 7. SEULS SES LECTEURS ASSURENT SON INDEPENDANCE.

Faites comme nous, lisez-le, abonnez-vous

VALERIO ADAMI • ALEXANDRE ADLER • AGNES B • AZZEDINE ALAIA • YANN ANDREA
MONIQUE ANTOINE • GEORGES APERGHIS • THIERRY ARDISSON • JEAN-PAUL ARON
FRANÇOIS AUBRAL • MICHELE AUSSEDAT • JEAN-CHRISTOPHE BAILLY
PIERRE BAROUH • BERNARD BARRAULT • ISI BELLER • JULIET BERTO
RAPHAËLE BILLETDOUX • RICARDO BOFILL • LUC BONDY • GERARD BOURGADIER
PIERRE BOURGEADE • CHRISTIAN BOURGOIS • PIERRE-ANDRÉ BOUTANG • SERGE BRAMLY
RONY BRAUMAN • MICHEL BUTOR • LOUIS CANE • MICHEL CANTAL-DUPART
JEAN-CHARLES DE CASTELBAJAC • ROLAND CASTRO • NOËLLE CHATELET
FRANÇOIS CHATELET • PAUL CHEMETOV • PAUL CHEMLA
PATRICE CHEREAU • MICHEL CHODKIEWICZ • OLIVIER COHEN • JEAN-ÉTIENNE COHEN-SEAT
DANIEL COHN-BENDIT • MARTINE COISNE • ANTOINE CONTE • DAVID COOPER
ALAIN CROMBECQUE • JEAN-FRANÇOIS DAURET • MARIE-LAURE DE DECKER
REGINE DEFORGES • GILLES DELEUZE • JEROME DESCHAMPS • ROBERT DOISNEAU
MARGUERITE DURAS • JEAN-PIERRE FAYE • JEAN-JACQUES DE FELICE
ANDREA FERREOL • ALAIN FINKIELKRAUT • KATE MANHEIM • RICHARD FOREMAN
BERNARD FRANCK • ANIA FRANCOIS • SIMONE GALLIMARD • CLAIRE GALLOIS
NICOLE GARCIA • GERARD GAROUSTE • PAOLO GASPARINI • FRANÇOIS GEORGE
PIERRE-WILLIAM GLENN • JEAN-LUC GODARD • ROMAIN GOUPIL • ANTOINE GRUMBACH
FELIX GUATTARI • PIERRE GUYOTAT • BRION GYSIN • GEORGES HACQUARD
MAREK HALTER • YANO HIDEYUKI • ISABELLE HUPPERT • ODILE JACOB
BENOÎT JACQUOT • ROBERT JAULIN • NIELS JERNE • GEORGES KIEJMAN • BERNARD KOUCHNER
JACQUES LABEYRIE • YVES LACOSTE • CLAUDE LANZMANN • CAROLE LAURE
CHRISTOPHE LEBOURG • ANNIE LECLERC • PHILIPPE LEMAIRE • THIERRY LEVY
JEAN-MARC LEVY-LEBLOND • JEROME LINDON • ROBERT LINHART • MICHELE MANCEAUX
DANIEL MESGUICH • ANNETTE MESSENGER • JACQUES-ALAIN MILLER
FREDERIC MITTERRAND • JACQUES MONORY • ALAIN MOREAU
MAURICE NADEAU • CLAUDE NOUGARO • JEAN NOUVEL • FRANÇOISE NYSEN
HUBERT NYSEN • BULLE OGIER • OLIVIER ORBAN • PAUL OTCHAKOVSKY-LAURENS
CHRISTINE PASCAL • GILLES PERRAULT • RICHARD PEDUZZI • MARIE-FRANCE PISIER
JEAN-CLAUDE POLLACK • CHRISTIAN DE PORTZAMPARC • LES FRÈRES RIPOULIN
JEAN-PIERRE RIVES • ALAIN ROBBE-GRILLET • JEAN-MARC ROBERTS • DENIS ROCHE
EVA RUBINSTEIN • SONIA RYKIEL • FRANÇOISE SAGAN
DOMINIQUE SANDA • JACQUES SEGUELA • DANIELE SIVADON • PHILIPPE SOLLERS
GERARD SOULIER • ISABELLE STENGERS • ANTOINE STINCO • DANIEL TIMSIT • ROLAND TOPOR
FRANÇOISE VERNY • JEAN-PIERRE VINCENT • PAUL VIRILIO • PIERRE WIAZ

Rejoignez-nous, une seconde liste paraîtra début septembre

ADRESSEZ VOS CHEQUES A L'AUTRE JOURNAL, 7, RUE D'ARGOUT, PARIS 75002. POUR 1 AN 250 F - 2 ANS 500 F - 5 ANS 1 000 F.

société

LE DÉBAT SUR LA RÉVISION DE LA PROGRAMMATION MILITAIRE

Une défense moderne et crédible

par CHARLES HERNU (*)

Eu quelques mois, la capacité militaire de la France a effectué un bond en avant de grande importance. Le lancement de l'*Inflexible* parfaitement réussi, à la date fixée en 1978, double notre capacité nucléaire embarquée et fait entrer dans une nouvelle ère notre dissuasion nucléaire avec la maîtrise des ogives multiples. L'installation à Nancy, il y a quelques jours, de la 4^e division aérienne marquée l'aboutissement du processus engagé il y a deux ans, lorsque fut ratifiée, lors de l'adoption de la loi de programmation 1984-1988, la décision de créer la force d'action rapide (FAR). La force d'action rapide existe, et les Français la verront pour la première fois lors du défilé du 14 juillet.

La modernisation de nos forces nucléaires et classiques va bon train, comme le démontrent aussi l'entrée en service des Mirage-2000 dans l'armée de l'air et des premiers sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) dans la marine, la poursuite des études relatives au porte-avions à propulsion nucléaire qui sera commandé l'année prochaine, la confirmation de l'entrée en service du premier sous-marin nucléaire de nouvelle génération en 1994, l'introduction des canons de 155 dans l'armée de terre à un rythme légèrement supérieur à celui fixé initialement, l'extension du réseau Saphir qui dote la gendarmerie d'un système de communications et de renseignements ultramodernes.

Notre appareil militaire s'adapte aux nouvelles menaces, notamment celles qui résultent des crises : la formation des cadres s'élève, comme on l'a vu à Salon-de-Provence lors du cinquantième anniversaire de l'École de l'air, et la disponibilité des hommes et des femmes (de plus en plus nombreuses) qui servent la défense est remarquable ; mon collègue et ami Manfred Woerner n'a pas caché l'admiration qu'il éprouvait à voir nos jeunes appelés des forces françaises en Allemagne conduire avec brio nos chars après quatre mois d'entraînement.

Tout cela, la modernisation des matériels, la sophistication des techniques et la compétence des hommes qui servent sous nos couleurs, donne du crédit à notre pays, et les observateurs étrangers ne s'y trompent pas. Les nations avec lesquelles nous sommes alliés, aussi bien en Europe

qu'en Afrique, et toutes celles qui font appel à nous ont si peu de doutes sur la valeur de nos armées qu'elles y voient une assurance à leur propre sécurité et au facteur de paix et d'équilibre indispensables.

Une nation solidaire

Parce qu'elle est une nation indépendante, maîtresse de ses décisions, et, en même temps, une nation solidaire, qui assumerait l'ensemble des responsabilités qu'elle a prises à l'égard de ses alliés, la France compte, et sa voix est écoutée. Le dialogue franco-allemand sur la défense et la sécurité, que le président de la République, M. François Mitterrand, a relancé en 1982, n'aurait pas acquis une telle importance si notre pays donnait de lui-même l'image d'une nation velléitaire, incertaine et impuissante. La réalité est bien différente : nous pouvons beaucoup, et d'ailleurs la question qui nous est posée n'est jamais de savoir si nous pourrions assumer nos responsabilités en cas de crise ou de conflit, mais bien de savoir quelles nouvelles responsabilités pourraient être les nôtres.

Les Français non plus ne s'y trompent pas puisqu'ils considèrent, très largement, que notre pays peut et doit jouer un rôle-clé pour la sécurité du plus proche de nos alliés, l'Allemagne fédérale. Tel est bien notre sentiment, ainsi que j'ai eu l'occasion de le dire à Munsingen, lors des premières grandes manœuvres franco-allemandes, où déclarai que la France et l'Allemagne fédérale partageaient des intérêts de sécurité qui sont communs.

Ceux qui imaginent décrire la réalité en affichant dans leurs programmes électoraux « la reconstruction de l'outil militaire » se trompent d'époque. Craignent-ils eux-mêmes à ce qu'ils disent, ceux qui interpellent sommairement en affirmant, contre toute évidence, que notre outil militaire est délabré, désorganisé ou décadent ? Connaissent-ils bien nos armées, nos militaires, nos techniciens, nos ouvriers ? Ces experts en critiques de la politique gouvernementale devraient rechercher un autre terrain pour la démonstration qu'ils s'efforcent de faire et peu convaincante.

L'exécution de la loi de programmation durant ses deux premières années a été globalement respectée, ainsi que le montre le rapport qui vient d'être déposé au Parlement. Certes il existe dans certains domaines des retards, mais dans d'autres domaines de l'avance a été prise. Les programmes d'armement ne sont pas réglés comme la mécanique céleste. A preuve, la Cour des comptes avait constaté combien la précédente loi de programmation avait elle-même été perturbée, non seulement par les aléas techniques, mais aussi par des hypothèses économiques, notamment au plan de l'inflation, à ce point irréaliste que le gouvernement avait dû, en 1979, « casser son baromètre » et en construire un autre pour dissimuler de façon embarrassée l'échec d'un objectif trop ambitieux parce qu'irréalisable. Cela avait nécessité à l'époque une réévaluation en baisse des objectifs de la loi 1976-1982.

Des plans respectés

Il est vrai qu'une telle dévaluation était inévitable puisque, toujours d'après l'estimation de la Cour des comptes, le manque à gagner pour la défense entre 1976 et 1982 a été de 45 milliards de francs ! Pour ce qui est des deux premières années de la loi, le RPR estime le décalage à 4,4 milliards de francs. Comment nous reprocher dès lors de ne pas avoir rempli notre contrat ? De fait, les grands programmes sont respectés à plus de 97 %.

Au reste les propositions alternatives qui nous sont opposées manquent singulièrement de crédibilité. Je ne reviendrai pas sur l'aberration à laquelle s'est laissé entraîner le RPR en 1984, en proposant de porter la défense à 5 % du PNB, soit un acémissement du budget de la défense de 72 milliards (il est actuellement de 150,2 milliards) ! Cette « proposition » était tellement peu sérieuse que les hommes d'expérience comme Pierre Messmer ont pu prendre leurs responsabilités. Pourtant elle a figuré un an dans un programme.

Aujourd'hui, on nous propose un objectif de croissance annuelle du budget de la défense voisine de 4 %

(*) Ministre de la défense.

en termes réels, afin d'atteindre un rapport défense/PNB de 4,5 %. Il suffit de savoir qu'au taux annuel de 4 % il faudra près de dix ans pour atteindre l'objectif de 4,5 %, pour mesurer à quel point l'opposition se hasarde sur le terrain des promesses avec moins d'allant et de certitudes qu'elle ne voudrait le faire croire.

La contradiction ne s'arrête pas là, puisque tout se passe comme si certains dans l'opposition avaient admis que l'effort de défense de la France ne pouvait être, dans la conjoncture présente, supérieur à ce qu'il est aujourd'hui ! D'ailleurs, n'a-t-on pas entendu affirmer qu'il était possible de faire 40 milliards d'économies dans les crédits de fonctionnement du budget de l'Etat ? Les militaires et civils de la défense apprécieront sûrement le nouvel effort qu'on ne manquera pas de leur faire supporter.

A des fins partisans

Plus récemment, d'autres responsables, tel M. Filon, ont mis en doute l'utilité de programmes nucléaires, comme le SX, le Hadès ou le Mirage-2000 ASM. On a encore le programme AWACS. Qui propose de supprimer ou de retarder des programmes ?

Le budget de la défense n'est pas de ces élevages que l'opposition catholique et les parents d'élèves du privé - dans ce domaine le rôle de M. Pierre Daniel, leur président, a été capital, - les textes régissant les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privé ont été publiés au cours de l'année. Ce retour à la loi Debré de 1959, légèrement actualisée, a permis de définir le rôle de chacun. Selon M. Chevènement, cette nouvelle loi « respecte mieux les prérogatives normales de l'Etat qui réintègre les maîtres, tout en préservant la liberté des chefs d'établissement ».

Une ultime occasion de discorde aurait pu exister, en ce qui concerne la nomination des maîtres enseignants dans le privé. Les décrets adoptés par le conseil des ministres du mercredi 10 juillet précisent cette procédure et tentent de « gérer » toutes les « susceptibilités ». La nouveauté par rapport à la loi Debré réside dans la création de commis-

La nomination des maîtres du privé

Les responsables de l'enseignement privé sont satisfaits des nouveaux décrets

Le conseil des ministres a adopté, mercredi 10 juillet, quatre décrets précisant les modalités d'application de la loi du 25 janvier 1959, relative aux rapports entre l'Etat et les établissements privés. Le point le plus important concerne la nomination des maîtres. Suivant l'avis du Conseil d'Etat, le gouvernement a choisi une procédure de nomination qui demande à l'autorité académique et au chef d'établissement de se concerter lors du dépôt des candidatures. Ces textes, les derniers à paraître de cette « loi Debré revue », sont bien accueillis par les responsables des parents d'élèves des écoles privées et par la hiérarchie catholique.

Et si la gauche réussissait à instaurer la paix scolaire ? Il y a un an, la question paraissait saugrenue. A quelques semaines de la grande manifestation parisienne des défenseurs de l'enseignement catholique, les termes guerriers étaient plus souvent employés. Puis il y eut la décision du président de la République d'abandonner le projet. Paradoxalement, le talent de négociateur de M. Alain Savary et sa volonté de conciliation avaient, malgré les reproches qui lui furent adressés à l'époque, permis à tous les partenaires d'avancer sur la voie du dialogue. L'apaisement voulu, les mesures « simples et pratiques » élaborées par les conseillers de M. Fabius et annoncées à la rentrée 1984 par M. Jean-Pierre Chevènement ont achevé d'isoler les ultras des deux bords.

Longuement préparés avec les responsables de l'enseignement catholique et les parents d'élèves du privé - dans ce domaine le rôle de M. Pierre Daniel, leur président, a été capital, - les textes régissant les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privé ont été publiés au cours de l'année. Ce retour à la loi Debré de 1959, légèrement actualisée, a permis de définir le rôle de chacun. Selon M. Chevènement, cette nouvelle loi « respecte mieux les prérogatives normales de l'Etat qui réintègre les maîtres, tout en préservant la liberté des chefs d'établissement ».

Une ultime occasion de discorde aurait pu exister, en ce qui concerne la nomination des maîtres enseignants dans le privé. Les décrets adoptés par le conseil des ministres du mercredi 10 juillet précisent cette procédure et tentent de « gérer » toutes les « susceptibilités ». La nouveauté par rapport à la loi Debré réside dans la création de commis-

sions consultatives, académiques pour l'enseignement secondaire et départementales pour le primaire. Dans ces commissions siègeront des représentants élus des maîtres et des chefs d'établissement privé, et des représentants de l'administration.

A partir de la rentrée de 1986, date à laquelle ce système doit être mis en place, il y aura donc information conjointe du recteur d'académie (représentant de l'Etat) et du chef d'établissement, sur le dépôt des candidatures. Les commissions rassembleront les avis sur les candidatures avant de proposer le leur à l'autorité académique. Cette dernière doit se prononcer en dernier ressort après accord du chef d'établissement.

Cette structure, un peu lourde, au regard du faible nombre de postes à pourvoir dans les années à venir, doit permettre d'éviter les conflits. Son rôle peut être très faible si les personnalités concernées, recteurs comme chefs d'établissement privé, jouent le jeu de la conciliation et ne cherchent pas, par excès d'autoritarisme ou mauvaise volonté, à troubler la situation. Dans le passé, les cas de désaccord ont été extrêmement rares, l'administration ne signale qu'un seul exemple pour 1984.

En adoptant ces décrets, le gouvernement a suivi l'avis du Conseil d'Etat qui avait modifié l'avant-projet préparé par le ministre. Il s'agissait de la notion de « poste laissé vacant » en cas de conflit entre le recteur et le chef d'établissement. Estimant que le pouvoir réglementaire ne peut se substituer au législateur, le Conseil d'Etat a « assoupli » le texte ministériel, précisant qu'en cas de conflit le recteur peut proposer d'autres noms.

Le chanoine Paul Guibert, secrétaire de l'enseignement catholique, estime que le décret adopté au conseil des ministres est une « application correcte » de la loi. Selon lui, tous les problèmes posés ne sont pas résolus, mais il espère que « la sagesse de tous les responsables » permettra la mise en œuvre de la loi.

Les parents d'élèves de l'enseignement libre se déclarent satisfaits de décrets « qui respectent la lettre et l'esprit de la loi ». Les responsables de l'UNAPEL notent que la nécessité de l'accord préalable du chef d'établissement pour toute candidature et la reconnaissance du rôle des maîtres sont des points positifs.

« Décès de M. Maurice Roy, spécialiste de la mécanique et de la thermodynamique. — M. Maurice Roy, membre de l'Institut, ancien directeur de l'Office national d'études et de recherches aéronautiques (ONERA) entre 1949 et 1962, est mort récemment des suites d'un accident de voiture.

[Né le 7 novembre 1899 à Bourges (Cher), Maurice Roy, ancien élève de Polytechnique, était docteur en sciences et ingénieur général du corps des Mines. Professeur à l'Ecole nationale supérieure d'aéronautique de 1930 à 1940, il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur la théorie des surfaces portantes, la stabilité de vol des avions, la propulsion par réaction. Il fut élu en 1949 à l'Académie des sciences, et devint, la même année, directeur général de l'ONERA, poste qu'il abandonna en 1962. Président de l'Académie des sciences en 1966, Maurice Roy fut aussi directeur scientifique et administrateur de la SNECMA, président de la société mathématique de France, président du Comité national de recherches spatiales.]

L'ORDINATEUR PEUT-IL FABRIQUER LE HASARD ? A QUESTION BIZARRE, REPONSES SURPRENANTES... DANS SVR.

167, EN VENTE PARTOUT.

GRAND ENCYCLOPÉDISTE DE LA ZOOLOGIE

Le professeur Pierre-Paul Grassé est mort

Le professeur Pierre-Paul Grassé, de l'Académie des sciences, s'est éteint le mardi 9 juillet dans son château de Rouffillac à Carlux (Dordogne). Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans.

Avec Pierre-Paul Grassé disparaît le dernier grand encyclopédiste de la zoologie, dont la prodigieuse culture couvrait l'ensemble de la zoologie, du protozoaire au primate en passant par les oiseaux et les insectes sociaux. Il avait un enthousiasme qu'il savait communiquer aussi bien à ses élèves naturalistes - nombreux et excellents - qu'à des interlocuteurs non spécialistes.

C'est lui qui a été l'initiateur, l'encenseur et, pendant plus de trente ans, le chef d'orchestre de l'énorme *Traité de zoologie* pour lequel il a su trouver les auteurs compétents nécessaires qu'il remplaçait eu cas de défection. Au départ, dix-sept volumes étaient prévus dont le premier a été publié en 1948. On en est actuellement à trente-sept « fascicules » (de plusieurs centaines de pages chacun) parus, huit fascicules au moins restant à paraître.

P.-P. Grassé était un spécialiste, mondialement connu, des termites et des protozoaires vivants dans le système digestif de ces insectes qui, ainsi, peuvent digérer le bois. Il avait aussi longuement étudié le comportement des termites et s'intéressait, bien sûr, au comportement des autres insectes sociaux. Il a d'ailleurs créé la revue *Insectes sociaux*.

P.-P. Grassé a joué un rôle essentiel dans le développement de la zoologie en France. Jusqu'à la guerre, en effet, la plupart des zoologistes français se consacraient aux invertébrés marins et, contrairement à leurs collègues anglo-saxons, ils négligeaient de très vastes pans du monde animal, en particulier parmi les vertébrés. Tout a changé grâce à P.-P. Grassé : il a fait accepter que de très nombreux groupes d'animaux (insectes sociaux, oiseaux et primates, notamment) soient - enfin - inclus dans l'enseignement universitaire français et dans les

sujets étudiés par les chercheurs du CNRS.

Par ses missions en Côte-d'Ivoire puis au Gabon, P.-P. Grassé a suscité la création par le CNRS de la station de Makou (dans le nord-est du Gabon) grâce à laquelle ce coin de forêt équatoriale est l'un des mieux connus du monde, depuis les micro-organismes du sol jusqu'aux singes.

En revanche, P.-P. Grassé était contesté par son refus de se plier à une affirmation de la sélection naturelle et du hasard des mutations dans le processus de l'évolution des espèces. Pour lui, « l'outil n'a pas été fait par hasard », et l'évolution était forcément dirigée par une finalité. Mais il ne proposait rien de précis qui pût être substitué au néo-darwinisme pour lequel le hasard des mutations et le milieu régissent sans cesse l'un sur l'autre pour faire évoluer les espèces vivantes.

YVONNE REBEYROL

[Pierre-Paul Grassé est né le 27 novembre 1895 à Pérignieux (Dordogne). Docteur en sciences, il a d'abord été assistant à la faculté des sciences de Montpellier (1920-1929), puis professeur à la faculté des sciences de Clermont-Ferrand (1929-1937). De 1937 à 1967, il a été professeur à la faculté des sciences de Paris et directeur du laboratoire d'évolution des êtres organisés, ainsi que du laboratoire de microscopie électronique appliquée à la biologie. Depuis 1960, il a été directeur-fondateur de la mission biologique du Centre national de la recherche scientifique au Gabon.]

Elu à l'Académie des sciences en 1948, il était correspondant de l'Académie royale de Belgique et de nombreuses autres sociétés savantes. Outre le monumental *Traité de zoologie* dont il a assumé la maîtrise d'œuvre, Pierre-Paul Grassé est l'auteur de très nombreuses publications scientifiques dont, notamment, *L'abîme de zoologie* (en deux volumes), *Biologie moléculaire, métabolisme et biologie de l'évolution* (en trois tomes dont le dernier est en cours de publication), *La Vie des animaux* (trois volumes), *Le Plus Beau Bestiaire du monde*. Gourmont, il a aussi écrit un *Petit bréviaire de la gastronomie pélagique*.

Pierre-Paul Grassé était commandeur de la Légion d'honneur et docteur honoris causa de plusieurs universités étrangères.]

LES DIX ANS DU CONSERVATOIRE DU LITTORAL

350 kilomètres de côtes arrachés à la spéculation

Rochefort. — Un cadre royal - la Corderie de Colbert dans ses habits neufs, - un aréopage de ministres et anciens ministres, une cohorte d'invités - élus et membres d'associations - tout était réuni pour faire du dixième anniversaire du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (créé le 10 juillet 1975) la célébration d'une réussite. Le bilan du Conservatoire, en effet, sera riche. En dix ans, il a réussi à acquérir un nom de l'Etat quelque 27 000 hectares de terrains côtiers représentant 343 kilomètres de rivages, soit 7 % du littoral français.

Ces terrains, qui étaient menacés par la pression urbaine, touristique voire agricole dans les zones humides, sont définitivement préservés pour les générations futures. Ils sont inconstructibles et inaliénables, et appartiennent désormais à la collectivité nationale, à charge pour elle de maintenir les lieux en l'état ou de les restaurer. Les terrains

De notre envoyé spécial

acquis par le Conservatoire du littoral doivent en même temps conserver leur caractère « sauvage » ou naturel et rester ouverts au public. Redoutable défi que les responsables successifs de l'entreprise, depuis MM. Olivier Guichard et Robert Poujade jusqu'à MM. Louis Le Penec et Louis Lengagne, ont relevé avec une continuité sans faille.

Leur mérite est d'autant plus grand que la rigueur budgétaire a donné un sérieux coup de frein, ces dernières années, au rythme des acquisitions. De 100 millions de francs en 1980 - dernière année faste - les crédits du Conservatoire ont été réduits, depuis, en deus de soixante deux millions (1983) et 92 millions (1985), soit une réduction des programmes de 10 %. Il est vrai que les collectivités locales - régions, départements, communes - ont presque toujours pris le relais pour la gestion et l'entretien des terrains acquis par l'Etat. Mais, comme l'a rappelé son président M. Le Penec, le Conservatoire espère totaliser 50 000 hectares pour son vingtième anniversaire, c'est-à-dire plus de 20 000 nouveaux hectares d'ici à 1995. Si cet ambitieux programme doit être réalisé et les terrains déjà acquis convenablement entretenus, il faudra que l'Etat fasse un effort... nu que les dons affluent (1).

Le pont de l'île de Ré

M^{me} Bouchardes, ministre de l'environnement, a souligné que le Conservatoire du littoral ne pouvait plus compter seulement sur les crédits de l'Etat, mais aussi sur les associations, le grand public et surtout les entreprises dont le mécénat est clairement sollicité. Au conseil d'administration extraordinaire, réuni le 10 juillet à la Corderie de Rochefort, il a été décidé que de nouveaux terrains ne seraient acquis que lorsque leur aménagement global serait garanti soit en accord avec les plans d'urbanisme des communes riveraines, soit par des engagements

fermes pour le maintien d'activités agricoles.

Dans son intervention au conseil d'administration du Conservatoire du littoral, M^{me} Bouchardes a apporté une précision : la procédure d'enquête publique pour la construction du pont de l'île de Ré, rejetée le 3 juillet pour vice de forme par le tribunal administratif de Poitiers (le Monde du 5 juillet), va être relancée conformément à la loi de 1983. « Une enquête large et complète », a précisé M^{me} Bouchardes à l'adresse du préfet de Charente-Maritime. Celui-ci devra engager la procédure à la demande du conseil général, dont la prochaine réunion est prévue le 19 juillet. L'enquête devrait déboucher sur une nouvelle déclaration d'utilité publique dans un délai de six mois.

M. Gny Lengagne, secrétaire d'Etat à la mer, a précisé pour sa part que « la loi littoral » serait présentée au conseil des ministres en septembre prochain et aussitôt après à l'Assemblée nationale. Mais elle sera « moins importante qu'on l'avait prévu ».

ROGER CAMS.

(1) Fondation conservatoire du littoral, Fondation de France, 78, avenue Marceau, 75008 Paris. Les dons des particuliers - en espèces ou en terrains - sont déductibles du revenu imposable à concurrence de 5 % 100 F permettant d'acheter environ 30 mètres carrés d'espaces fragiles ou menacés.

SEVEN & SEVEN
JULIET-AOÛT 85

167, EN VENTE PARTOUT.

15. Sciences humaines
sur la Vienne de...

la collection

Deux livres pour rendre hommage à la « star » de la Vienne 1900, Leo Mahler, et à...

elle œuvre de la légende...

FOLLETON DE BERTRAND POISSON

H., Aragon, Bromberg, Hugo, encore !

« Ce livre est une œuvre de grande envergure, qui s'inscrit dans la tradition de la littérature française. L'auteur, Bertrand Poisson, a su donner à son récit une portée universelle, en explorant les thèmes de la vie, de la mort, de l'amour, de la haine, de la justice, de l'injustice. Son style est simple, direct, et pourtant profondément poétique. C'est une œuvre qui mérite d'être lue et relue, car elle nous fait réfléchir sur notre existence et sur le monde qui nous entoure. »

150 من الأصل

15. Sciences humaines : la linguistique et ses marges. Histoire : la vérité des templiers.
16. Regards sur la Vienne du début du siècle. 17. Le centenaire de la naissance du philosophe allemand Ernst Bloch.

Le Monde DES LIVRES

Alma la collectionneuse

Deux livres
pour rendre
hommage
à la « star »
de la Vienne

1900,
Alma Mahler,
et à
la belle œuvre
qu'elle a léguée :

sa vie

ELLE fut une star. La plus grande star de la Vienne du début du siècle. Alma Schindler - Mahler - Gropius - Werfel... Sa vie fut sa grande œuvre avec, tant dans les rôles principaux que dans les seconds, une distribution éblouissante, exceptionnelle, d'hommes qu'elle fit rêver.

Deux livres - hélas sans photos - viennent de paraître simultanément à propos d'Alma, « la plus belle fille de Vienne », la muse, l'égérie qui séduisit Gustav Mahler à seize ans avant de se marier avec le compositeur Gustav Mahler ; d'être l'amante d'Oskar Kokoschka ; d'être la femme de l'architecte Gropius, le fondateur du Bauhaus, et de l'écrivain Franz Werfel, Alma qui vit se prosterner devant elle tous les grands hommes de son époque. Peut-on raconter la « vie passionnée » d'Alma, comme on dit dans les notices publicitaires ? Chez elle, l'organisation l'emporte sur la passion ; elle le dit elle-même : « J'ai reçu un brin de paille de chaque être d'exception rencontré et je me suis construit un nid que j'ai

défendu avec des griffes d'acier. »

Née en 1879, elle est la fille d'un célèbre peintre paysagiste viennois, Emil Schindler, qu'elle adore et qui meurt alors qu'elle est âgée de treize ans. Elle en vaudra toute sa vie à sa mère d'avoir, après cinq ans de veuvage, épousé le disciple favori de son père, « une daubture ». Elle apprend le contrepoint, compose de la musique à quinze ans, se passionne pour Wagner et pour Nietzsche.

Le mariage
contre un chef-d'œuvre

En 1901 elle fait la connaissance de Gustav Mahler, directeur depuis quatre ans de l'Opéra de Vienne, et, dès les fiançailles, celui-ci précise ce qu'il attend de sa future épouse : il exige qu'elle renonce immédiatement à la musique « car, disait-il, je ne devais vivre que pour la sienne ». Elle se soumet, renonce à ses compositions musicales et copie pour son mari la partition de la Cinquième Symphonie entre deux grossesses et des accès de



révolte : « Je n'ai guère plus de vingt ans ; ma vie est toute tracée : les enfants, Gustav ; Gustav, les enfants. » Elle confie à son journal son désarroi : « Souvent j'ai l'impression qu'on m'a coupé les ailes. Gustav, pourquoi moi, l'oiseau ivre de vols et de coloris éclatants, m'as-tu enchaînée à toi, alors qu'une ole blan-

che eût si bien fait ton affaire ? »

Mahler meurt en 1911 en lui léguant la Dixième Symphonie inachevée, et la jeune veuve de trente-deux ans va se considérer toute sa vie comme Alma Mahler. Mais Alma la séductrice, Alma l'allumée, Alma la collectionneuse va continuer à fasciner les génies qui se la disputent. Tel Kokoschka, qui veut l'épouser « à tout prix » et qui dérober ses papiers d'identité pour publier les bans à son insu. Elle se sauve : « Je lui ai promis de revenir et de l'épouser aussitôt qu'il aurait exécuté un chef-d'œuvre », écrit-elle dans son journal.

Elle repart en 1915 pour épouser secrètement Gropius, qui est

mobilisé dans l'armée allemande. Jusqu'à ce que survienne Werfel, juif de Prague, ami de Max Brod, homme de gauche, qui prend fait et cause pour la révolution russe. « Cette nuit j'ai décidé de ne pas me marier », écrit-elle en juillet 1928. La raison de ce refus est due à un poème que Werfel est en train d'écrire : « Une poésie sur la mort de Lénine ! » Et en septembre, à Venise : « Peut-être épouserai-je tout de même Franz Werfel. C'est l'être le plus charmant, le plus aimant que je connaisse. »

D'où vient l'emprise qu'Alma exercera pendant des décennies sur tant d'hommes illustres ? Les deux livres ne l'expliquent pas, tout en se complétant. L'un, *Ma vie*, est une autobiographie entreprise à la fin des années 50, à la demande d'un éditeur, qui comprend également des fragments du journal intime et de correspondances et semble très auto-censurée, très bâchée. L'autre, *Alma Mahler muse de tous les génies*, est une biographie à l'américaine, œuvre d'une ancienne critique musicale du *Chicago Daily News*.

NICOLE ZAND.

(Lire la suite page 16.)

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Adèle H., Aragon, Brombert et les autres Hugo, encore !

CETTE notion de « livre de poche », quel affront aux livres, aux pages ! Le repos passe-t-il forcément par l'abaissement ? Pouvoir choisir ce qui nous intéresse : cette liberté dont dépendent toutes les autres, allons-nous la sacrifier, de nos mains, pour le sinistre confort de ressembler au voisin de paroi ?

Un exemple. La plupart des Français, c'est prouvé, ont au moins lu, et avec passion, les *Misérables* ou *Notre-Dame de Paris* : auront-ils les *Joues moins fraîches* et l'esprit moins délassé, à la fin des vacances, si, au lieu de consommer des « pavés » jetables après usage, ils ont fait plus ample connaissance avec Hugo ? Pourquoi laisseraient-ils aux spécialistes le plaisir de découvrir ce que M^{me} Hugo a été empêchée d'écrire sur son génie de mari ?

JUSQU'ICI, le grand public ne connaissait du Victor Hugo raconté par Adèle que la version revue par le fils Charles, Vauquena, et le « maître ». Les brouillons étaient inaccessibles et peu utilisés. Alain Decaux en a nourri sa biographie, parue, en décembre dernier, avec celles d'Hubert Juin et de Jean-François Kahn. La deuxième vague d'ouvrages que nous veut ces jours-ci le Centenaire est dominée par une édition critique des textes expurgés dans la version officielle et anonyme de 1883.

Le livre enrichit moins la connaissance de Victor qu'il ne nuance celle d'Adèle. Les préfaciers Irène Frain, Yves Gohin, Annie Oberfeld et Guy Rosa nous invitent à repérer, dans la soumission qu'on a longtemps attribuée à un trait de caractère, un effet de l'époque, écrasante et contre laquelle Adèle se bat non sans vaillance.

Il fallait une certaine audace pour soumettre à ses censeurs une phrase comme : « Ce que je viens de dire est une pensée de femme : peut-être fautive et probablement mal rendue... mais pourquoi les femmes n'essayeraient-elles pas de rendre ce qui leur vient en tête ? » Quand on vit dans l'intimité d'un certain Victor Hugo, il est plus facile que masochiste d'observer : « Je ne suis pas un écrivain, ce que j'ai le mieux à faire, c'est d'être la servante des esprits qui m'entourent... »

Pas écrivain, Adèle ? C'est vite dit. Elle montre des dons de conteuse, notamment dans des pages supprimées - qui sait ? Par jalousie d'auteur ? - Elle réussit les portraits, d'enfants et d'acteurs notamment. A défaut de surmonter les handicaps dus à l'époque, elle les constate. Elle met peut-être plus de malice qu'on ne l'a vu à reprendre à son compte les préjugés en vigueur

sur la supériorité des hommes, à se vouloir préposée aux sentiments, en retrait, dans le « demi-jour ».

Il n'en resta pas moins que Victor la couronne pour mieux l'asservir. Quand il écrit qu'elle est « prude et dévote », il veut dire, c'est à craindre : froide et idiote. Frigide, Adèle ? Avec lui, comment en douter ! Mais moins gourde et dépressive qu'on ne l'a cru sur la foi de la version expurgée. S'il est vrai qu'elle souhaite à Victor de « bien s'amuser » avec Juliette, c'est elle qui le trompe en premier, avec ce jeune homme de Sainte-Beuve !

On lira avec attendrissement les pages (115 et suivantes) où Adèle défend bravement le droit des femmes à l'écriture ; mais aussi avec bonne humeur ses perfidies sur le petit ventre de Rossini, les dessous douteux de Marie Dorval, ou le regard de Victor, qu'elle compare drôlement à celui de Pourceaugnac.

L n'y pas que les femmes - pour reprendre les préjugés assumés par Adèle - qui subissent l'air du temps jusqu'à l'aveuglement. Les hommes aussi, particulièrement les tempéraments emportés et lyriques. C'était le cas de Hugo lui-même. C'est le cas du poète du vingtième siècle qui lui ressemble sans doute le plus, par l'envie de croire et le tambourinage verbal auquel porta cette envie de croire : Aragon.

L'éditeur Messidor reprend, de l'écrivain communiste, *Avez-vous lu Victor Hugo ?*, paru en 1952 et « révisé » en 1969. C'est une sorte d'anthologie polémique. Les extraits de poèmes sont encadrés de couplets exaltés et d'allusions indignées à l'actualité. Sans les rappels du présentateur Michel Apel-Muller, les coïres d'Aragon, alors directeur de *Ce Soir*, seraient incompréhensibles.

1952 : ce sont les débats sur l'armée européenne et la réarmement de l'Allemagne. Le Parti communiste fait assaut d'anti-américanisme - « Ridgway la peste ! » ; et le gouvernement, d'anticommunisme : Duclos va être soupçonné d'utiliser des pigeons voyageurs, Aragon s'est vu retirer pour dix ans ses droits civiques suite à de « fausses nouvelles » sur la répression des grèves...

Au cœur des commentaires d'Aragon : la présence d'une voiture-reclame de marque américaine place Victor-Hugo, à Paris, sur le terre-plein dont la statue, enlevée et fondue par l'occupant, n'a pas été remplacée ! Sur la thèse du mercantilisme yankee relayant la barbarie allemande pour défigurer Paris et bafouer la mémoire de Hugo, Aragon se déchaîne assez puérilement.

(Lire la suite page 17.)



Martin HEIDEGGER

KANT ET LE PROBLÈME DE LA MÉTAPHYSIQUE
QU'EST-CE QUE LA PHILOSOPHIE ?
ESSAIS ET CONFÉRENCES
LE PRINCIPE DE RAISON
CHEMINS QUI NE MÈNENT NULLE PART
APPROCHE DE HÖLDERLIN

QUESTIONS I :
Qu'est-ce que la métaphysique ? -
Ce qui fait l'être essentiel d'un
fondement ou "raison" - De l'essence
de la vérité - Contribution à la
question de l'être - Identité et
différence.

QUESTIONS II :
Qu'est-ce que la philosophie ? -
Hegel et les Grecs - La thèse de Kant
sur l'être - La doctrine de Platon sur
la vérité - Ce qu'est et comment se
détermine la Physis.

QUESTIONS III :
Le chemin de campagne - L'expérience
de la pensée - Hebel - Lettre sur
l'humanisme - Sérénité.

QUESTIONS IV :
Temps et Être - La fin de la
philosophie et la tâche de la pensée
Le tournant - La phénoménologie et
la pensée de l'être - Les séminaires
du Thor - Le séminaire de Zähringen.

INTRODUCTION
À LA MÉTAPHYSIQUE
TRAITÉ DES CATÉGORIES
ET DE LA SIGNIFICATION
CHEZ DUNS SCOT
QU'EST-CE QU'UNE CHOSE ?
NIETZSCHE, I et II
HÉRACLITE
(en collaboration avec Eugen Fink)

ACHEMINEMENT VERS LA PAROLE
SCHELLING
Le Traité de 1809 sur l'essence de la liberté humaine
INTERPRÉTATION
PHÉNOMÉNOLOGIQUE DE LA
"CRITIQUE DE LA RAISON PURE"
DE KANT
LA "PHÉNOMÉNOLOGIE
DE L'ESPRIT" DE HEGEL
LES PROBLÈMES FONDAMENTAUX
DE LA PHÉNOMÉNOLOGIE

A paraître :
CONCEPTS FONDAMENTAUX
DE L'ESSENCE
DE LA LIBERTÉ HUMAINE
ÊTRE ET TEMPS
(édition intégrale)

GALLIMARD *nrf*

LE MONDE DES LIVRES

LA VIE LITTÉRAIRE

Shoah ou les mots

sans images

Un film peut-il être un texte ? Que reste-t-il des mots, infirmes, lorsqu'ils ont été privés des images qui les justifiaient, les expliquaient ?

Il faut, habituellement, répondre « non » à la première question ; « rien », à la seconde. Pas dans le cas de Shoah, le film-mémoire que Claude Lanzmann a mis dix ans, non pas à réaliser - ce sont les nazis qui en sont les réalisateurs, mais à reconstituer. Les mots du film - les questions, les réponses, les silences aussi - viennent d'être publiés chez Fayard. A la lire après les avoir entendus, ils prennent encore plus de place qu'à l'écran. Comme l'écrit Simone de Beauvoir dans sa préface, « une force étrange traverse de part en part ce texte exsangue et nu (...). C'est l'écriture du désastre, s'écrit, une écriture au premier degré, mais aussi distanciée grâce au temps qui s'en écoule, une écriture qui vient aussi bien des camps, du ghetto de Varsovie que de l'intérieur même d'une chambre et des camions à gaz.

Rarement un texte avait cherché à ce point la « mémoire de l'horreur », celle, étrangement froide, des rares survivants, comme celle, chancelante ou tartuffe, des « bureaucrates-qui-observaient-les-ordres ». Il se lit comme un texte sacré ou négligé : d'une traite ou par petites doses. Et on se surprend à l'ouvrir au hasard et à relire tel ou tel passage, juste pour vérifier que, oui, décidément, le témoignage a bien eu lieu. - N. Z.

★ SHOAH, de Claude Lanzmann, préface de Simone de Beauvoir, Fayard, 220 p., 75 F.

Saint-Leu fête

Olivier Larronde

Saint-Leu-la-Forêt (Val-d'Oise) vient de fêter son poète, Olivier Larronde, qui passa une partie de son enfance dans cette ville. Le 5 juillet, les proches du poète et la municipalité inaugureront le mail Olivier-Larronde, et Roland Dubillard lira quelques-uns de ses poèmes. L'amitié et la volonté de ne pas laisser son œuvre tomber dans un injuste oubli donnaient sa signification à cette célébration.

Mais qui est Olivier Larronde ? Né en 1927 à La Ciotat, son père, journaliste à l'Intransigeant et adepte de doctrines hermétiques, fut l'ami du poète O.W. Milosz, par ailleurs d'Olivier. A seize ans, Olivier décide de quitter la collégiale : « Je ne peux ni ne veux accepter la moindre transaction avec mes convictions, mes sensations, la moindre transaction avec moi-même », écrit-il à sa mère. De Saint-Leu, il se rend à pied à Paris chez Jean Cocteau, qui fait éditer, en 1946, son premier recueil, les *Barricades mystérieuses*.

(1) 112, rue de Rennes, 75006 Paris.

DERNIÈRES LIVRAISONS

LANGAGE

● Jacques Cellard : *Histoire de mots*. Au fil des Chroniques du langage parues dans le *Monde* entre 1970 et 1984 et rassemblées dans cet ouvrage, Jacques Cellard, archéologue de la langue française, se penche avec délectation sur des mots chargés d'histoire. Par une véritable mise en scène de locutions familières, Jacques Cellard met en évidence la part d'imaginaire qui entre dans notre conception du français. (Editions La Découverte et Journal le Monde, 215 p., 75 F.)

ESSAI

● Félix Guattari et Toni Negri : *Les Nouveaux Espaces de liberté*. Psychanalyste et professeur de sciences politiques, Félix Guattari et Toni Negri réfléchissent sur le communisme et son actualité, à partir du reflux des luttes et de l'échec des structures organisationnelles des années 60. Ce bilan les amène à définir un communisme nouveau, repensé en fonction d'une « alliance nouvelle » : « Echapper aux contrôles et aux surcodages bureaucratiques par la concertation collective. » (Editions Dominique Badou, 1, rue Andrévet, 46300 Gourdon. Reliefs, 126 p., 75 F.)

● Lanza del Vasto : *Les Étymologies populaires*. Dictionnaire inachevé, poursuivant les critiques de l'auteur contre les systèmes et les idéologies figées, cet inventaire étymologique se propose un véritable « pèlerinage aux sources des mots », prétexte aux dérives de l'imaginaire, aux audaces de l'auteur qui n'hésite pas à s'inspirer des libertés prises par l'étymologie populaire : ainsi, le rappro-

EN POCHÉ

● Un inédit d'Octavio Paz, *Une planète et quatre ou cinq mondes*, est en Folio Essais (n° 20). « Ce livre comporte huit chapitres, explique Octavio Paz. Dans les cinq premiers, je me penche successivement sur les changements dans l'opinion et l'état d'esprit des nations du Vieux Monde ; sur la crise de la démocratie impériale des États-Unis et sa contrepartie, celle du système russe de domination bureaucratique ; sur la révolte des particularismes, surtout dans les pays de la périphérie ; sur la modernisation, ses dangers et les difficultés qu'elle rencontre. Dans ces cinq chapitres, j'ai réduit au minimum les allusions à la situation en Amérique latine car j'aborde ce thème avec plus d'ampleur dans les trois derniers textes. »

● « On appelle ça l'Exode » : c'est ainsi que Remo Forlani, tendre et ironique à la fois (les *Gros Mots* lui valurent le Grand Prix de l'Académie de l'humour en 1973), commence la narration de *Pour l'amour de Finette*, l'épopée d'Adrienne, petite bonne à tout faire, abandonnée dans le Paris de l'Occupation : l'angoisse guette Adrienne, qui découvre le salut en devenant la grande prêtresse des animaux, celle qui les recueille et finira ses jours, vieille dame écolo et baby-bool, en compagnie de Finette, sa chatte favorite (Folio n° 1628).

● « Je suis plus heureuse dans la mort que dans la vie. » Prononcée par l'un des personnages du *Moyenâge* de Cécile Berthelot, cette parole pourrait servir d'emblème au « *Destin fatal des Wittelsbach* ». Chronique, douce-amère d'une dynastie marquée par le deuil et la mélancolie, cette histoire viennoise ressuscite avec une implacable simplicité la tragédie d'une lignée (Presses Pocket, Histoire n° 2374).

CORRESPONDANCE

A propos du Grand Jeu

A la suite de notre page consacrée au Grand Jeu - où nous présentions le livre de Roland Dumas : *Plaidoyer pour Roger Gilbert-Lecomte* (Gallimard), l'ouvrage rassemblant les dessins d'Artur Harfaux : *Demain il sera trop tard* (La Nyctalope), et les travaux, passés ou présents, de M^{me} Maxwell (« le Monde des livres » du 31 mai), nous avons reçu cette lettre d'Odette et Alain Virmaux :

« 1) Roland Dumas n'a sûrement pas parlé d'un texte de Gilbert-Lecomte qui s'intitulait : *Orphée empoisonneur public*, comme le lui fait dire Sorin. Titre exact, on le sait : *Monsieur Morphée empoisonneur public* (paru en décembre 1929 dans *Bifur*).

« 2) Autre erreur, à propos du jugement du 9 janvier 1969 : Raphaël Sorin écrit que ce jugement du tribunal de Reims « ne reconnaît pas pleinement à l'Association des amis de Roger Gilbert-Lecomte le droit de demander la divulgation des lettres posthumes » (pour, sans doute, « la divulgation posthume des lettres », mais passons). Sous cette forme, c'est faux, ou ce n'est pas assez dire. En fait (voir conclusions du jugement dans notre livre-dossier *Roger Gilbert-Lecomte et le Grand Jeu*), Pierre Minet et l'Association des amis de R.G.-L. furent tout simplement déboutés, mais la demande similaire du ministre de la culture (Malraux) fut agréée. Si bien que le droit de publier la correspondance litigieuse était finalement reconnu en termes express (le tribunal... « autorise en conséquence la divulgation des dites lettres »), ce qui était bien l'essentiel.

SCIENCE HUMAINES

la linguistique

... encore jeune, la linguistique...
... pour des...

... linguistique...
... encore jeune, la linguistique...
... pour des...

PRIX FF

EMMANUEL HOCQUET



VERCOR

Anne Boleyn

Les 40 mots qui ont fait l'Anglais

"Découverte, révélation ou extrapolation littéraires" "Anne Boleyn" est aussi neuf que...

Perle

هكذا من الأصل

هنا من الامم

● SCIENCES HUMAINES

La linguistique et ses marges

Science encore jeune, la linguistique contemporaine a toujours besoin qu'on la prenne au sérieux. Même pour des délires, ou des excès, qui ne la concernent plus.

EN 1983, il était étrange, inquiétant aussi peut-être, de prendre « la linguistique fantastique » pour thème d'un colloque interdisciplinaire dont on publie maintenant les communications, précédées d'une présentation argumentée des organisateurs. En gros, on nous convie à considérer, psychanalyse aidant, « ce qui se jouerait dans les marges » d'une pratique scientifique.

On a délibérément écarté l'idée de refaire une manière d'*Anthologie de l'humour noir* ; nu, à l'exemple ancien de la revue *Bizarre* (1), de dresser un catalogue des « faus du langage ». L'avertissement est clair, quoique de ton un peu dogmatique : « Si la linguistique fantastique a quelque intérêt, c'est à condition que l'on se débarrasse de la naïveté ébahie des tauristes qui visitent le palais du facteur Cheval ». D'où les quatre rubriques qui groupent une trentaine de communications, des *Serments de Strasbourg* (842) à la modernité : « L'envers de la positivité », « Travailler les limites du possible », « Retrouver le sujet », « la Coupe invisible ».

Qu'on se rassure : les illuminations étymologiques sont nuvertes

à toutes les fantaisies. Vnvez donc Fabre d'Olivet : « Amazone vient de ha-mas-ohne. Ha est un article phénicien ; mas correspond à l'italien maschio ; ahne (...) c'est « sans » en allemand. Celle qui est ohne maschia, l'amaz-zone ». (Didier Samain.)

On retrouve aussi les langues inventées à l'impeccable rationalité, comme la Novlangue d'Orwell que décrivent les grandes fictions romanesques, utopies et voyages imaginaires. Et si l'on s'intéresse « au parler angélique » à suivre jusqu'à Rilke, on s'arrêtera à l'analyse de Michel de Certeau, puisque, au moins, la question du sexe des anges s'y trouve résolue : « L'ange au dard : Thérèse d'Avila. Bernini a fixé dans le marbre célèbre de Santa Maria della Vittoria l'image de Thérèse extasiée au milieu des vagues de sa robe et frappée par le dard amoureux d'un jeune chérubin ». On laisse au lecteur le plaisir de lire la fin : où le chérubin est, au vrai et au moins, un séraphin...

Comme on voit, les discours de la linguistique fantastique ou délirante peuvent « secouer les fantasmies », en même temps qu'ils transgressent quelques

grands tabous liés au politique, au sexuel et au religieux. L'autre partie du programme, « exorciser les dogmatismes », soulève plusieurs problèmes généraux.

Fable et mythe

Pas plus qu'il n'est « une machine à rêver », un discours scientifique, comme tel, n'est dogmatique : il est polémique, tranchant, dans ses refus et ses rejets. Ce qui le fonde, c'est la coupe. Mais on évitera de prendre pour des refus épistémologiques ce que la linguistique a laissé, pour un temps, de côté : glossologie, mots-valises, calembours, lapsus... Ou bien encore, on peut travailler, comme l'ont fait Michel Arrivé et Jean-Claude Milner, les rapports entre Abel, Freud et Benveniste à propos des sens opposés des mots primitifs : c'est alors que le dogmatisme est, aussi, à écarter.

Cependant, même si on le regrette, il n'y a ni fantastique ni fonction poétique dans l'épistémologie et la pratique linguistiques, sauf à éliminer les valeurs de vérité : pour la linguistique fantastique, « le dire ne relève pas des valeurs de vérité » (Michel de Certeau) ; à suivre

Frege, il n'a au mieux que du sens, que l'on peut alors interpréter. Ou il s'effondre du non-sens, et ici la coupe peut mutiler et produire tous « ces blessés et abîmés de la lettre » (Jacques Hassoun), que le colloque a souci de rappeler.

Mais la grande question sous-jacente - y a-t-il un « vrai » de la linguistique fantastique ? - est sans objet, parce que cette linguistique n'a ni objet ni méthode. Elle repose tout entière sur la fable, le mythe ou les facettes. L'analyse de discours et la psychanalyse y triment leur compte. Mais la linguistique fantastique ne constituant pas un sous-ensemble de la linguistique, l'entreprise était a priori désespérée : elle n'était pas inutile, tant s'y lisent encore des nostalgies mal surmontées.

DENIS SLAKTA.

* LA LINGUISTIQUE FANTASTIQUE, sous la direction de S. Anouk, J.-Cl. Chevalier, N. Jacques-Chaquin, Ch. Marchello-Nizia, Joseph Clime/Desoel, 380 p., 160 F.

(1) « Hétéroclites et fous littéraires », revue *Bizarre*, 1966.

FRED KUPFERMAN
LES PREMIERS BEAUX JOURS
1944-1946
Liberation
"APOSTROPHES"
LE 5 JUILLET
Calmann-Lévy



"Un aussi grand talent de jugement que d'écriture... une connaissance parfaite de l'histoire du pays et de la psychologie populaire."
HENRI AMOUREUX / LE FIGARO

Questions d'Actualité dirigée par Claude Glazman

marc ferro
L'HISTOIRE
SOUS
SURVEILLANCE
Après Marc Ferro, les pratiques historiques devraient s'affranchir de la domination des modèles idéologiques.
ANTOINE SPIRE / LE MATIN



"Après Marc Ferro, les pratiques historiques devraient s'affranchir de la domination des modèles idéologiques."
ANTOINE SPIRE / LE MATIN

Intelligence de l'Histoire dirigée par Anthony Rowley

Calmann-Lévy

PRIX FRANCE-CULTURE 1985
EMMANUEL HOCQUARD
Aerea
dans
les forêts de
Manhattan
Roman
P.O.L

VERCORS
Anne
Boleyn
Les 40 mois
qui ont fait l'Angleterre
"Découverte, réhabilitation ou extrapolation historique, cette «Anne Boleyn» est un livre aussi neuf que passionnant."
SYLVIE GENEVOIX "MADAME FIGARO"
Perrin

● HISTOIRE

La vérité des templiers

Inquisition, torture, sodomie, blasphème... Derrière la légende, Alain Demurger retrace l'histoire sulfureuse de l'Ordre du Temple.

N É en 1118 de l'initiative d'un nbscur chevalier-champennais, Hugues de Payns, et mort des mains du roi Philippe le Bel, plus ou moins aidé par les autres souverains d'Europe et le pape, l'Ordre du Temple a son histoire, sa pseudo-histoire et sa légende. Si les trois dimensions font partie du territoire de l'historien, Alain Demurger entend se limiter à l'histoire. Et il dénonce, ébahi faisant, le « satisfait templier ».

Inquisition, torture, sodomie, blasphème se télescopent dans notre imaginaire. Pas seulement et pas d'abord, démontre méthodiquement ce livre qui entend partir des origines pour aller vers le procès et non du procès pour éclaircir les origines, comme on l'a trop souvent fait.

Installés sur l'esplanade du Temple de Jérusalem, les compagnons d'Hugues de Payns et leurs successeurs sont des professionnels de la guerre. La destinée des Etats croisés est liée à leur action efficace. Saladin l'a parfaitement reconnu qui, après sa victoire de Hattin, en 1187, fait exécuter deux cent trente templiers et quelques hospitaliers « pour purifier la terre de ces deux ordres immondes qui ne renonceraient jamais à leur hostilité ».

Le trébuchet des tortionnaires

Des soldats donc, mais en même temps des moines, au mépris scandaleux de la distinction fondamentale entre « ceux qui prient » et « ceux qui combattent ». Des moines à part entière qui sont entrés dans l'Ordre pour la rémission de leurs péchés et le salut de leur âme. Saint Bernard, le moine par excellence, récite a priori en face de l'actin militaire, est convaincu par la foi d'Hugues de Payns. Il devient non seulement ardent défenseur de l'Ordre

du Temple, mais prédicateur de la deuxième croisade.

Comme les autres ordres religieux, Cluny et Cîteaux avant lui, les mendiants plus tard, le Temple attire les donations de fidèles. Il est riche assurément. Mais pas plus que les autres.

Comme les autres ordres religieux aussi, le Temple est international. Il est placé sous l'autorité directe du pape. Cela pose déjà des problèmes avec les souverains des Etats latins d'Orient. Cela en pose beaucoup plus quand, après la chute d'Acre en 1291, il n'y a plus d'Etats croisés. Les templiers ont alors perdu leur raison d'être.

Force militaire, ils sont réputés riches. Ils sont dans la main du pape. Quelle menace et quelle tentation pour les monarchies d'Occident qui s'affirment, en quête de pouvoir et d'avoir ?

On comprend alors que le roi d'Aragon Jacques II et le roi d'Angleterre Edouard I^{er} aient suivi, même si c'est avec plus de retenue, la politique répressive de Philippe le Bel.

On reste cependant consterné devant l'acharnement, la mauvaise foi, du roi de France et de son conseiller Guillaume de Nogaret. Devant aussi les aveux obtenus de suspects dont il fallait absolument faire des coupables.

Et Alain Demurger, se fondant sur la solide expérience du vingtième siècle en la matière, remet la torture au centre de la réflexion sur ce procès. « On peut être un héros sur les murs croulants des derniers bastions de Terre Sainte et ne pas l'être sur le trébuchet des tortionnaires de Nogaret. Surtout si, en plus, on a vaguement conscience que l'idéal pour lequel on lutte s'est effondré. »

MICHEL SOT.

* VIE ET MORT DE L'ORDRE DU TEMPLE, par Alain Demurger. Seuil, 336 p., 120 F.

Important Editeur Parisien
recherche pour ses différentes collections
manuscrits inédits de romans; poésie; théâtre.
Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement
par presse, radio et télévision.
Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle
4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.
Conditions fixées par contrat.
Notre contrat habituel est défini par l'article 49
de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

LE NOUVEAU
COMMERCE
CAHIER 61 - PRINTEMPS 1985

MICHEL HENRY, Dessiner la Musique
Théorie pour l'art de Briesen

Robert MARTEAU
Journal du Saint-Laurent

André DALMAS
Dialectica
Ici, près de Rancé... Maurice Blanchot

ET
Jean-Henri FABRE, Edith BOISSONNAS, Ginevra BOMPIANI

RAPPEL SUPPLÉMENTS

AIGUI Le Cahier de Vénus traduit du russe par Léon Robel	André DALMAS La Musique de la parole suivi de Collection particulière	Paul CELAN La ruse de la parole traduit de l'allemand par Marlene Broda
--	---	---

En librairie 75 F - Abon. 192 F - NQ 78, bd Saint-Michel, PARIS 6^e

JEAN RAMBAUD

**QU'EST-CE
QUI FAIT MARCHER
JOHN BRIANT ?**

« La machine débite un certain pourcentage d'ouvrages qui ne sont pas. Ce livre, lui, existe. Et compte... Je l'ai lu et je m'en souviendrai. J'ai appris. Vous le lirez et vous ne l'oublierez pas. »
Michel Bataille (le Monde)

« Il est rare parmi tant de récits plus ou moins hâbles de rencontrer un livre. Celui-ci vous prend, vous captive dès les premières pages par la fermeté du propos, par l'économie des moyens. Un livre fort, vrai, qui a un poids et un sens. »
René Tevémier (le Progrès)

« La solitude d'un plateau de Haute-Provence, un récit passionné, craquant de soleil... Pour qui sait lire entre les lignes, c'est l'amour irrépressible de la vie. »
Maurice Chavardès (Témoignage chrétien)

ÉDITIONS D'AUJOURD'HUI PLAN DE LA TOUR - 83120
Paris : librairie - 38, rue de Savoie (6^e)

Collection « LES INTROUVABLES »

**LES AVENTURES
DE LA RAISON**

Du 1^{er} juillet au 2 septembre 1984, le Monde Aujourd'hui a interrogé des chercheurs (philosophes, mathématiciens, biologistes, historiens, psychologues, linguistes) sur l'usage et les formes de la rationalité contemporaine. Il leur a demandé s'il y avait du neuf sous le soleil de la raison, et si tout n'était pas joué dans le ciel éternel des idées.

Les réponses publiées ont été regroupées dans une brochure de 36 pages.

EN VENTE AU JOURNAL EXCLUSIVEMENT

BON DE COMMANDE
« LES AVENTURES DE LA RAISON »

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

NOMBRE D'EXEMPLAIRES (x 22 F (francs d'envoi inclus)) = F

Commanda à faire parvenir avec votre règlement au Monde
Service de la vente au numéro
5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09

MIRACLES ET MIRAGES VIENNOIS

Les désarrois
d'une « fin de siècle »

En 1908, Arthur Schnitzler peint une capitale moribonde qui hantera l'Europe.

CONNU comme dramaturge plutôt que comme romancier, Arthur Schnitzler est une figure majeure de l'Autriche de la Belle Époque, comme on dit. On peut l'opposer à Hugo von Hofmannsthal, docteur tout le sépare, mais il est plus juste de les rapprocher l'un de l'autre, ce qui permet une bonne saisie de la Vienne « fin de siècle ». Ils sont en proie, l'un et l'autre, aux contradictions qui frappent l'Empire, et qui tiennent au problème politique de la crise des nationalités, ainsi qu'à l'effondrement d'une tradition esthétique et morale alors ébranlée. C'est, d'ailleurs, le motif et le fondement du roman d'Arthur Schnitzler que l'on vient de publier sous un titre fort différent, *Vienne au crépuscule*, de celui qui est le sien en allemand : *Der Weg ins Freie*. Il est vrai que ce chemin de la liberté, dans l'Autriche vacillante, se révèle être précisément une impasse. Les héros de Schnitzler le démontrent à chaque instant.

Vienne au crépuscule n'est pas un roman, mais une fresque. La fiction ne se réfère pas sur elle-même, et le récit refuse de se clore : c'est un moment de l'époque, avec des personnages divers, promis à des destins contraires. Les deux héros du livre, Henri Bermann et le baron von Wergenthin, se débattaient au sein d'une société devenue comme folle. Schnitzler, dans lequel Freud voyait, non sans terreur, son « double » parfait, se refuse à juger. Il constate avec une certaine froideur intellectuelle l'avancée des choses.

La position de Schnitzler, et *Vienne au crépuscule* en porte témoignage, consiste, dans ces années 1900, à découvrir dans les conventions et dans la tradition esthétique et morale ce qui peut maintenir cohérente et stable la société même. Le musicien Georges von Wergenthin, reflet de l'écrivain, va porter ce débat stérile et lui : comment être créateur alors que l'on maintient une tradition faillie ? Comment concilier l'échec du passé avec les exigences de l'avenir ? Comment répondre à la question que tant de personnages du livre posent, et qu'Arthur Schnitzler pose lui-même par leur intermédiaire : comment être juif ? Les visages de femmes que le grand auteur autrichien a mis dans son livre sont inoubliables.

Il est exact qu'il s'agit d'un livre crépusculaire. Lorsque *Vienne au crépuscule* parut, en 1908, le portrait du « fin de siècle » : grâce au baron von Wergenthin, était enfin complet. Et c'était l'occasion de comprendre que « fin de siècle » signifie également « à bout de souffle ». Cette fresque captivante n'a que ce seul objet : la peinture d'une Vienne moribonde, dont le cadavre, longtemps après, hantera toujours l'Europe.

*** VIENNE AU CRÉPUSCULE**, par Arthur Schnitzler, traduit de l'allemand par Robert Drouot, « Nouveau cabinet cosmopolite », Stock, 342 p., 89 F.

Le manifeste
du Cercle de Vienne

LA traduction en français, cinquante-six ans après sa publication, de la fameuse « brochure jaune », par laquelle le Cercle de Vienne lança la *Conception scientifique du monde*, est un événement philosophique considérable. Sans doute arrive-t-elle à point nommé dans un jeu de rivalités, au sein des institutions philosophiques en France, entre les partisans de l'empirisme logique et ceux de la métaphysique heideggerienne. Aux yeux de l'observateur, cette traduction prend l'allure d'un contre-feu à celle de *Sein und Zeit*, récemment publiée en édition piratée (1).

Le manifeste du Cercle de Vienne, en effet, est implicitement dirigé contre le Heidegger de 1927 et la suprématie, dans l'Université allemande, d'une philosophie liée aux sciences de l'esprit (*Geisteswissenschaften*) sur l'épistémologie des sciences de la nature (*Naturwissenschaften*). Cette suprématie est politiquement conservatrice.

Les créateurs du Cercle de Vienne, le physicien Philipp Frank, le mathématicien Hans Hahn et le philosophe Otto Neurath, nourrissent des sympathies pour les sociaux-démocrates et, pour marquer leur anti-académisme, se réunissent dans des cafés ; ils se placent sous l'autorité d'un philosophe, Moritz Schlick, qui avait étudié la physique avec Max Planck, et qui mourut tragiquement en 1936, assassiné par un étudiant. Bien que tous ses membres ne fussent pas juifs, le Cercle de Vienne apparut à ses adversaires, et bien évidemment aux nationaux-socialistes, comme un foyer suspect de judaïsme laïque.

Leur objectif est de créer une méthode logique d'unification

des sciences en définissant avec rigueur les énoncés douteux de sens et ceux qui ne le sont pas. L'idée leur est chère d'un « jargon universel » permettant aux hommes de science de communiquer en dehors des particularismes culturels véhiculés par les langues.

Des textes fondateurs

La très précise introduction d'Antonia Soulez, les indispensables notes d'annotation et la qualité des traductions effectuées sous sa direction par un collectif de chercheurs font de ce volume, où figurent à la suite du manifeste les textes fondateurs (tous inédits en français) de Carnap, Hehn, Neurath, Schlick, et les entretiens de Wittgenstein recueillis par Waismann, un instrument de base pour la connaissance du néopositivisme viennois, dans lequel on a trop souvent vu la simple archive scolaire de la philosophie anglo-américaine d'aujourd'hui.

Paru le même année, 1929, que *Malaise dans la civilisation* de Freud, ce manifeste constitue aussi, par rapport au socialisme de ce dernier, un splendide contrepoint d'optimisme cognitif, lié à un projet social de reconstruction. Sa dédicace historique ne doit pas faire oublier sa valeur programmatique.

MICHEL CONTAT.

*** MANIFESTE DU CERCLE DE VIENNE ET AUTRES ÉCRITS**, publié sous la direction d'Antonia Soulez. PUF, coll. « Philosophie d'aujourd'hui », 364 p., 165 F.

(1) *Le Monde des livres* - du 21 juin 1985.

L'impériale consolation
de François-Joseph

Le destin de Katharina Schratl, comédienne viennoise, amie de cœur de l'empereur, raconté par une historienne anglaise, Joan Haslip.

VOILA un livre qui chagrinerait les admirateurs de Sissi : son auteur, l'historienne Joan Haslip, démystifie la légende selon laquelle Elisabeth, âme sensible et poétique, aurait souffert du manque de culture artistique de son auguste mari. Certes, elle composait des vers, mais ils n'étaient guère meilleurs que les ritournelles enveloppant les bonbons de Noël. Quant à sa villa de Corfou, dont elle dressa elle-même les plans, Joan Haslip la qualifie de « monument de mauvais goût ».

En revanche, quelle réhabilitation pour Katharina Schratl, qui fut pendant près de trente ans l'amie de cœur - et peut-être même un peu plus, l'énigme subsiste... - de l'empereur François-Joseph ! Dorénavant, grâce à l'ouvrage tout à la fois érudit et émouvant de Joan Haslip, la scintillante mythologie viennoise s'enrichit d'une nouvelle héroïne comme les rêvait Arthur Schnitzler et comme Stefan Zweig aurait pu en retracer le destin.

sehr schön und es hat mir sehr gefreut : « c'était très beau et j'ai eu beaucoup de plaisir », formule qu'il utilisait systématiquement lors de toutes les manifestations artistiques qu'il honorait de sa présence.

Quelques années plus tard, Katharina Schratl obtint le titre convoité de *Kaiserliche und königliche Burgschauspielerin*, ainsi que tous les privilèges attachés à ce qui était virtuellement une pension royale. A cette occasion, elle fut reçue par François-Joseph : impressionnée par la magnificence du décor, elle ne sut que balbutier : « Oh ! mon Dieu, Majestät, j'allois vous dire de si belles choses et voilà qu'elles me sont complètement sorties de la tête ! ». Ces mots, prononcés en jolies dialectes viennois à la mode de Baden, étaient si naturels et si visiblement dépourvus de toute affectation que les doux yeux bleus de François-Joseph s'éclairèrent de plaisir.

La suite, on la devine : l'empereur prit l'habitude, alors que l'impératrice voyageait au loin, de passer une ou deux heures au Burgtheater chaque fois qu'il disposait d'une soirée libre, et, comme par hasard, Katharina Schratl jouait toujours ces soir-là. Et puis, en février 1885, eut lieu ce fameux bal de la Hofburg où il échangea avec elle une conversation particulièrement animée.

Le double suicide de Mayerling, l'assassinat à Genève de Sissi par l'anarchiste italien Luccheni, la tragédie de Sarajevo, la mort enfin de François-Joseph en 1916, autant de moments histori-

ques présents dans toutes les mémoires et que nous revivons avec « la » Schratl. Nous la voyons, elle, son amie de trente ans, s'avancer vers le lit de fer sur lequel repose l'empereur, qu'on s'apprête à revêtir de tous les attributs et décorations exigés par l'étiquette espagnole, afin de le préparer pour ce qui devait être les dernières grandes funérailles des Habsbourg. Elle se penche sur lui, récite une prière silencieuse, et place deux roses blanches entre ses vieilles mains nouées.

Elle lui surviva pendant vingt-quatre ans. Elle vivait encore au printemps 1938 lorsque les nazis envahirent l'Autriche, et son der-

nier geste politique, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, fut de fermer ses volets de la Kärntner-Ring quand Hitler parcourut triomphalement la ville. Elle ne quitta pratiquement plus sa maison et mourut paisiblement un jour d'avril 1940. C'est un juste hommage que lui rend Joan Haslip, et c'est un cadeau royal qu'elle fait à tous ceux qui ont deux patries : la leur et Vienne au crépuscule.

ROLAND JACCARD.

*** L'EMPEREUR ET LA COMÉDIENNE**, de Joan Haslip, traduit de l'anglais par P. Charras, éd. Mercure de France, 446 p., 99 F.

Alma Mahler

(Suite de la page 13.)

L'ensemble passionnera ceux qu'intéressent Vienne et les grands Viennois à l'heure où l'empire s'est disloqué. L'émotion pourtant, profonde, réelle, transparaît souvent : au moment de la mort de Manon, la fille préférée d'Alma, paralysée par la polyomyélite et pour qui Alban Berg composa sa dernière œuvre, le *Concerto à la mémoire d'un ange* ; ou bien les rencontres à Paris en 1937 de Franz Werfel et de James Joyce se faisaient chasser des bistrotiers parce qu'ils chantaient à tue-tête des airs de Verdi ; ou bien encore la terrible épreuve de l'émigration à partir de 1938 et la fuite du couple Werfel à travers la France si peu hospitalière pour les étrangers dès 1940, jusqu'à la frontière espagnole et le Portugal, d'où ils s'embarquèrent sur le même

bateau que Heinrich Mann vers les États-Unis et l'exil californien.

« A présent, je vis au troisième étage de ma grande maison de New-York dans un appartement de deux pièces... » C'est là que se terminera, le 11 décembre 1964, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, l'existence d'Alma, qui conclut, égale à elle-même : « Ma vie fut belle. Dieu me permit de connaître des chefs-d'œuvre de notre temps avant qu'ils ne quittent les mains de leur créateur. Et si je me suis permis de tenir un instant l'étrier de ces chevaliers de lumière, ma vie y trouve sa justification : elle est bénie. » Quelle merveilleuse héroïne de film à grand spectacle pourrait être Alma, muse de tant de génies !

NICOLE ZAND.

ANNUAIRE DE LA NATION

Ant Bloch
la fin des temps

1985, mort en 1977. L'œuvre de Bloch, le stalinisme, le socialisme, le marxisme de la révolution...

Ant Bloch, mort en 1977, a été un des plus importants auteurs de la fin des temps. Son œuvre, le stalinisme, le socialisme, le marxisme de la révolution, a été une référence pour beaucoup de gens. Son livre, *La fin des temps*, a été un best-seller. Son œuvre, le stalinisme, le socialisme, le marxisme de la révolution, a été une référence pour beaucoup de gens. Son livre, *La fin des temps*, a été un best-seller.

Bibliographie
« La fin des temps » de Ant Bloch, éd. du Seuil, 1977, 128 p., 12 F.
« La fin des temps » de Ant Bloch, éd. du Seuil, 1977, 128 p., 12 F.
« La fin des temps » de Ant Bloch, éd. du Seuil, 1977, 128 p., 12 F.
« La fin des temps » de Ant Bloch, éd. du Seuil, 1977, 128 p., 12 F.
« La fin des temps » de Ant Bloch, éd. du Seuil, 1977, 128 p., 12 F.

501 من الأصل

LE CENTENAIRE DE LA NAISSANCE DU PHILOSOPHE ALLEMAND

Ernst Bloch

et la fin des utopies

Né en 1885, mort en 1977, Ernst Bloch a été, plusieurs fois, contraint à l'exil par le nazisme, puis le stalinisme. Ce qui n'a pas empêché ce philosophe de l'espérance de tenter la synthèse de la métaphysique et du matérialisme, de la religion et du marxisme.

« Je ne me reconnais vraiment que dans Hegel et Karl Marx. » Ernst Bloch aimait surprendre sinon choquer ses amis, ainsi que les nombreux visiteurs qui, de 1968 à 1977 (année de sa mort), faisaient leur pèlerinage à Tübingen pour voir et entendre ce « prophète marxiste de l'espérance et de l'utopie concrète ». Présenté souvent comme l'« anti-Spengler » et l'« anti-Heidegger » de notre siècle — malgré la proximité géographique, le philosophe de Tübingen et le « gardien de l'Être » de Todtnauberg (dans la Forêt-Noire) ne se sont rencontrés qu'une seule fois, — Ernst Bloch, né en Allemagne le 8 juillet 1885, s'est exilé en Suisse, puis — dix années durant — aux États-Unis, dès l'arrivée de Hitler au pouvoir. De retour en Europe, en 1948, il accepte la chaire de philosophie que lui proposent à Leipzig, les autorités est-allemandes. Mais l'intervention des troupes soviétiques en Hongrie, ses heurts avec la bureaucratie du parti, l'amènent, à l'aube des années 60, à émigrer en Allemagne de l'Ouest, où il mourra quinze ans plus tard.

Le centenaire de sa naissance a été célébré par divers colloques (1), conférences et commémorations.

Pourtant, dédaignée par les modes philosophiques parisiennes, lue au départ par une infime minorité de spécialistes, l'œuvre de Bloch reste, en France, en partie méconnue.

Écrit entre 1938 et 1948, le *Principe d'espérance*, cette grande trilogie où le philosophe résume les principes fondamentaux de sa pensée, n'a été traduit en français que vingt ans après la publication du livre en Allemagne. (Pour l'*Esprit de l'utopie*, le premier grand ouvrage d'Ernst Bloch, l'écart était même de cinquante-neuf ans...) Mais, au-delà des hésitations éditoriales, qui ont disparu lentement au cours des années 70, il y eut d'antiques barrières pour empêcher la pénétration de la pensée de ce « mystique marxiste » (comme certains le qualifiaient polématiquement) dans les cercles intellectuels et philosophiques français.

Une philosophie de l'avenir

L'une d'elles était sans aucun doute le désintérêt relatif que Bloch manifestait pour le cartésianisme et pour toute une tendance du rationalisme moderne qui prédominait à la Sorbonne. De plus, Bloch avait manqué, malgré quelques contacts personnels avec Sartre, le « rendez-vous » avec l'existentialisme français, tout en restant, pendant toute sa vie, un admirateur du « pays glorieux de 1789 » et de la Déclaration des droits de l'homme. Enfin, la communication, voire l'amorce d'un échange théorique, entre les courants non orthodoxes du marxisme allemand et le marxisme français (inféodé au Parti communiste français) était difficile, sinon inexistante, dans les années 50 et 60, comme dans les années 70. Aussi Bloch était-il pratiquement exclu de toutes les manifestations théoriques et culturelles par les dirigeants du PCF, qui refusaient de recevoir un philosophe devenu dissident en RDA depuis 1956.

Pourtant, la trilogie philosophique du *Principe d'espérance*



BERENICE CLEEVE.

occupe maintenant, huit ans après la mort de Bloch, le premier rang dans la discussion philosophique contemporaine, au même titre que l'*Être et le Temps* de Heidegger, ou la *Dialectique négative* d'Adorno. Bien que cet ouvrage comporte la somme de la pensée blochienne, certains motifs philosophiques qui y sont exposés existaient déjà sous forme de germes dans l'œuvre de jeunesse. Ainsi, dans « Karl Marx, la mort et l'apocalypse », dernier chapitre de l'*Esprit de l'utopie* (1918), Bloch ébauchait déjà de faire converger l'utopie religieuse d'une eschatologie apocalyptique et celle de Marx (la fin de l'aliénation humaine).

Bibliographie

- Les Œuvres complètes d'Ernst Bloch ont été publiées en allemand en seize volumes (+ 1 volume supplémentaire) aux éditions Suhrkamp. Sont disponibles en traduction française.
- L'*Esprit de l'utopie* (traduit par Anne-Marie Lang et Catherine Piron-Audard), Gallimard, 1977. (C'est la seconde édition, publiée à Munich en 1923, de cette œuvre qui a servi de base pour la traduction française.)
- Thomas Müntzer — théologues de la Révolution (traduit par Maurice de Gandillac), Julliard, 1964 ; UGE, 10/18, 1968.
- Traces (1930) (traduit par P. Quillet et H. Hildenbrandt), Gallimard, 1968.
- La Philosophie de la Renaissance (traduit par Pierre Klossowski), Payot, 1974.
- Sujet-objet. Considérations sur Hegel (traduit par Maurice de Gandillac), Gallimard, 1978.
- Le Principe d'espérance (traduit par Françoise Wuilmart), tome I, 1976 ; tome II, 1978.
- Héritage de ce temps (traduit par Jean Lacoste), Payot, 1978.
- Droit naturel et Dignité humaine (traduit par Denis Audier et Jean Lacoste), Payot, 1976.
- L'Athéisme dans le christianisme (traduit de l'allemand par Émile Kantholz et Gérard Rando), Gallimard, 1978.
- Experimentum Mundi (traduction de l'allemand par G. Rando), Payot, 1981.
- Utopie-Marxisme selon Ernst Bloch (Homages publiés par G. Rando), Payot, 1976.

Mais, à la différence précisée de Heidegger et du courant phénoménologique-ontologique-existential qui cherchera à définir le rapport de l'être à la temporalité par la détermination des différents modes de l'être et de l'étant, Bloch, en définissant l'être comme « mode de possibilité en avant », va résolument s'orienter vers une « ontologie du non encore-être », qui essaiera de déterminer à partir du « rêve diurne » les contenus de la « conscience anticipatoire », à savoir les « images de souhait » et toutes les autres formes anticipatrices de l'imagination créatrice. Accordant, dans son ontologie, au « devoir » hégélien un statut privilégié, il définira, dans le *Principe d'espérance*, l'être en tant que « mode de possibilité en avant » en soumettant ainsi l'être et l'étant à une dynamique processuelle « latence-tendance ». Ainsi, le corollaire ontologique de l'espérance utopique de Bloch est, comme le constate entre autres H. Kimmeler, la « détermination inachevée de l'être-là de l'homme ».

Bloch propose une philosophie de l'avenir qui ne se définit pas comme une futurologie, mais plutôt, conformément à la téléologie hégélienne, comme une « science de l'expérience de la conscience », voire une « science (marxiste) des tendances », cherchant les possibilités concrètes existantes et futures de réaliser les potentialités créatrices non encore concrétisées (extériorisées).

C'est dans cette perspective que Bloch dressera, dans le *Principe d'espérance*, l'inventaire des images utopiques anticipatrices des rêves d'émancipation de l'humanité opprimée s'exprimant dans les contes de fées, les religions, dans les « romans d'Éloi » — communément désignés par le terme d'« utopies sociales » (Thomas More, Tommaso Campanella, Francis Bacon...) — ainsi que dans les réalisations grandioses de l'architecture, de la peinture et de la musique.

Inaugurant ainsi — pratiquement au même moment — que Georges Lukacs, à qui il était lié par une profonde amitié de jeunesse — le grand tournant éthique et esthétique du marxisme du vingtième siècle, Bloch, qui a été aussi très influencé par le côté visionnaire et les impulsions

révolutionnaires de la « révolution expressionniste », va encore plus loin en liant ce concept d'avenir et de créativité à l'horizon de l'existence humaine aux concepts de « jeunesse » et de « temps de changement » (Wendzeit) qui figurent dans sa pensée en tant que synonymes pour l'émergence des puissances utopiques sur le plan de la pratique historique concrète. En opposant l'« utopie concrète » à l'utopie abstraite, le « système ouvert » au système clos et restauré (de Hegel), le « courant chaud » au courant froid du marxisme, Bloch parvient finalement à élaborer, dans *Experimentum Mundi*, son dernier ouvrage (publié en traduction française en 1981), une nouvelle doctrine des catégories philosophiques où celles-ci sont définies, conformément à la pensée utopico-ontologique de la « processualité » et de la « puissance », en tant que figures processuelles, destinées à médiatiser les formes intellectuelles objectives avec les possibilités objectives réelles.

Enfin, l'aspect du renouveau éthique placé sous le signe d'un marxisme défini en tant que pratique humaniste et d'une philosophie de la religion puisant ses sources dans la Kabbale, dans le millénarisme chrétien et le messianisme juif apocalyptique et utopique, nous semble mériter la plus grande attention dans cette œuvre.

Mystique juive

Loi de considérer le phénomène religieux comme purement idéologique. Bloch, tout en s'affirmant marxiste, a constamment souligné l'importance du lien existant entre l'espérance religieuse et l'attente utopique : allant jusqu'aux limites du paradoxe, il affirmait même que « seul un athée pourrait être bon chrétien » (cf. *Athéisme dans le christianisme*, Gallimard, 1978), alors qu'il défendait en même temps les valeurs des prophéties messianiques de l'Ancien Testament et celles de la mystique juive contre ceux qui, au nom d'un marxisme vulgaire et dogmatique, voulaient exclure l'espace religieux de l'idée du progrès.

Certes, après Auschwitz et tant d'autres désastres historiques qui merquent l'époque moderne, les hommes de notre époque « postmoderne » semblent être de moins en moins disposés à saisir la sensibilité et le message philosophique des intensités utopiques blochiennes. Mais la mort du grand philosophe marxiste de l'espérance — décédé le 4 août 1977 à Tübingen, à l'âge de quatre-vingt-douze ans (2) — marque-t-elle vraiment la fin définitive de toute pensée et de toute espérance utopiques ?

ARNO MUNSTER *

* Chercheur associé au CNRS chargé de conférences au Collège international de philosophie. Auteur de *Figures de l'utopie dans la pensée d'Ernst Bloch* (Aubier, 1985).

(1) Notamment le colloque international « Réification et Utopie, Ernst Bloch et György Lukacs. Un siècle après », qui s'est tenu, au mois de mars dernier, à l'Institut Goethe de Paris, pendant quatre jours, une cinquantaine de philosophes du monde entier.

(2) Cf. l'article nécrologique de Maurice de Gandillac dans le *Monde* du 7 août 1977.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Hugo, encore !

(Suite de la page 13.)

En 1969, il reviendra sur ces emportements en même temps qu'il corrigera les *Communistes*. Il gommara les condamnations bêtement assassines de Char et de Graecq, « L'histoire a rendu l'enthousiasme amer et fait de tout espoir un masque de carnaval », écrit-il après-coup, avec des « serremments de cœur ». Prié pour les croyants !

La foi en Hugo, elle, n'oblige pas à d'humiliants parjures. Du temps des surréalistes, déjà, Aragon a su l'honneur en faisant revenir Breton et d'autres sur leur hugobodie primaire. Les pages les plus vibrantes concernent le Hugo chentre de Paris, l'éveilleur de la capitale à une vie lyrique réservée, depuis le Moyen Âge, à la province.

Il est bien vrai que le thème de la ville figure parmi les innovations de Hugo. Le centenaire est l'occasion de recenser les domaines dans lesquels le poète a exercé son intuition prophétique. Où se situe le « modernité » de Hugo, comme on dit maintenant ?

Je ne voudrais pas éliminer un anti-intellectualisme toujours facile, et qui n'a jamais eu si peu besoin d'aide ; mais sur le thème de la « modernité » s'est glissé dernièrement dans l'édition hugolienne un recueil d'études qui bat tous les records de cuistrerie. Sous le titre *Hugo dans les marges*, les présentateurs assignent à la critique le projet de suivre dans le texte « le débordement qu'il met en œuvre », d'y « relever une formidable attraction pour toutes les marges du réel ». La lecture de Hugo devrait conduire aux « espaces-limites — failles, blancs, interruptions, lignes de points, hors-texte — qui installent le marge au cœur du livre, en font le lieu de son travail et de son événement... Où ça ? Là où un sens se cherche en repoussant ses bords, en intégrant ses ruptures »...

C'est ainsi qu'on parle volontiers, en haut lieu universitaire, à propos d'un peu tout. L'événir dire si c'est ainsi qu'on pense.

L'ESSAI de Victor Bombert sur le *Roman visionnaire* n'évite pas ces modernités lexicales, mais dans les limites d'une démonstration qui les justifie, et que l'on peut suivre sans initiation jargonique. Bombert, rappelons-le, est l'auteur du *Flaubert par lui-même* du Seuil (1971), d'un *Stendhal* aux PUF (1954) et d'une étude sur la *Prison romantique* chez Corti (1976).

Après les grands hugoliens Geudon, Seebecher, Meschonnic, Annie Ubersfeld, Bombert a relu les romans en cherchant à voir comment jouent, derrière la psychologie et l'historique, les thèmes de l'imagerie et de l'idéologie hugolienne : le guillotine, le tour de Babel, le parricide, l'araignée, le bouffon, etc.

Si Lamartine a pu voir en Hugo le « Shakespeare du roman », et Dostoïevski, le « porte-parole de l'idée de régénération spirituelle », si Flaubert l'a traité d'« immense vieux », c'est que l'épopée humaine se profile sans cesse derrière les exploits de héros singuliers, que le politique atteint au mythe, l'obsession privée au symbole collectif, et l'enfer social à un espoir de rédemption sublime.

Du point de vue de la technique littéraire, le *Dernier Jour d'un condamné* invente le monologue intérieur. *Notre-Dame de Paris* est un hymne à Gutenberg, à l'imprimerie comme mère des révolutions, à la marche en avant du peuple et à la dynamique interne des textes.

Dans les *Misérables*, Hugo ouvre une réflexion que le vingtième siècle n'a pas achevée, sur le langage populaire, sur l'argot comme langue de combat. Il pose des contradictions dont l'irrésolution est au cœur du roman contemporain : entre l'individu et le collectif, le moral et le politique, les idéologies (comme celle, ambiguë, du progrès) et le mystère de la vie, du cœur humain, irréductible à aucun projet, à aucune révolution...

L'essai de Bombert est illustré de lavis bouillonnants où Hugo représente sa destinée et le merle de l'humanité sous forme de vagues en furie, de phères perçant à grand-peine des nuées d'encre... On est loin des livres de plage pour petits baigneurs. Avec Hugo, comme avec toute lecture qui se respecte, il s'agit d'abord de perdre délicieusement pied !

- * VICTOR HUGO RACONTÉ PAR ADELE HUGO, collection « Les Mémoires », Plon, 864 p., 230 F.
- * AVEZ-VOUS LU VICTOR HUGO ?, d'Aragon, Messidor/Le Temps encre, 346 p., 110 F.
- * HUGO DANS LES MARGES, textes réunis par Dallenbach et L. Jeany, éd. Zoé, Genève, 206 p.
- * VICTOR HUGO ET LE ROMAN VISIONNAIRE, de Victor Bombert, PUF, 320 p., 168 F.

Maurice Genevoix

de l'Académie française

La Loire, Agnès, et les garçons

Un roman sensible, tendre, merveilleusement jeune, un livre dont le charme ne saurait s'oublier. Car ici, comme toujours chez Maurice Genevoix la nature est présente et vivante, inséparable de nos destins.

Plon

SPECTACLES

théâtre

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), 19 h : Robert le Diable.
SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 : Le Barbier de Séville.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Feydeau, comédies en un acte.
BEAUBOURG (277-12-33) : Cinéma-Vidéo : M. Karmine, éditeur de films à Paris. Salle Garance, rep-de-chambre : programme aux banques d'accueil et en composant le 778-37-29 ; 15 h, pour le film "Le Fauconnier" ; une certaine gentillesse contrainte 1914-1970. Un film, un peintre : Max Ernst, une semaine de bonifié ou les sept éléments tapissés, de J. Desvilles ; A. Masson ou l'émigration surréaliste, de D. Toul ; Bengt Lindström, de A. Lada ; 18 h : Les contemporains, itinéraire des collections ; Support et surface.

Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34), 20 h 30 : Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée ; 22 h : Le regard observe.
ARTS-HERBERT (387-23-23), 21 h : Docteur M. Dine.
ASTELLE-THÉÂTRE (238-33-53), 20 h 30 : Adrien roi de comur.
BOUFFES-PARISIENS (266-60-24), 21 h : Tailleuse pour dames.
CLOITRE DES BILLETES (523-49-78), 20 h 30 : Le bûche couché.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : Le Canard à l'orange.
DIX-HEURES (606-07-48), 22 h : Soirées de ménage.
ÉCLUSE-THÉÂTRE (542-71-16), 20 h 30 : Explosion dans un sous-marin.
ESPACE KIRON (373-50-25), 20 h 30 : Putain on boit, l'Am Gola'to my roots (Farid Chopel).
ESPACE MARAIS (366-90-14), 18 h 30 : Trombal-Ca-Zar ; 20 h 30 : D. Jungel-fon.
ESPACE THÉÂTRE DU MOULIN (327-74-20), 20 h 30 : Laig, vous avez dit Parandello ?
ESSAÏON (278-46-72), 20 h 30 : Exposition : 21 h 45 : Annie Bette et extera.
FONTAINE (874-82-34), 20 h 30 : Triple Mixte.
GALERIE 55 (326-63-51), 21 h : Madame's Last Mother.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.
LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Mort d'un supporter.
LUCERNAIRE (544-57-34), 12 h 30 : C'est rigolo ; 18 h : Parions français n° 2 ; 20 h : Commedia dell'Arte ; Petite salle, 21 h 30 : Rue des nuits blanches ; 21 h 45 : Poésie française.
MARIGNY (256-04-11), 20 h 30 : Napoléon.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînait au lit.
MOGADOR (285-28-80), 21 h : le Journal d'Anne Frank.
OLIVIER (874-42-52), 21 h : Comment devenir une mère juive.
PALAIS-ROYAL (379-59-41), 20 h 45 : le Dindon.
PLACE DES VOSGES, Chapiteau (277-19-00), 21 h 30 : Lucrèce Borgia.
PORTE ST-MARTIN (607-37-53), 20 h 30 : Deux hommes dans une valise.
POTINIERE (261-44-16), 21 h : En canards.
RANELAGH (388-44-44), 21 h : la Seconde Surprise de l'amour.
THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babus-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉÂTRE DE L'YLE-SAINT-LOUIS (633-48-65), 20 h 30 : Astro Folies Slow.
THÉÂTRE DU TEMPS (353-10-88), 21 h : Salomé ; Vol d'oiseaux.
THÉÂTRE TRÉVIS SUR QUATRE (327-09-10), 20 h 15 : la Nuit et le Moment.
THÉÂTRE DU MARAIS (208-40-94), 21 h : les Fournillards.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-81), Grande salle 20 h : Cinq no madames.
THÉÂTRE DU QUAI DE LA GARE (585-88-58), 20 h 30 : Rêves d'enfants.
TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : Merveilleux éponantant ; 22 h 30 : Tango pile et face.
VARIÉTÉS (233-09-91), 20 h 45 : N'écoutez pas mesdames.

Les cafés-théâtres

ATHLÉTIC (624-03-83), 20 h 30 : la Libération ; 21 h 15 : le Félicien.
AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Chants d'elles ; 21 h : Crazy Cocktail.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), 12 h 15 : Areluh ; 21 h 30 : les Démones insolus ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres...
BOURVIL (373-47-84), 21 h 15 : Y'en a mar...
CAFÉ D'EDGAR (324-33-11), 12 h 15 : Tiers volé deux bouzins ; 21 h 30 : Manges d'hommes ; 22 h 30 : Ories de secours ; 22 h 15 : Ca balance pas mal ; 22 h 30 : Le charbonne châtouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
CAFÉ DE LA GARE (549-27-78), 20 h 30 : Riez, riez, profitez-en... ; 22 h : Les mélodies de Canille Bourreau.
ÉCLUSE (542-71-16), 22 h : le Water's.
PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Ne j'ai pas disparu ; 22 h 15 : Des gratte-ou dans la crème fraîche.
POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 30 : Moi je crève, mes parents raquent.
SPLENDID ST-MARTIN (208-21-93), 21 h : Nuit d'ivresse.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : la Gauche mal à droite.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-91), 21 h : Chansons françaises.
LUCERNAIRE (544-57-34), 12 h 45 : Arelki et Fontaine.
OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : l'Opérette à l'Olympia.
TOURTOUR (887-82-48), 22 h 30 : Tango pile ou face.

Les concerts

THÉÂTRE 3 sur 4, 18 h 30 : J. Ballot, F.A. Menard (littes) (Bach).
Lucernaire, 20 h : R. Cerr, S. Brodet, R. Séry (fauci, Debussy, Messager).
La Table verte, 22 h : Duo M. Peylet (clarinette), D. Caniot (piano) (Bartok, Stravinsky).

Jazz, pop, rock, folk

ARTISTIC-ATHEVAIS (355-27-10), 20 h 30 : Luc Ferrari, D. Jace.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-63-03), 21 h 30 : Jaki Caroff Divinland Jazz Band.
MEMPHIS MELODY (329-60-73), 22 h : Sunny et Sion.
MONTANA (548-93-08), 22 h : R. Urte-gor.
MUSICALLES (261-96-30), 22 h : M. Vallois, M. Pécasselli, J. Bardy, E. Dervieu.
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : Charlie Haden's.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : Alligator Jazz Band.
PETIT OPPORTUN (326-01-36), 21 h : Bob Dorough et Bill Takas.

En région parisienne

FONTENAY AUX ROSES, Travelling (661-27-47), 22 h : Fraise des bois Quartet.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
 Carte blanche à P. Vochioli ; 16 h : l'abbé Constantin, de J.P. Paulin ; 19 h : Marie des anges, de M. Berchelet ; 21 h : Fleuve de la nuit, de K. Yoshimura.
BEAUBOURG (278-35-57)
 15 h : La comédie américaine : Plus on est de fous... de G. Stevens, 17 h : Dames et comédies dramatiques, le Monde en marche, de J. Ford, 19 h : Festival de Pessaro : la Rivière Sabarna, de R. Glatka.

Les exclusivités

ADIEU BONAPARTE (France-Égypte) : Chany Palace, 5 (354-07-76).
AMATEURS (A. v.a.) : Vendôme, 2 (742-57-22) ; Lucernaire, 6 (546-57-34) ; George-V, 8 (562-41-46) ; Parisienne, 14 (320-30-19).
LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE (A. v.a.) : Forum Orient Express, 1* (234-42-26) ; Cinéma, 5 (633-79-38) ; Marignan, 9 (359-92-82) ; v.f. : Capri, 2* (508-11-69) ; Impérial, 14* (327-52-52) ; Saint-Lazare, 14* (327-52-52) ; Lucernaire, 6* (546-57-34) ; George-V, 8* (562-41-46) ; Parisienne, 14* (320-30-19).
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînait au lit.
MOGADOR (285-28-80), 21 h : le Journal d'Anne Frank.
OLIVIER (874-42-52), 21 h : Comment devenir une mère juive.
PALAIS-ROYAL (379-59-41), 20 h 45 : le Dindon.
PLACE DES VOSGES, Chapiteau (277-19-00), 21 h 30 : Lucrèce Borgia.
PORTE ST-MARTIN (607-37-53), 20 h 30 : Deux hommes dans une valise.
POTINIERE (261-44-16), 21 h : En canards.
RANELAGH (388-44-44), 21 h : la Seconde Surprise de l'amour.
THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babus-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉÂTRE DE L'YLE-SAINT-LOUIS (633-48-65), 20 h 30 : Astro Folies Slow.
THÉÂTRE DU TEMPS (353-10-88), 21 h : Salomé ; Vol d'oiseaux.
THÉÂTRE TRÉVIS SUR QUATRE (327-09-10), 20 h 15 : la Nuit et le Moment.
THÉÂTRE DU MARAIS (208-40-94), 21 h : les Fournillards.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-81), Grande salle 20 h : Cinq no madames.
THÉÂTRE DU QUAI DE LA GARE (585-88-58), 20 h 30 : Rêves d'enfants.
TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : Merveilleux éponantant ; 22 h 30 : Tango pile et face.
VARIÉTÉS (233-09-91), 20 h 45 : N'écoutez pas mesdames.

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
 Pour tous renseignements concernant
 l'ensemble des programmes ou des salles
 l'ide il h à 21 h sauf dimanches et jours fériés
 Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Jeudi 11 juillet

SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 : Stand-up.
SUNSET (261-46-60), 23 h : Quartet Jazz Fusion.
XXII^e Festival du Marais (887-74-31)
THÉÂTRE, cave poétique de l'hôtel de Beaulieu, 22 h : A. quelques élites basard os bon (V. Hugo) ; à 20 h 30 : l'intervention (V. Hugo).
JEUNE PUBLIC, hôtel de Marie, à 15 h 30 : la Page.
Centre culturel Waldoen-Brussels, 15 h : A l'ombre des géants.

En région parisienne

FONTENAY AUX ROSES, Travelling (661-27-47), 22 h : Fraise des bois Quartet.

Les films nouveaux

EMMANUELLE IV, George-V, 8 (562-41-46).
LES ENFANTS (Fr.), Saint-André-des-escaliers, 2 (742-57-22).
ESCALIER C (Fr.), Forum 1* (297-52-74) ; Paramount Odéon, 6* (325-59-83) ; Colisée, 8* (359-29-46) ; Paramount Opéra, 9* (742-56-31) ; 13-20-30 ; UGC Convention, 15* (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15* (379-33-00) ; Pathe Clichy, 18* (522-46-01) ; Gambetta, 20* (636-10-96).
LE FILC DE BEVERLY HILLS (A. v.a.) : Marignan, 9 (359-92-82) ; v.f. : Paramount Marignan, 9* (359-92-82).
LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A. v.a.) : Gaumont Haller, 1* (297-49-70) ; Bretagne, 6* (222-57-97) ; UGC Danton, 6* (225-10-30) ; Marignan, 9* (359-92-82) ; Publicis Champs-Élysées, 8* (720-76-23) ; Kinopanorama, 15* (306-50-50) ; Muret, 16* (651-99-75) ; v.f. : Grand Rex, 2* (236-83-93) ; Saint-Lazare, 14* (327-52-52) ; Lucernaire, 6* (546-57-34) ; George-V, 8* (562-41-46) ; Parisienne, 14* (320-30-19).
DAVID, THOMAS ET LES AUTRES, film français de Dominique Gréven : Ciné-Beaubourg, 3* (271-52-36) ; Rex, 2* (236-83-93) ; UGC Odéon, 6* (225-10-30) ; UGC Normandie, 8* (562-41-46) ; UGC Gare de Lyon, 12* (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13* (336-23-44) ; Paramount Odéon, 14* (325-59-83) ; UGC Convention, 15* (335-30-40) ; Pathe Clichy, 18* (522-46-01) ; Gambetta, 20* (636-10-96).
POLICE ACADEMY 2 : AU BOULOT, film américain de Jerry Paris (A. v.a.) : Forum Arc-en-Ciel, 1* (297-52-74).
GIGOLO (All. am. v.a.) : Cinéoch Saint-Germain, 6* (633-10-82).
GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (A. v.a.) : UGC Convention, 15* (335-30-40) ; UGC Normandie, 8* (562-41-46) ; UGC Gare de Lyon, 12* (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13* (336-23-44) ; Paramount Odéon, 14* (325-59-83) ; UGC Convention, 15* (335-30-40) ; Pathe Clichy, 18* (522-46-01) ; Gambetta, 20* (636-10-96).
HEAVENLY BODIES (A. v.a.) : UGC Normandie, 8* (562-41-46).
L'HISTOIRE SANS FIN (All. v.f.) : Boite à Films, 17* (622-44-21) ; Saint-Ambroise, 11* (700-89-16).
LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (A. v.a.) : Ciné Beaubourg, 3* (271-52-36) ; Rex, 2* (236-83-93) ; UGC Odéon, 6* (225-10-30) ; UGC Normandie, 8* (562-41-46) ; UGC Gare de Lyon, 12* (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13* (336-23-44) ; Paramount Odéon, 14* (325-59-83) ; UGC Convention, 15* (335-30-40) ; Pathe Clichy, 18* (522-46-01) ; Gambetta, 20* (636-10-96).
JOY AND JOAN (Fr.), George-V, 8 (562-41-46) ; France, 9 (770-33-88) ; Maxville, 9* (770-33-88) ; Montparnasse, 14* (327-52-52) ; Lucernaire, 6* (546-57-34) ; George-V, 8* (562-41-46) ; Parisienne, 14* (320-30-19).
JUSQU'À UN CERTAIN POINT (Cub. v.a.) : Denfert (h.sp.), 14* (321-41-01).
KAOS, CONTES SCLIERENS (It. v.a.) : 14-Juillet Beaugrenelle, 15* (575-79-79) ; UGC Convention, 15* (335-30-40) ; Pathe Clichy, 18* (522-46-01) ; Gambetta, 20* (636-10-96).
LA MAISON ET LE MONDE (Ind. v.a.) : Olympic Luxembourg, 6* (633-97-77).
16^e (525-27-06) ; v.f. : Richelieu, 2* (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9* (742-56-31) ; Gaumont Sud, 14* (327-52-52) ; UGC Convention, 15* (335-30-40) ; UGC Normandie, 8* (562-41-46) ; UGC Gare de Lyon, 12* (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13* (336-23-44) ; Paramount Odéon, 14* (325-59-83) ; UGC Convention, 15* (335-30-40) ; Pathe Clichy, 18* (522-46-01) ; Gambetta, 20* (636-10-96).
LA ROUTE DES INDES (A. v.a.) : Gaumont Ambassade, 8* (359-19-08) ; Parisienne, 14* (320-30-19) ; v.f. : Berlitz, 2* (742-60-33).
SANG POUR SANG (A. v.a.) : Quintette, 5* (633-79-38) ; Paramount Mercur, 8* (562-41-46) ; Rex, 2* (236-83-93) ; Parisienne, 14* (320-30-19) ; UGC Convention, 15* (335-30-40) ; UGC Normandie, 8* (562-41-46) ; UGC Gare de Lyon, 12* (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13* (336-23-44) ; Paramount Odéon, 14* (325-59-83) ; UGC Convention, 15* (335-30-40) ; Pathe Clichy, 18* (522-46-01) ; Gambetta, 20* (636-10-96).
SHOAH (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6* (633-97-77) ; Olympic, 14* (544-43-14).
LES SPÉCIALISTES (Fr.) : Publicis Matignon, 8* (359-31-97).
SPECIAL POLICE (Fr.) : Rex, 2* (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3* (271-52-36) ; UGC Convention, 15* (335-30-40) ; UGC Normandie, 8* (562-41-46) ; UGC Gare de Lyon, 12* (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13* (336-23-44) ; Paramount Odéon, 14* (325-59-83) ; UGC Convention, 15* (335-30-40) ; Pathe Clichy, 18* (522-46-01) ; Gambetta, 20* (636-10-96).
STARFIGHTER (A. v.a.) : Gaumont Marivaux, 2* (296-80-40).
STARMAN (A. v.a.) : Forum Orient Express, 1* (234-42-26) ; Paramount Odéon, 6* (325-59-83) ; Ambassade, 8* (359-19-08) ; Escorial, 13* (707-28-04) ; v.f. : Richelieu, 2* (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9* (742-56-31) ; Baillie, 11* (307-94-06) ; UGC Convention, 15* (335-30-40) ; UGC Normandie, 8* (562-41-46) ; UGC Gare de Lyon, 12* (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13* (336-23-44) ; Paramount Odéon, 14* (325-59-83) ; UGC Convention, 15* (335-30-40) ; Pathe Clichy, 18* (522-46-01) ; Gambetta, 20* (636-10-96).
STEAMING (A. v.a.) : Cinéoch, 6* (633-10-82).
STRANGER THAN PARADISE (A. v.a.) : Épée de Bois, 5* (337-57-47).
SUBWAY (Fr.) : Colisée, 8* (359-29-46) ; Muret, 16* (651-99-75).
TERMINATOR (A. v.f.) : Montparnasse, 14* (327-52-52).
THAT'S DANCING (A. v.a.) : UGC Biarritz, 8* (562-40-01).
LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE (Fr.) : Quintette, 5* (633-79-38).
UN DIMANCHE À LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6* (544-57-34).
VISAGES DE FEMMES (Ivoir. v.a.) : 14-Juillet Beaugrenelle, 15* (575-79-79) ; v.f. : Richelieu, 2* (233-56-70) ; Parisienne, 14* (320-30-19) ; Gaumont Convention, 15* (335-30-40) ; Pathe Clichy, 18* (522-46-01) ; Gambetta, 20* (636-10-96).
WITNESS (A. v.a.) : Gaumont Haller, 1* (297-49-70) ; Baillie, 11* (307-94-06) ; UGC Convention, 15* (335-30-40) ; UGC Normandie, 8* (562-41-46) ; UGC Gare de Lyon, 12* (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13* (336-23-44) ; Paramount Odéon, 14* (325-59-83) ; UGC Convention, 15* (335-30-40) ; Pathe Clichy, 18* (522-46-01) ; Gambetta, 20* (636-10-96).
MARCHE À L'OMBRE (Fr.) : Maxville, 9* (770-33-88).
MARIA'S LOVERS (A. v.a.) : Tempeliers, 3* (272-94-56) ; Calypso, 17* (380-30-11).
MAKÉ (A. v.a.) : St-Michel, 5* (326-75-17) ; Ambassade, 8* (359-19-08) ; v.f. : Impérial, 2* (742-72-52).
NADINE HOMIA AU PAYS DU BUSINESS (Fr.) : Studio 43, 9* (770-33-88).
NOSTALGIA (It. v.a.) : Bonaparte, 6* (326-12-12).
LA NUIT PORTE JARRETTES (Fr.) : v.f. : Saint-Ambroise, 11* (700-89-16) ; Denfert, 14* (321-41-01).
LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : République Cinéma, 11* (805-51-33).
PARIS, TEXAS (A. v.a.) : UGC Marbeuf, 8* (561-94-95).
PARTIR, REVENIR (A. v.a.) : UGC Marbeuf, 8* (561-94-95).
PATROUILLE DE NUIT (A. v.f.) : Gaîté Rochechouart, 9* (878-81-47).
PÉRIEN D'ENFER (Fr.) : Grand Pavois, 15* (554-46-83) ; Rialto, 19* (607-87-61).
PETER LE CHAT (Suédois. v.f.) : Tempeliers, 3* (272-94-56) ; Studio 43, 9* (770-33-88).
PHENOMENA (A. v.f.) : Gaîté Beaubourg, 2* (233-56-70).
LES POINGS FERMÉS (Fr.) : Tempeliers, 3* (272-94-56) ; Latina, 4* (278-47-80) ; Rex, 2* (236-83-93) ; UGC Convention, 15* (335-30-40) ; UGC Normandie, 8* (562-41-46) ; UGC Gare de Lyon, 12* (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13* (336-23-44) ; Paramount Odéon, 14* (325-59-83) ; UGC Convention, 15* (335-30-40) ; Pathe Clichy, 18* (522-46-01) ; Gambetta, 20* (636-10-96).
POULET AU VINAIGRE (Fr.) : UGC Marbeuf, 8* (561-94-95).
RENDEZ-VOUS (Fr.) : UGC Danton, 6* (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6* (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8* (562-40-01).
LES RIFOUX (Fr.) : Gaumont Haller, 1* (297-49-70) ; UGC Convention, 15* (335-30-40) ; UGC Normandie, 8* (562-41-46) ; UGC Gare de Lyon, 12* (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13* (336-23-44) ; Paramount Odéon, 14* (325-59-83) ; UGC Convention, 15* (335-30-40) ; Pathe Clichy, 18* (522-46-01) ; Gambetta, 20* (636-10-96).
LA ROUTE DES INDES (A. v.a.) : Gaumont Ambassade, 8* (359-19-08) ; Parisienne, 14* (320-30-19) ; v.f. : Berlitz, 2* (742-60-33).
DELIVRANCE (A. v.a.) : Saint-Michel, 5* (326-75-17).
LA DIAGONALE DU FOU (Fr. v.a.) : Studio de la Harpe, 5* (343-25-52) ; Ellysée-Lincoln, 6* (354-36-14).
DIÉU ME SAVONNE (Boat. v.a.) : Pathe, 5* (354-15-04).
LE DERNIER TANGO À PARIS (It. v.a.) : Saint-Ambroise (h.sp.), 11* (700-89-16).
DEROU OUZALA (Sov. v.a.) : Denfert, 14* (321-41-01) ; Saint-Lambert, 15* (532-91-68).
DUNE (A. v.a.) : Grand Pavois (h.sp.), 15* (554-46-83).
EASY RIDER (A. v.a.) : Tempeliers, 3* (272-94-56).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16* (288-64-44).
L'ÉTOILE DES HÉROS (A. v.a.) : UGC Convention, 15* (335-30-40) ; UGC Normandie, 8* (562-41-46) ; UGC Gare de Lyon, 12* (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13* (336-23-44) ; Paramount Odéon, 14* (325-59-83) ; UGC Convention, 15* (335-30-40) ; Pathe Clichy, 18* (522-46-01) ; Gambetta, 20* (636-10-96).
EXCALIBUR (A. v.a.) : Calypso, 17* (380-30-11).
EXTÉRIEUR NUIT (Fr.) : Chany Palace, 5* (354-07-76) ; UGC Biarritz, 8* (562-40-01) ; Espace Gaîté, 14* (327-52-52).
ET POUR QUELQUES DOLLARS DE PLUS (A. v.a.) : Ciné Beaubourg, 3* (271-52-36) ; UGC Danton, 6* (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6* (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8* (562-40-01) ; UGC Convention, 15* (335-30-40) ; UGC Normandie, 8* (562-41-46) ; UGC Gare de Lyon, 12* (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13* (336-23-44) ; Paramount Odéon, 14* (325-59-83) ; UGC Convention, 15* (335-30-40) ; Pathe Clichy, 18* (522-46-01) ; Gambetta, 20* (636-10-96).
LA FEMME ET LE PANTIN (A. v.a.) : Action Christine, 6* (329-11-30).
LA FEMME MODÈLE (A. v.a.) : Action Écluse, 5* (325-72-07).
LA FILLE DE RYAN (A. v.a.) : Ranelagh, 16* (288-64-44).
LE FILMÉUR (A. v.a.) : Forum Orient Express, 1* (234-42-26) ; Paramount Odéon, 6* (325-59-83) ; Parisienne, 14* (320-30-19) ; v.f. : Berlitz, 2* (742-60-33).
FRANKENSTEIN JUNIOR (A. v.a.) : Gaumont Haller, 1* (297-49-70) ; Quintette, 5* (633-79-38) ; George-V, 8* (562-41-46) ; PLM Saint-Jacques, 14* (589-62-02) ; Parisienne, 14* (320-30-19) ; v.f. : Richelieu, 2* (233-56-70) ; Lumière, 8* (246-48-07) ; Gaumont Sud, 14* (327-52-52) ; Montparnasse, 14* (327-52-52) ; Pathe Clichy, 18* (522-46-01).
GRANT (A. v.a.) : Cinéoch, 6* (633-10-82).
GETAWAY (A. v.a.) : Épée de Bois, 5* (337-57-47).
GUERRE ET PAIX (A. v.a.) : Reflet Média, 5* (633-25-97) ; Reflet Balzac, 8* (561-10-60).
HAIR (A. v.a.) : Boite à Films, 17* (622-44-21).



TOUT BIEN CALCULÉ.

L'équipe Olivetti Brabham BMW remporte la victoire au Grand Prix de France grâce à la performance magistrale du champion brésilien Nelson Piquet.

C'est une victoire qui prouve que l'utilisation des micro-ordinateurs Olivetti pour la préparation, l'entraînement et l'organisation d'une équipe de Formule 1 peut rapidement donner d'excellents résultats.

La Formule 1, Olivetti en effet la connaît bien. Depuis des années, Olivetti recueille et traite les données et fait un travail d'information qui s'est révélé très précieux pour les équipes, les techni-

ciens, la Presse et les téléspectateurs.

Aujourd'hui, la participation directe du leader européen de l'informatique au Championnat du Monde est le symbole même des liens qui unissent ces deux technologies de pointe: informatique et automobile. Des liens qu'Olivetti contribue à rendre chaque jour plus étroits, pour préparer la victoire.

Tout est donc bien calculé? Sur le plan technique, certainement.

Mais au-delà de la technique, ce sont la classe et la passion de ses protagonistes qui font que ce sport est grand et populaire.

Muito obrigado, Nelson.

olivetti

COMMUNICATION

L'AFFAIRE DU « MARGINAL »

La Cour européenne de justice reconnaît l'intérêt culturel de la réglementation française

La Cour européenne de justice a décidé, ce jeudi 11 juillet, que la réglementation française sur les délais vidéo n'était pas contraire au traité de Rome. C'est la première fois que l'instance de Luxembourg admet qu'un impératif culturel - en l'occurrence le soutien à la production cinématographique - peut justifier une entrave à la libre circulation des marchandises.

On continue à l'appeler l'affaire « Lang-Belmondo », même si la polémique entre le ministre de la culture et l'acteur s'est depuis longtemps calmée. Reste le fond de l'affaire qui metait gravement en cause une partie de la politique du gouvernement sur l'audiovisuel.

Le 15 janvier 1984, le film de Jean-Paul Belmondo, *Le Marginal*, sort en vidéo sans attendre le délai légal d'un an ni avoir demandé de dérogation. La Fédération nationale des cinémas français fait saisir les cassettes en référé. L'éditeur demande la mainlevée de cette mesure auprès du tribunal de grande instance de Paris, qui s'en débarrasse au profit de la Cour de Luxembourg.

Dès lors le débat se politise. Si les juges européens estiment que les dispositions de la loi sur la communication audiovisuelle gênent les importations de cassettes et contraignent au traité de Rome, c'en est fini non seulement des délais vidéo mais aussi des délais imposés pour la programmation des films sur Canal Plus ou sur les chaînes publiques de télévision. C'est toute la politique de M. Jack Lang sur la chronologie des médias qui se trouve menacée.

L'issue est incertaine car les juges de Luxembourg font profession de libéralisme. Six mois auparavant,

sur le prix du livre, la France n'a pas obtenu qu'un impératif culturel puisse entraver la libre circulation des marchandises (*Le Monde* du 12 janvier). Les éditeurs vidéo de Jean-Paul Belmondo mobilisent de leur côté. De l'autre, les professionnels du cinéma apportent leur soutien au ministre de la culture. Le gouvernement allemand vient appuyer la France à Luxembourg.

La décision du 11 juillet représente un tournant important dans la jurisprudence européenne. Non seulement la Cour a jugé égale la réglementation française, mais elle a admis explicitement que la culture n'était pas une marchandise comme une autre. Le combat que mène M. Lang depuis juin 1984 pour bâtir une Europe de la culture s'en trouve conforté.

L'enjeu est particulièrement urgent pour le cinéma, qui connaît une situation désastreuse dans la plupart des pays européens. En reconnaissant la priorité de la diffusion des films en salles et l'intérêt d'une chronologie dans l'exploitation sur les médias, la Cour de Luxembourg favorise une harmonisation des législations permettant peut-être de sauver un marché du cinéma en voie de déréglementation meurtrière.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

● **Sursis pour « Femmes d'aujourd'hui »**. - Les actionnaires de la société *Femmes d'aujourd'hui* se sont prononcés, le mercredi 10 juillet, contre la dissolution de la société, dont les difficultés financières sont dues, selon la direction, au déficit de la filiale française. La société du Hénin, qui a en effet enregistré des pertes de 28 millions de francs sur l'exercice 1984, devrait à terme être défilisée. Les négociations continuent.

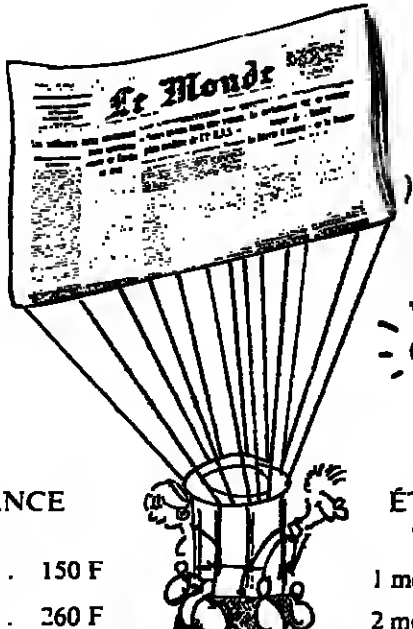
● **Le maintien d'Apostrophes**. - La direction d'Antenne 2, en accord avec M. Bernard Pivot, dément les rumeurs concernant l'arrêt prochain d'Apostrophes (*Le Monde* du 11 juillet).

L'émission est maintenue le vendredi à 21 h 30. Elle sera rediffusée le samedi matin à 9 h 45 et non plus le lundi après-midi.

(Publicité)

UNIVERSITÉ FRANCOIS-BABELAIS DE TOURS
FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES
D.E.S.S. ADMINISTRATION ET GESTION DE L'ÉNERGIE
● DIPLOME SPÉCIALISÉ DE TROISIÈME CYCLE
Formation approfondie en droit, économie et gestion de l'énergie.
● OPTIONS
- Secteur public de l'énergie
- Échanges internationaux
FORMATION PROFESSIONNELLE (Stage de 3 mois obligatoire)
● INSCRIPTION SUR EXAMEN DU DOSSIER.
Pour tous renseignements : Faculté de droit et des sciences économiques de Tours.
- 116, boulevard Béranger, 37012 TOURS CEDEX. Tél : (47) 37-72-21

ABONNEMENTS VACANCES



FRANCE		ÉTRANGER (voie normale)	
1 mois ...	150 F	1 mois ...	261 F
2 mois ...	260 F	2 mois ...	482 F
3 mois ...	354 F	3 mois ...	687 F

(Pour les tarifs d'abonnement à l'étranger par voie aérienne, veuillez nous consulter au 246-72-23, poste 2391.)

Pour recevoir régulièrement *Le Monde* à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin rempli en majuscules, au moins UNE SEMAINE avant votre départ, et adressez-le avec le règlement correspondant à :

LE MONDE ABONNEMENTS
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Je m'abonne au *MONDE* du

NOM PRÉNOM

N° Rue

Code postal Localité

Pays

Chèque mon versement : F.

M. JACQUES BAUMEL :
Bravo Pierre Desgraupes !

M. Jacques Baume, député RPR des Hauts-de-Seine et président de l'Association pour une télévision de libre expression (ATELE), a salué, mercredi 10 juillet, le projet de chaîne par satellite présenté par M. Pierre Desgraupes : « Dans la triste grisaille de l'audiovisuel d'aujourd'hui, enfin un projet d'avenir pour la télévision », a-t-il déclaré, ajoutant : « Tandis que le gouvernement empêche dans ses contradictions d'être de plus en plus la bien timide libération de la télévision promise par le président de la République, alors que l'échec financier de Canal Plus pèse lourdement sur le choix de solutions de bon sens, Pierre Desgraupes fait un pied de nez à la télévision de papa en présentant un projet intelligent et moderne de télévision culturelle européenne de haute qualité à la portée de centaines de millions de téléspectateurs par-delà les frontières et les absurdes clivages. Bravo Pierre Desgraupes ! »

AUGMENTATION DE CAPITAL DE « PARIS-CÂBLE »

La société *Paris-Câble*, qui équilibre la capitale en câble, a procédé à une nouvelle répartition de capital adoptée par le Conseil de Paris le 8 juillet. Elle s'ouvre ainsi à la Caisse des dépôts et consignations à hauteur de 10 %, 51 % restant à l'actif de la Ville de Paris, et 31 % à la Lyonnaise des eaux. Le capital sera parallèlement augmenté de huit millions de francs dans un premier temps, puis de trente millions ultérieurement.


A l'occasion de l'assemblée générale extraordinaire de *Paris-Câble*, qui a adopté ces propositions, M. Georges Sarre, conseiller de Paris (PS), a tenu à protester contre la représentation de la Ville de Paris dans la société qui ne respecte pas, selon lui, le pluralisme. Dénonçant le « monopole de la majorité municipale » sur l'organisme « qui piloterait les télévisions locales », M. Sarre estime : « Il n'y a pas de démocratie locale sans pluralisme, il n'y a pas de télévision locale respectant la liberté d'expression si *Paris-Câble* est une chasse gardée de la majorité municipale. »

Vice-président depuis 1946

M. PHILIPPE VIANNAY
A QUITTÉ
LA DIRECTION DU CFI

Après avoir été l'un des fondateurs du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes, il y a près de quarante ans, en 1946, M. Philippe Viannay, qui en était le vice-président, vient de quitter ses fonctions à la tête du CFPJ. M. Claire J. Richet abandonne également le poste de secrétaire générale qu'elle occupait depuis une trentaine d'années. Pour célébrer l'événement, ainsi que l'arrivée du nouveau directeur général, notre ancien collaborateur Daniel Junqua, une réception amicale a eu lieu, le mercredi 10 juillet, sous les voûtes de la Conciergerie.

Les milieux professionnels et syndicaux de la presse étaient représentés par quelques-uns de leurs grandes figures, notamment M. Hubert Beuve-Méry, fondateur du *Monde* et président d'honneur du CFPJ. Plus d'une centaine de quelque mille anciens élèves de l'établissement de la rue du Louvre s'étaient associés à cette cérémonie, parmi eux, M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication.



NOTRE ÉCOLE

Avec : Jean-Pierre Chevenement, P. Jardin, P. Dommergues, Edwy Plenel, J.-C. Barbarat, J.-L. Rollet, P. Vignaux, P. Raynaud, M.T. Maschino, E. Charles-Roux, A. Garber, Gilles Parraut...

Annie Solo a croqué... Barbe.

1 an : 250 F - CCP n° 17 897 07 Paris
Éditions du 10 Mai
52, rue de Bourgogne - 75007 Paris
EXEMPLAIRE GRATUIT SUR DEMANDE

Jeudi 11 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Téléfilm : *Le Ravit*. De J.-M. Coocilli et M. Failevic, avec A. Dupon, A. Greco, Y. Huguier.
Une commune du sud-ouest de la France, chaque année confrontée aux problèmes de la sécheresse et de la répartition de l'eau, décide de constituer un syndicat et de placer à sa tête un not, facile à manipuler. Au-delà de l'anecdote, le réalisateur Maurice Failevic montre les déchirements dramatiques que peuvent causer les querelles vaines et les empiétements obstinés. Une superbe fresque sur la société française.
22 h 5 D'homme à homme : Bonjour M. Duménil. Émission de P. Duménil.
Conversation extraordinaire dans un feuillet de livres avec un homme moderne, l'auteur de *Mythe et Épopée*. Georges Duménil n'est ni exclusivement un historien, ni un linguiste, ni un sociologue, mais à la frontière - et fait sans la jonction - de toutes ces disciplines. Cet homme, qui comprend une trentaine de langues, a interrogé les civilisations indo-européennes afin de leur faire avouer ce qu'elles avaient en commun. Une émission un peu difficile mais quelle récompense ensuite !
23 h 5 Journal.
23 h 20 Choses vues : Hugo, par Piccoli.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Cinéma : la Grande Chevauchée de Robin des Bois. Film italien de G. Ferroni (1970), avec G. Gemma, M. Adorf, M. Damon, S. Dioniso (rediffusion).
L'écuyer du roi d'Angleterre Richard Cœur de Lion, retenu en captivité, organise, dans la forêt de Sherwood, une armée secrète pour lutter contre l'usurpateur du trône. Malgré le trépas de la couleur, ce *Robin des Bois* à l'italienne n'a rien pour faire rêver.
22 h 20 Des chiffres et des lettres : Coupe des clubs. En direct d'Antibes.
23 h 5 Journal.
23 h 25 Bonssoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 25 Téléfilm : Gaspard de la Meije.

De B. Choquet, d'après un scénario de B. Gallet et I. Scheibli, avec R. Jendly, J.-S. Guillard. (rediff.).
A la fin du dix-neuvième siècle, un paysan pauvre parmi les pauvres, défie son destin et sa misère : chasseur de chamois depuis toujours, il utilise sa connaissance de la montagne pour guider les premiers alpinistes. La Meije est le sommet convoité de tous. Gaspard, accompagné d'un jeune aristocrate passionné de montagne, réussira à l'atteindre en août 1877, après plusieurs tentatives. Telle est la trame de cette histoire vécue et remarquablement écrite.

22 h 15 Journal.
23 h 40 Série : Histoire de l'art. Art du Levant : la coupe de la chasse.
22 h 55 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

20 h 30, 2019 après la chute de New-York, film de M. Dolman ; 22 h 10, Toute une nuit, film de C. Akerman ; 23 h 45, Harlequin, film de S. Wincer ; 1 h 5, Les pionniers du Kenya ; 1 h 55, Festival de jazz d'Antibes 1984 (Miles Davis).

FRANCE-CULTURE

19 h 30 « Tube », de Y. Givert. Avec B. Valdange, C. Alana, P. Mazzotti...
21 h 30 Vocalise : Libre-parcours voix.
22 h 30 Nuits magiques : le sommeil.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 34 Avant-concert.
21 h 30 Concert : *Symphonie n° 9 en ut majeur* de La Grande, de Schubert ; *Spring Symphony*, de Britten, par l'Orchestre symphonique de la BBC, dir. G. Rodjstvenski, sol. E. Harry, soprano, L. Fianin, contralto, R. Tava, ténor.
9 h 5 Une soirée chez Pauline Viardot : œuvres de Grieg, Saint-Saëns, Bellini, Meyerbeer...

Vendredi 12 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 15 ANTOPE 1.
11 h 45 La Une chez vous.
12 h 2 La grande labyrinth. 2.
12 h 35 De port en port.
13 h 5 Journal.
13 h 40 Choses vues : Hugo, par Piccoli.
13 h 55 Croques-vous (et à 16 h 40).
14 h 30 Rappres : France Gall au Zénith.
15 h 25 Images d'histoire.
16 h 50 La Sierra de Guara. Marche à pied dans la sierra de Guara.
17 h 5 ANTOPE 1, jeux.
17 h 40 La chance aux chansons.
18 h 5 Mini-journal pour les jeunes.
18 h 15 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
19 h 15 Jeu : Anagram.
19 h 40 Les vacances de monsieur Léon. Journal.
20 h



sur tous les lièges
et ce soir, vendredi,
nocturne jusqu'à
20 h 30
à la SAMARITAINE-RIVOLI

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 5 Dessin animé : la Panthère rose.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Coupe de soleil.
19 h 55 Dessin animé : Il était une fois l'homme.
20 h 6 Les jeux.
20 h 35 Série : *Marinell*. Transformé en algie, Jonathan Chase réussit à éviter un attentat meurtrier.
21 h 15 Quelques mots pour le dire. Rendez-vous hebdomadaire de la Sécurité routière.
21 h 20 Vendredi : Les médicinales. Les dépressions nerveuses. Magazine d'A. Campaux et L. Barrière. Une personne sur cinq souffre plus ou moins d'états dépressifs. Comment soigner cette maladie qui s'attaque aux fondements de la personnalité ? Par la psychanalyse ou la chimiothérapie ? Avec les professeurs Leroux, Attali, Wildercher et Pélissier.
22 h 15 Journal.
22 h 35 Spécial tropiques. Suite de la sélection de concerts enregistrés à l'occasion du Festival d'Angoulême 1984. Cette semaine, G. Contant, un des groupes préférés de la jeunesse martiniquaise, qui se reconstruit dans la musique, les textes et l'art de vivre de ces cinq musiciens revendiquant, haut et fort, leur identité antillaise et caribbe. Ironie, distance, une manière très personnelle de revisiter le reggae dans une musique qui marie étrangement synthétiseurs et tambours.
23 h 30 Série : Histoire de l'art. Art hellénistique : la Victoire de Samothrace.
23 h 45 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

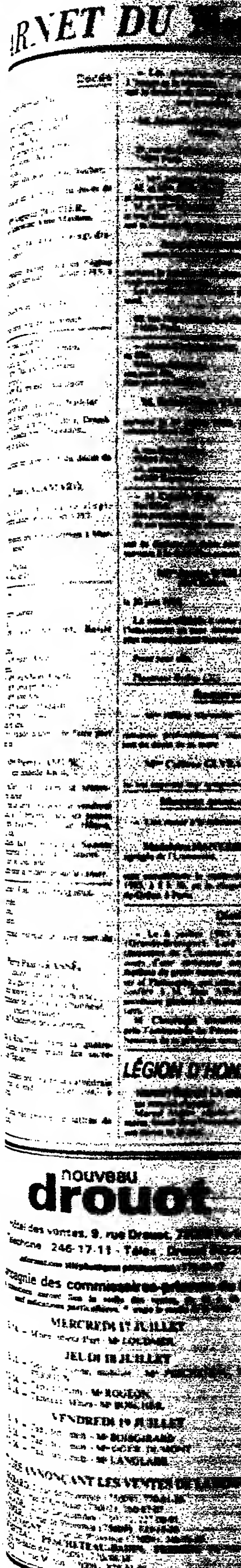
7 h, Gym à gym ; 7 h 10, Top 50 ; 7 h 45, Ellis Island ; 8 h 30, Dancin' days (et à 13 h 5) ; 9 h, l'Homme à tout faire, film de J. Rich ; 10 h 50, Massacre à Kansas City ; 12 h 25, Cabot Catlin (et à 17 h 30) ; 14 h, L'été noir, film de A. Bonnot ; 15 h 25, Héroïne et le monde de Lydie, film de P. Francis ; 17 h, Festival de jazz d'Antibes 1984 (Miles Davis) ; 18 h 40, Jeu : Les affaires sont les affaires ; 19 h 5, L'esclave Isaura ; 19 h 45, Top 50 ; 20 h 55, Attila, film de D. M. Marquand ; 22 h 15, Psychosé, phase 3, film de C. Akerman ; 1 h 10, The Bettie Midler show ; 2 h 10, Prêt à l'emploi, film de G. Lauzier ; 3 h 40, Le monde fabuleux des effets spéciaux ; 4 h 40, Dors toi des grandes, film de P. Uria.

FRANCE-CULTURE

6 h, Les nuits de France-Culture : 7 h, Le goût du jour ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : les juifs viennois, de la fin du siècle à la seconde guerre mondiale (et à 10 h 50 : le matin des mathématiciens) ; 9 h 5, Mathématiques du temps qui change : les mathématiques ; 10 h 30, Musique : miroirs (et à 17 h) ; 11 h 10, L'échappée belle : les musées ; 11 h 30, Feuilleton : le dossier ; 13 h 12 h 30, P. Francis ; 13 h 40, On commença... festivals de Bussang et de Martignes ; 14 h, Un livre des voix : « Le Beau Rivage », de Max Gallo ; 14 h 30, Sélection prix Italia : « Le cœur révélateur », d'après Edgar Poe ; 15 h 30, L'échappée belle : à la force du mollet (les grandes heures de la petite reine) ; 17 h 10, Le pays d'été, à Miramas ; 18 h, Sujet : la nuit ; 19 h 30, Les grandes avenues de la science moderne : l'homme et le climat ; 20 h, Musique, mode d'emploi : Hugues Dreyfus, Scarlatti.
20 h 30 André du Bouchet (2^e partie : écart, non déchirement).
21 h 30 Black and blue : l'histoire du piano.
22 h 30 Nuits magiques : le sommeil.

FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les nuits de France-Musique : Richard Strauss ; 7 h 10, Réveille-matin ; 7 h 30, Idée fixe ; 9 h 5, Le matin des musiciens : Richard Wagner, un mythe de l'Allemagne, « La violence et le sacré » : œuvres de Wagner ; 12 h 5, Le temps du jazz : feuilletton - Tubes du rhythm'n blues ; 12 h 30, Concert : (en direct de Montpellier) œuvres de Corelli, Vivaldi, Arne, Haendel, Mozart, par le London Baroque, dir. C. Mediam ; 14 h 4, Les après-midi de France-Musique : les grands russes et la musique, Pouchkine, Dostoevski, Blok ; œuvres de Moussorgski, Prokofiev, Tchaïkovski, Chostakovitch ; 16 h 45, Sonates, de Scarlatti, par Scott Ross ; 17 h, Récital Rostropovitch : œuvres de Glazounov, Brahms, Bernstein ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui (en direct de la Grande Parade du jazz à Nice).
20 h Concert : *Concert pour piano et orchestre n° 2 en ré mineur*, de Beethoven ; *Alti parati*, Zarathoustra, poème symphonique de R. Strauss, par l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, dir. F. Leimer, sol. C. Zacharias, piano.
22 h 25 Concert (en direct de Montpellier) : musique traditionnelle du Japon, satsuma-biwa.
9 h 5 Gabriel Fauré.



nouveau drouot

100, rue de Valenciennes, 9. rue Drouot, 75001 Paris
Téléphone 246-17-11 - Téléc. 246-17-12

Agence des commissaires-priseurs de Paris
et des départements de la région parisienne

MERCREDI 11 JUILLET
JEU 12 JUILLET
VENDREDI 13 JUILLET

25 ANNONCES LES VENTES DE

50% من الأصل

قناة العالم

CARNET DU Monde

Décès

Bourg-en-Bresse, Paris.
M. et M^{me} Eugène Fortieux, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Paul Boitier, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Daniel Boitier et leurs enfants, Les familles Mathon, Cotta, Suchet, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Angèle BOUTIER, née Citronneuse Anne Madelon, survenue dans sa quatre-vingt-dixième année.
Les obsèques auront lieu au Nécropole Notre-Dame le samedi 13 juillet 1985, à 9 heures.
Condoléances sur registres.
Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Paul CALAMARO, M. et M^{me} Lucien D. Payman, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Charles Calamaro et leurs enfants, M. et M^{me} Raymond Calamaro et leurs enfants, M^{me} veuve Jean Volcovici-Nadjar, ses enfants et petits-enfants, Les familles Calamaro, Bilo, Douek, Elachar, Aboudaram, Chavanne, Parents et allés, ont la douleur de faire part du décès de
M. Paul CALAMARO, survenu dans sa quatre-vingt-quatorzième année le 9 juillet 1985.
Les obsèques ont été célébrées à Marseille le 11 juillet.
365, rue Paradis, 13008 Marseille.

Lyon.
M. Pierre Camas, son mari, Pauline, Julie, Antoine, Basile Camas, ses enfants, M. et M^{me} Henri Ance, ses parents, M. et M^{me} Jean-Noël Ance, M. et M^{me} Georges Ance, M. et M^{me} José Ance, M. et M^{me} Robert Maggan, M. et M^{me} Marc Vial, ses frères et sœurs, ont la très grande douleur de faire part du décès de
M^{me} Pierre CAMAS, née Isabelle Ance, le 10 juillet 1985, dans sa trentième année.
Une messe sera célébrée le vendredi 12 juillet, à 10 heures, chez les petites sœurs des pauvres, 81, rue Hénot, 69004 Lyon.
Obsèques dans l'intimité à Suzette (84), vendredi 12 juillet, à 17 heures. Ni fleurs ni couronnes.
Collecte pour la recherche sur le cancer.

Cariuz, Rouffillac, Périgueux.
Sa famille, Ses amis, Ses élèves, ont la grande tristesse de faire part du décès de
Pierre Paul GRASSE, ancien combattant de la guerre 1914-1918, professeur honoraire de la Sorbonne, commandeur de la Légion d'honneur, ancien président de l'Académie des sciences, survenu à Rouffillac dans sa quatre-vingt-dixième année, après des souffrances de l'égérie.
Les obsèques ont lieu en la cathédrale Saint-Front le jeudi 11 juillet 1985, à 16 heures.
Il ne sera pas envoyé de lettres de faire-part.

Les membres de l'association L'Image et la Mémoire ont la douleur de faire part du décès de leur président,
M. Jean-Paul LE CHANOIS, cinéaste.
29, rue du Colisée, 75008 Paris.

M^{me} Jacques Plessis, M. et M^{me} Alain Plessis et leurs enfants, M. et M^{me} Massaké et leur fils, ont la douleur de faire part du décès de
Jacques PLESSIS, ancien inspecteur des finances, survenu le 2 juillet 1985, dans sa quatre-vingt-troisième année.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.
42, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris.

M^{me} Marie-Christine Tardif, sa fille, William-Edmond, son petit-fils, font part du décès de
M. Robert-Marie TARDIF, survenu le 1^{er} juillet 1985, à l'âge de soixante-deux ans.
4, rue Saint-Gilles, 75003 Paris.
14, avenue Foch, 64200 Bayonne.

M. Camille Weill, Ses filles, Ses petits-enfants, Et ses parents par alliance, ont la douleur de faire part du décès, survenu à la suite d'un cancer, de
M^{me} Jeanne WEILL, née Chabert, le 30 juin 1985.
La messe célébrée à cette occasion et l'inhumation se sont déroulées dans la plus stricte intimité familiale.
Prirez pour elle.
Pleumeur-Bodou (22).

M^{me} Hélène Ahlweiler remercie profondément tous ceux qui lors du décès de sa mère
M^{me} Calixte GLYKATSI, lui ont exprimé leur sympathie.

Messes annversaires
— Une messe à la mémoire de
Madeleine HANTZBERG, agrégée de l'Université, sera célébrée le vendredi 12 juillet 1985, à 8 h 30, en la chapelle du Val-de-Grâce, à Paris.

Distinctions
— Le 6 juillet 1985 à Reading (Grande-Bretagne), Lord Sheffield, chancelier de l'Université, a remis, au cours d'une cérémonie solennelle, le diplôme de grade honoris causa de Master of Philosophy, que cette université a conféré à M. Jean Alfred Arzodo, secrétaire général de l'Université de Poitiers.
M. Chouinard, conseiller culturel près l'ambassade de France à Londres, honoraire de sa présence cette cérémonie.

LÉGION D'HONNEUR
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE
est nommé chevalier :
Marcel Augier, adjoint de gendarmerie, blessé dans l'accomplissement de son devoir le 21 mai.

14 JUILLET LES SERVICES OUVERTS OU FERMÉS

Banques : fermées lundi 15.
Sécurité sociale : fermée vendredi 12 à 15 h 30.
Allocations familiales : fermées vendredi 12, à 12 heures.
Bibliothèque nationale : fermée dimanche 14 et lundi 15.
Archives nationales : fermées du dimanche 14 au dimanche 28 inclus (fermeture annuelle).
Musées : ouverts dimanche 14 : le musée Delacroix, le Grand Palais, les Invalides, le musée Rodin, le Musée de l'histoire de la photographie, les châteaux de Chailly, Chantilly, Compiègne, Fontainebleau, le Marais (musée Talleyrand), La Malmaison, Port-Royal, Rambouillet, Vaux-le-Vicomte.

Les Archives nationales seront fermées le samedi en août et jusqu'au 14 septembre inclus.

BREF

ENFANCE INADAPTÉE

POINT VERT. — Point vert, association à but non lucratif régie par la loi de 1901, organise des vacances cyclotouristes du 5 au 29 août pour les enfants inadaptés. Au programme, randonnées pédestres ou à vélo à travers le Morbihan, équitation, voile, judo, baignades, pêche, etc. L'encadrement prévu est de cinq personnes (un directeur, quatre animateurs) pour vingt jeunes de 12 à 16 ans.

★ Prix (tout compris) : 3250 F. Inscriptions Point vert, 81, rue de Réaumur, 75002 Paris. Tél. : (1) 236-60-88 heures de bureau.

EXPOSITIONS

LA TOUR ET L'INFINI. — Le premier étage de la tour Eiffel accueille jusqu'au 6 août une exposition, sous forme de bandes dessinées et de maquettes, de toutes les réalisations effectuées par les industriels français dans la domotique de l'espace (satellite Giotto, TDF, projet Harnas, lanceur Ariane, etc.).

★ Ouvert tous les jours de 10 heures à 23 heures. Droit d'entrée au premier étage de la tour Eiffel : adultes, 10 F ; enfants de moins de douze ans, 5 F. Entrée à l'exposition gratuite.

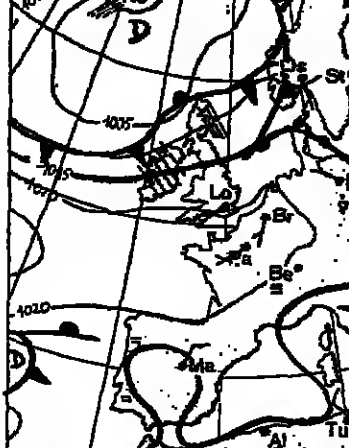
INFORMATIQUE

L'ORDINATEUR PÉDAGOGUE. — La Conselleria d'Educació du gouvernement d'Andorre a élaboré un projet d'informatique et d'enseignement pour développer l'utilisation de l'ordinateur comme outil pédagogique. En conséquence, elle demande aux entreprises intéressées de bien vouloir transmettre leurs offres en matière d'éducation.

★ Centre national d'informatique. Edifici de la Casa Plana Baixa, Andorra-la-Vella. Tél. : 22400 (avant le 30 juillet).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 11-07-85 A 0 h G.M.T.

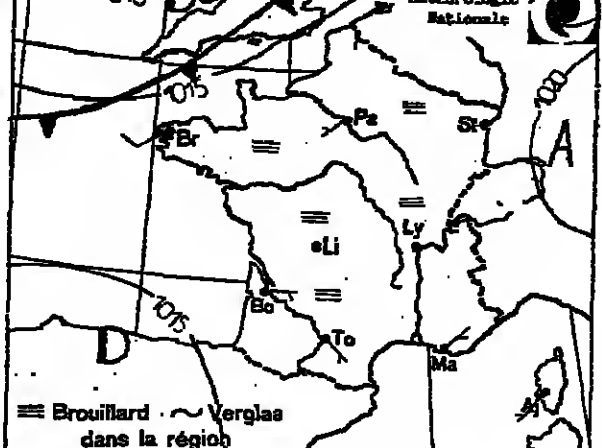


Évolution probable du temps en France entre le jeudi 11 juillet à 0 heure et le vendredi 12 juillet 1985 à minuit.

Situation générale :
Les hautes pressions se décalent vers l'est protégeront encore la France du courant perturbé qui circule sur les îles britanniques, mais une situation orageuse se développera progressivement par le Sud-Ouest.

Prévisions :
Vendredi matin, les régions allant du Cotentin à la plaine des Flandres verront un ciel souvent très nuageux, et le retour aux éclaircies ne se fera qu'au cours de l'après-midi.
Ailleurs le ciel sera en général dégage mais la matinée brumeuse. Au cours de la journée le beau temps régnera mais

PRÉVISIONS POUR LE 12-7-85 DÉBUT DE MATINÉE



deviendra lourd puis orageux sur les régions du Sud-Ouest.

Les températures seront en nette hausse par le Sud-Ouest, atteignant 23°C à 27°C sur la moitié nord et 28°C à 32°C et même localement jusqu'à 35°C, sur la moitié sud.

Le vent faible soufflera de secteur sud-ouest.
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 10 juillet; le second, le minimum dans la nuit du 10 au 11 juillet) : Ajaccio, 28 et 21 degrés; Biarritz, 23 et 14; Bordeaux, 27 et 13; Bréhat, 19 et 14; Brest, 21 et 13; Cannes, 26 et 19; Cherbourg, 19 et 13; Clermont-Ferrand, 24 et 9; Dijon, 24 et 12; Dinard, 20 et 13; Embrun, 27 et 12; Grenoble-St-M-H., 28 et 11; Grenoble-St-Geors, 28 et 12; La Rochelle, 26 et 16; Lille, 22 et 10; Limoges, 22 et 13; Lorient, 25 et 12; Lyon, 26 et 11; Marseille-Marganne, 30 et 17; Menton (non données); Nancy, 20 et 13; Nantes, 25 et 13; Nice, Côte d'Azur, 26 et 22; Nice ville, 27 et 11; Paris-Montsouris, 21 et 13; Paris-Orly, 21 et 15; Pau, 26 et 21; Perpignan, 30 et 12; Rennes, 22 et 8; Rouen, 20 et 9; Saint-Etienne, 25 et 14; Strasbourg, 23 et 15; Toulouse, 28 et 15; Tours, 25 (max).
Températures relevées à l'étranger : Alger, 33 et 17; Genève, 25 et 12; Lisbonne, 28 et 17; Londres, 22 et 13; Madrid, 34 et 17; Rome, 31 et 18; Stockholm, 25 et 11.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

EXPOSITION

VOITURES ANCIENNES A CANNES

Du 14 juillet au 11 août, au nouveau palais des festivals de Cannes, l'Association Auto-collection organise le Salon International de la voiture ancienne, avec le concours de la plupart des clubs du Midi de la France, tels que l'Avoca, la collection Car club de Cannes et l'Automobile-club de Cannes qui est l'un des plus anciens de France. Sont également présents le club Rolls-Royce, les Anciennes automobiles varoises, l'amicale Sénéchal, le Vétéran car-club ligure de Gênes, l'International club d'Antibes-Juan-les-Pins. Au programme de ce salon des rétrospectives (Gabriel Voisin, Design Italia, Peugeot, Ford) et une bourse d'échange de jouets anciens et de miniatures (le 21 juillet de 10 h à 19 h).

★ Auto-collection, 27, boulevard Albert-1^{er}, 98000 Monte-Carlo.

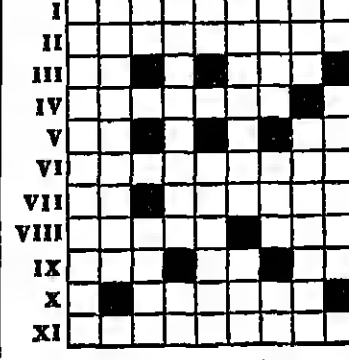
PARIS EN VISITES

SAMEDI 13 JUILLET

« Le Père-Lachaise à la carte », 10 h 30, 10, avenue du Père-Lachaise.
« Le Père-Lachaise par les timbres-poste », 14 h 45, sortie escalier mécanique, métro Père-Lachaise.
Promenade dans l'île Saint-Louis, 15 h 30, métro Pont-Marie (St. Rojan).
« Versailles : à la recherche du premier village de Versailles », 14 h 30, 7, rue des Réservoirs.
« La crypte archéologique de Notre-Dame », 15 heures, devant entrée Crypte (Paris aurefroid).
« La Cour des comptes », 10 h 30, 13, rue Cambon.
« Le château de Vaux-le-Vicomte aux chandeliers », inscriptions (1) 887-24-14 ou 274-22-22.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4007



HORIZONTALEMENT

1. Nul ne peut prétendre à dominer le Français s'il ne possède pas son accord. — 11. Admettent le vol, mais réprouvent les détournements. — 111. Article. Belle, chez les Bretons. — IV. Bourre la pipe. — V. Abréviation. Premier degré d'une

échele. — VI. La maison du décor et du rideau. — VII. Parallélisme. Se maintiennent souvent avec un piquet. — VIII. Fondateur d'une communauté de secours. Peut porter l'auréole là-haut ou l'écharpe ici-bas. — IX. Passio passée. Eclat d'un « tendre » qui fait le « dur ». Personnel. — X. Des mots d'explication. — XI. Faisaient passer une nuit blanche à l'occasion d'une nuit très noire.

VERTICALEMENT

1. D'une contrée du Proche-Orient. — 2. Passé composé. — 3. Une part de vérité. La désunion fait sa force. — 4. C'est parfois une femme qu'on a dans la peau jusqu'à la mort. Réunis dans une communauté. — 5. En Italie. Un conseil s'y tint dans l'Antiquité et un concile au Moyen Age. — 6. Se charger d'une affaire de taille. Tête de liste territoriale. — 7. Bien plus fort que Triplicite. Fille originaire de la côte. Cent un ou la moitié de cinq. — 8. Quelque chose de pressé. Tête des foudres. — 9. Préposition. Quand ce diplomate s'éclot, on transfère ses cendres.

Solution du problème n° 4006

Horizontalement

1. Niveleage. — 11. Panetiers. — 111. Agape. Rus. — IV. Reprisage. — V. Pénotes. — VI. Est. IS. — VII. Set. Ego. — VIII. Personne. — IX. Pane. Os. — X. Incidents. — XI. Edenté. EU.

Verticalement

1. Parvis. Pic. — 2. Nage. Epan. — 3. Inappétence. — 4. Vépres. Rein. — 5. Éteintes. Dt. — 6. Li. Sa. Gobée. — 7. Aération. — 8. Grugés. Note. — 9. Esses. Fessu.

GUY BROUTY.

nouveau drouot
Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris
Téléphone : 246-17-11 - Téléc : Drouot 642260
Informations téléphoniques permanentes : 770-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures sauf indications particulières, * excepté le matin de la vente

MERCREDI 17 JUILLET
S. 14. — Mbles, objets d'art. — M^{me} LOUDMER.

JEUDI 18 JUILLET
S. 11. — Obj. de vitrine, mobilier. — M^{me} PESCHETEAU, BADIN, FERRIEN.
★ S. 14. — Tapis d'Orient. — M^{me} ROGEON.
S. 16. — Tableaux, Mbles. — M^{me} BOSCHER.

VENDREDI 19 JUILLET
S. 9. — Tab., bib., mob. — M^{me} BOISGIRARD.
S. 10. — Tab., bib., mob. — M^{me} OGER, DUMONT.
★ S. 16. — Tab., bib., mob. — M^{me} LANGLADE.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 770-81-36.
BOSCHER, 3, rue d'Amboise (75002), 260-87-87.
LANGLADE, 12, rue Descombres (75017), 227-00-91.
LOUDMER, 18, rue de Provence (75009), 523-15-25.
OGER, DUMONT, 22, rue de Provence (75009), 246-96-95.
PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Gré. ge-Bachelier (75009), 770-82-38.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 878-81-06.

loterie nationale				LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER			
TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES GAGNÉES	TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES GAGNÉES	TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS
1	841 4 801 70 461	1 000 2 600 10 000	7	5 277 5 577	500 2 000		
2	2 52 542 782 982 54 082	100 300 600 800 100 10 100	8	8 48 638 718 8 228 59 198 80 498 95 348 378 088	100 300 600 800 2 100 10 100 10 100 10 300 1 000 100		
3	13 443 623 8 303 81 273	300 500 500 2 000 10 000	9	028 038 138 01 088 38 188 48 028	500 500 500 2 000 10 000 10 000 10 000		
4	94 024 144 914 5 044	300 800 800 500 2 000	0	010 300 0 950 1 980 4 140 6 940 053 480	500 500 2 000 2 000 2 000 2 000 4 000 000		
5	45	200					
6	64 018	10 000					
7	177	500					

LOTO
N° 28
Tirage du mercredi 10 juillet 1985
17 18 23 36 42 49
24
POUR LES TIRAGES DU MERCREDI 17 ET DU SAMEDI 20 JUILLET 1985
VALIDATION JUSQU'AU MARCHÉ APRES-MIDI
TRANCHE ERIK SATIE
Tirage du mercredi 10 juillet 1985

loterie nationale LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER AUX BILLETTS ENTIERS

La répartition du TACOTAC ne prévoit aucun cumul L.O. du 26/03/85!

Le numéro **454667** gagne **4 000 000,00 F**

les numéros approchant à la centaine du mille

0 5 4 6 6 7	1 5 4 6 6 7	2 5 4 6 6 7	3 5 4 6 6 7	5 5 4 6 6 7	6 5 4 6 6 7
-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------

gagnent **50 000,00 F**

LES NUMEROS APPROCHANTS AUX

Dizaines de	Mille	Centaines	Dizaines	Unités	gagnent
404667	450667	454067	454607	454660	
414667	451667	454167	454617	454661	
424667	452667	454267	454627	454662	
434667	453667	454367	454637	454663	
444667	454667	454467	454647	454664	
454667	455667	454567	454657	454665	10 000,00 F
464667	456667	454667	454667	454666	
474667	457667	454767	454677	454667	
484667	458667	454867	454687	454668	
494667	459667	454967	454697	454669	

Tous les billets se terminent par

4 6 6 7	5 000,00 F
6 6 7	1 000,00 F
6 7	200,00 F
7	100,00 F

TACOTAC TIRAGE DU MERCREDI 10 JUILLET 1985

économie

REPÈRES

Dollar : stabilisation à 8,93 F.

Sur des marchés des changes très calmes, après l'extrême agitation qui a régné mercredi 10 juillet, le dollar s'est stabilisé, jeudi 11 juillet, aux environs de 8,93 F et 2,9350 DM. La veille, il avait fléchi brutalement de 9,03 F à 8,94 F, et de 2,97 DM à moins de 2,94 DM, et ce recul avait déclenché immédiatement des ventes abondantes en provenance du monde arabe. A un moment, le dollar était revenu à 8,88 F et 2,82 DM. Maintenant, les opérateurs attendent la publication des chiffres des indicateurs économiques pour les Etats-Unis au mois de juin qui pourraient marquer une amélioration de la conjoncture. La prudence s'impose donc, mais la reprise de la baisse du dollar n'est pas exclue : les marchés financiers internationaux sont, pour l'instant, vendeurs de dollars.

Agro-alimentaire : nouvel excédent record attendu en 1985.

Selon la dernière estimation de l'Institut national de la statistique (INSEE) l'excédent de la balance commerciale agro-alimentaire dépassera en 1985 les 30 milliards de francs, contre 29,8 milliards en 1984 et 25,4 milliards en 1983. Après les résultats brillants du second semestre 1984, l'année 1985 a connu un bon départ qui devrait être confirmé par des ventes soutenues d'ici à la fin de l'année. Elles le seront notamment avec les céréales dont on prévoit que l'exportation réalisée en 1984 (32,7 milliards de francs de ventes) pourrait être renouvelée, malgré une baisse des prix attendue. Au cours du premier semestre, ces ventes ont été importantes en dehors des pays de la CEE, du fait de la relative stabilité des cours mondiaux et du niveau élevé du dollar.

Automobiles : 13,2 milliards de francs d'excédent commercial.

Selon la Chambre syndicale des constructeurs automobiles, les exportations françaises d'automobiles ont atteint 40,4 milliards de francs au cours des cinq premiers mois de 1985, en hausse de 8,8 % sur la même période de 1984. Elles ont permis de dégager un solde positif de 13,2 milliards, contre 12,6 milliards un an plus tôt, soit une progression de 4,7 %. Renault indique que ses immatriculations dans l'ensemble de l'Europe (dont la France) ont progressé de 1,9 %, alors que celles de Peugeot ont augmenté de 18,8 %, sur un marché européen en recul de 1,5 %.

Chine : forte baisse des réserves de devises.

Les réserves en devises de la Chine ont diminué de 30 % en six mois, vient de révéler un rapport de la Banque populaire de Chine, passant de 16,3 milliards de dollars en octobre 1984 à 11,3 milliards au 1^{er} mars. Selon certains milieux bancaires étrangers, à Pékin, les réserves chinoises auraient même baissé jusqu'à 7,5 milliards de dollars en juin, ce qui expliquerait les nombreuses annulations de contrats à l'étranger.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas - haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-UL	8,9280 - 8,9290	+ 175 - 190	+ 340 - 390	+ 1.000 - 1.100
DM	2,9310 - 2,9320	+ 32 - 53	+ 85 - 127	+ 235 - 333
YEN (100)	3,6693 - 3,6720	+ 119 - 128	+ 241 - 258	+ 702 - 799
DM	3,6397 - 3,6410	+ 128 - 139	+ 266 - 283	+ 757 - 863
FR (100)	2,6281 - 2,6298	+ 77 - 85	+ 165 - 178	+ 595 - 544
FR (100)	15,0880 - 15,0981	+ 155 - 206	+ 328 - 429	+ 794 - 1.064
FR (100)	3,6428 - 3,6465	+ 157 - 172	+ 323 - 344	+ 904 - 970
FR (100)	4,7403 - 4,7438	+ 141 - 119	+ 278 - 244	+ 914 - 828
FR (100)	12,3747 - 12,3778	+ 285 - 246	+ 495 - 426	+ 1.182 - 912

TAUX DES EUROMONNAIES

	7/8	7/8	7/11/16	7/11/16	7/11/16	7/11/16	7/11/16	7/11/16
SE-UL	7/8	7/8	7/11/16	7/11/16	7/11/16	7/11/16	7/11/16	7/11/16
DM	4/7/8	5/1/8	4/15/16	5/1/16	4/15/16	5/1/16	5/3/16	5/5/16
FR (100)	6/1/2	6/3/4	6/9/16	6/1/16	6/9/16	6/3/16	6/3/16	6/5/16
FR (100)	8/1/2	9/1/2	8/3/4	8/13/16	9/1/16	9/1/16	9/1/16	9/1/16
FR (100)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2
FR (100)	12/7/8	12/7/8	12/13/16	12/13/16	12/13/16	12/13/16	12/13/16	12/13/16
FR (100)	10/1/4	10/1/4	10/1/4	10/1/4	10/1/4	10/1/4	10/1/4	10/1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE GAFSA APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL NP 2224 CHARPENTE MÉTALLIQUE DU PROJET KEF EDDOUR

La Compagnie des phosphates de Gafsa se propose de lancer un appel d'offres international pour la réalisation de la charpente métallique du projet Kef Eddour, à savoir :

- Ateliers et hall d'embarquement ;
- Dépôt de gaz ;
- Magasin de pièces de rechange ;
- Carreau minier ;
- Portique ;
- Clôtures des dépôts.

Les entreprises spécialisées dans ce genre de travaux peuvent, dès la parution de cet avis, retirer le dossier d'appel d'offres auprès de notre service général, au 9, rue du Royaume d'Arabie-Saoudite, Tunis, contre le versement de la somme de 30 dinars tunisiens.

Les offres, établies sous peine de nullité, en langue française, devront être adressées en deux parties bien distinctes :

- Une enveloppe « A » dûment fermée comprenant les spécifications techniques relatives à l'offre, à savoir :
- Moyens matériels à mettre en œuvre ;
- Références du personnel d'encadrement.
- Une enveloppe « B » dûment fermée comprenant les documents suivants :
- Soumission établie conformément au modèle joint au dossier d'appel d'offres ;
- Bordereau de prix et devis estimatif.

Ces deux enveloppes seront placées dans une troisième enveloppe dûment fermée et scellée, à adresser par voie postale sous pli recommandé au nom de : M. le directeur des achats 2130 Metlaoui (Tunisie) avec la mention suivante au coin supérieur gauche :

« A.O. NP 2224 - Charpente métallique Kef Eddour, ne pas ouvrir avant le 23 août 1985, à 10 heures ».

L'ouverture des plis publics aura lieu le 23 août 1985 à 10 heures au siège de la direction des achats à Metlaoui.

Toute offre non parvenant par télé, ou après cette date ou ne respectant pas les conditions ci-dessus stipulées, sera automatiquement rejetée sans recours.

SOCIAL

Le monopole syndical en question

L'opposition n'a pas intérêt à supprimer la « préférence » accordée aux cinq grandes organisations

Les dirigeants des cinq centrales syndicales représentatives devraient arborer un nouveau badge avec un slogan simple : « Touche pas à mon monopole ». Depuis plusieurs semaines, en effet, des voix s'élèvent de nouveau dans l'opposition, dans la perspective d'une éventuelle alternance politique en 1986, pour mettre en cause ce qu'elle appelle le « monopole syndical ». M. Yann Gattaz lui-même a entonné récemment ce refrain en jugeant que « ce monopole ou ce privilège », pour les cinq centrales représentatives (CGT, CFTD, CFTC, CGC, FO) « est dépassé ». Depuis, toutefois, le président du CNPF s'est fait plus discret sur ce point. Si l'opposition, malgré les voix plus modérées qui commencent à s'exprimer en son sein, maintient ce projet, elle risque de se mettre à dos des son arrivée au pouvoir tous les syndicats qui y verront une occasion de révéler une combativité bien assoupie.

Faut-il donc en finir avec le « monopole syndical », et si oui, exactement de quoi on parle ? « Monopole » ? Le terme paraît abusif. En France, la notion de représentativité est apparue dans le décret du 16 janvier 1925 sur la constitution du Conseil économique. A la suite des accords de Matignon en 1936, le ministre du travail se vit attribuer le droit d'entreprendre une convention collective conclue par les « organisations syndicales les plus représentatives ». L'article L.133-2 du Code du travail (non modifié par la loi du 13 novembre 1982) a énuméré les critères de représentativité des organisations syndicales : effectifs suffisants, indépendance (vis-à-vis du patronat), cotisations automatiques et régulières, ancienneté, attitude patriotique pendant l'occupation.

Conformément à cette définition du code du travail, un arrêté du 31 mars 1966, sous la présidence du général de Gaulle, Georges Pompidou étant premier ministre, a désigné la CGT, la CFTD, la CFTC, la CGC et FO comme « représentatives de droit au niveau national ». Il en résulte notamment que les syndicats affiliés à une de ces organisations représentatives au niveau national n'ont pas à faire la preuve de leur représentativité pour conclure une convention ou un accord collectif d'entreprise ou pour constituer une section syndicale d'entreprise (ce qui avait été contesté, lors du débat sur la loi du 27 décembre 1968, par certains membres de la majorité). Et surtout ces syndicats affiliés bénéficient d'une « présomption irréfragable de représentativité pour les élections professionnelles ».

C'est autour de cette présomption irréfragable que se cristallise la contestation du « monopole ». Ce qui est abusif, affirme-t-on, c'est

RECTIFICATIF. - A la suite d'un erreur de transmission, nous avons rapporté dans le Monde du 10 juillet une déclaration de M. Claude Quin, président de la RATP, selon laquelle la Régie ne pourrait pas embaucher plus de vingt bénéficiaires de TUC (sur six cents actuellement) et treize cents à la fin de l'année) à la fin de leur contrat. M. Quin a en fait déclaré : « Nous souhaitons pouvoir les embaucher tous, mais nous ne pouvons, faute de moyens, représenter plus de 20 % des tucistes ».

On peut objecter alors que les critères de représentativité sont dépassés, au moins pour ce qui concerne l'attitude patriotique pendant l'occupation, difficile à opposer à un nouveau syndicat, quarante ans après la fin de la guerre. Mais une jurisprudence constante fait intervenir d'autres éléments que ceux de l'article L. 133-2 en tenant compte pour l'appréciation de la représentativité, de l'influence et de l'activité « réelle ».

La préférence accordée aux « cinq » n'empêche pas un syndicat qui aurait acquis sa représentativité dans une entreprise en apportant la preuve de son influence et de son activité d'être en lice dès le premier tour d'une élection professionnelle. Par ailleurs, si une « présomption irréfragable » permet aux « cinq » d'être présents dès le premier tour, elle ne peut les empêcher de morde tous les cinq la poussière si aucun d'entre eux ne recueille les suffrages des salariés de l'entreprise.

Ainsi, aux élections aux comités d'entreprise en 1983, les « non-syndiqués », avec 22,2 % des suffrages exprimés, ont obtenu la deuxième position derrière la CGT et devant la CFTD, progressant par rapport à 1981 dans onze régions. Quant aux « autres syndicats » (CSL exceptés), ils obtenaient 4 %, soit autant que la CFTC. Le jeu syndical dans les entreprises est donc moins fermé que ne le disent les adversaires du « monopole ».

Au niveau national, le « club des cinq » dispose d'une représentativité incontestable. Lors des dernières élections professionnelles en 1982, 13,5 millions de salariés avaient pu élire des conseillers prud'hommes, les cinq centrales représentatives, qui n'avaient nullement bénéficié d'un « monopole » avaient totalisé

ensemble 96,18 % des suffrages. Dans un pays où moins d'un salarié sur cinq est syndiqué, les syndicats ont une bonne audience. Si le nombre de syndiqués est faible, il est supérieur au nombre de Français qui sont membres de partis politiques. Remet-on pour autant ces derniers en question ? Sur un autre plan, peut-on considérer que le pouvoir syndical dans les entreprises est aussi faible qu'au 1^{er} juillet 1981, seulement 51,02 % des entreprises de 50 à 149 salariés avaient une section syndicale ?

Mettre en cause le « privilège » des centrales représentatives serait donc à beaucoup d'égards une erreur. Ni le patronat ni le ministère du travail ou les pouvoirs publics n'ont intérêt à multiplier le nombre d'interlocuteurs syndicaux. Un émiettement aboutirait à affaiblir le partenaire syndical dans une période où il a justement besoin d'être renforcé. Les syndicats ne sont pas seulement des instruments de dialogue, ce sont aussi des régulateurs de tensions. Pour jouer ce double rôle, ils ont besoin d'être forts.

La mise en cause serait d'autant plus paradoxale qu'elle provoquerait l'hostilité immédiate des syndicats réformistes dans lesquels l'opposition se flatte de compter, à la CFTC et à la CGC notamment, de nombreux sympathisants. Les plus vifs réagissent à l'idée d'être délaissés par les dirigeants de FO (M. Bergeron a pris son bâton de pèlerin pour tenter de convaincre les leaders du RPR et de l'UDF), de la CGC et de la CFTC, qui savent que de nouveaux syndicats chasseraient sur leurs terres (d'avantage que chez les non-syndiqués). Comme le souligne M. Raymond Barre, le 29 janvier dernier, à un colloque de Liaisons sociales, « aucun gouvernement n'a intérêt à prendre de loi antisyndicale. Il doit, en revanche, créer un environnement dans lequel les syndicats ont à prouver leur représentativité par la confiance de la base ».

MICHEL NOBLECOURT.

Drôle de drame. Certains syndicats ont été en ébullition toute la journée du 9 juillet. M. Calvet, pour la CGT, faisait savoir que le gouvernement préparait un projet de loi « abrogeant l'article 4 du code de la sécurité sociale sur lequel repose le fondement même des régimes complémentaires de retraite et de prévoyance ». La CGC évoquait un « scandaleux projet de spoliation qui assurerait la maintenance de l'Etat sur les caisses de retraite complémentaire » et annonçait « des manifestations punies » à l'automne... Le 27 juin, déjà, M. Bergeron s'était inquiété d'un texte « mettant en cause la bien juridique des caisses de retraites complémentaires ».

Renseignements pris, l'émotion serait née du rapport Gisserot sur la protection sociale complémentaire et du pré-projet de loi, toujours en préparation, sur l'assurance de groupe (le Monde du 29 mai). Simples et documentés d'études ? Ni l'un ni l'autre ne prévoient un développement de la retraite par capitalisation, ou l'entrée en force des compagnies d'assurance dans les régimes de retraites complémentaires. La ministre des affaires sociales a publié un démenti catégorique : « Ces informations, indique-t-elle, expriment exactement l'inverse des objectifs poursuivis en cette matière par le gouvernement ».

Tempête dans un verre d'eau ou « anguille sous roche » ? Le 11 juillet au soir, M^{me} Duflo a répondu à une lettre de M. Marchel protestant avec véhémence contre un projet qu'il « introduit... dans les éléments relatifs d'un système de capitalisation » dans le fonctionnement des régimes complémentaires. La ministre des affaires sociales a opposé de nouveau au président de la CGC le « démenti le plus formel ».

En présence son texte à la presse, M. Michel Delebarre, ministre du travail, a souligné qu'il pourrait être « adapté ou complété par la négociation collective professionnelle ou interprofessionnelle ». L'allocation de conversion sera soumise à l'impôt sur le revenu. La prise en charge par l'Etat de cette allocation pourra atteindre 50 % au maximum. Elle pourra être dégressive dans le temps et sera « modulable en fonction des difficultés de l'entreprise et de la qualité du dispositif de reclassement proposé ».

Le taux de 50 % pourra être dépassé, après accord des ministres du travail et du budget, « en cas de restructuration importante ». Pour les actions de formation, la contribution de l'Etat sera de 50 %.

D'ici à la fin de 1985, le Fonds national de l'emploi disposera de 250 millions de francs pour la mise en œuvre des congés de conversion.

LES CONGÉS DE CONVERSION

Accueil favorable de la CFTD et de FO

L'Assemblée nationale doit examiner dans la soirée du 11 juillet le projet de loi sur les congés de conversion adopté, le mercredi 10 juillet, par le conseil des ministres (le Monde du 11 juillet). M. André Bergeron, secrétaire général de FO, a souligné, le 11 juillet, que « le Parlement vote le projet de loi » plutôt que de « se retrancher dans le vide avec les conséquences dans le résultat pour les licenciés économiques ». M. Bergeron souhaite également que les négociations nationales reprennent, estimant que le récent contre-projet de FO « permettait un accord ».

La CFTD s'est également déclarée favorable au projet tandis que la CGT y reste hostile, considérant que « ces congés de conversion ne vont en fait que rendre plus faciles les licenciements ». Quant à M. Choizard, il s'est déclaré « déçu » par la distance qui sépare « le projet de loi du gouvernement » de notre projet, car le nouveau mécanisme dépend

toujours d'une décision de l'administration ».

En présentant son texte à la presse, M. Michel Delebarre, ministre du travail, a souligné qu'il pourrait être « adapté ou complété par la négociation collective professionnelle ou interprofessionnelle ».

L'allocation de conversion sera soumise à l'impôt sur le revenu. La prise en charge par l'Etat de cette allocation pourra atteindre 50 % au maximum. Elle pourra être dégressive dans le temps et sera « modulable en fonction des difficultés de l'entreprise et de la qualité du dispositif de reclassement proposé ».

Le taux de 50 % pourra être dépassé, après accord des ministres du travail et du budget, « en cas de restructuration importante ». Pour les actions de formation, la contribution de l'Etat sera de 50 %.

D'ici à la fin de 1985, le Fonds national de l'emploi disposera de 250 millions de francs pour la mise en œuvre des congés de conversion.

LES CONGÉS DE CONVERSION

Accueil favorable de la CFTD et de FO

L'Assemblée nationale doit examiner dans la soirée du 11 juillet le projet de loi sur les congés de conversion adopté, le mercredi 10 juillet, par le conseil des ministres (le Monde du 11 juillet). M. André Bergeron, secrétaire général de FO, a souligné, le 11 juillet, que « le Parlement vote le projet de loi » plutôt que de « se retrancher dans le vide avec les conséquences dans le résultat pour les licenciés économiques ». M. Bergeron souhaite également que les négociations nationales reprennent, estimant que le récent contre-projet de FO « permettait un accord ».

La CFTD s'est également déclarée favorable au projet tandis que la CGT y reste hostile, considérant que « ces congés de conversion ne vont en fait que rendre plus faciles les licenciements ». Quant à M. Choizard, il s'est déclaré « déçu » par la distance qui sépare « le projet de loi du gouvernement » de notre projet, car le nouveau mécanisme dépend

toujours d'une décision de l'administration ».

En présentant son texte à la presse, M. Michel Delebarre, ministre du travail, a souligné qu'il pourrait être « adapté ou complété par la négociation collective professionnelle ou interprofessionnelle ».

L'allocation de conversion sera soumise à l'impôt sur le revenu. La prise en charge par l'Etat de cette allocation pourra atteindre 50 % au maximum. Elle pourra être dégressive dans le temps et sera « modulable en fonction des difficultés de l'entreprise et de la qualité du dispositif de reclassement proposé ».

Le taux de 50 % pourra être dépassé, après accord des ministres du travail et du budget, « en cas de restructuration importante ». Pour les actions de formation, la contribution de l'Etat sera de 50 %.

D'ici à la fin de 1985, le Fonds national de l'emploi disposera de 250 millions de francs pour la mise en œuvre des congés de conversion.

LES CONGÉS DE CONVERSION

CEE
LE LAMBEAU
Un projet
L'Assemblée nationale doit examiner dans la soirée du 11 juillet le projet de loi sur les congés de conversion adopté, le mercredi 10 juillet, par le conseil des ministres (le Monde du 11 juillet). M. André Bergeron, secrétaire général de FO, a souligné, le 11 juillet, que « le Parlement vote le projet de loi » plutôt que de « se retrancher dans le vide avec les conséquences dans le résultat pour les licenciés économiques ». M. Bergeron souhaite également que les négociations nationales reprennent, estimant que le récent contre-projet de FO « permettait un accord ».

1975 FINANCIERS DES
Banque Internet
la Reconstruction et le
Emprunt 10,50 %
de FF 100 millions
Société Générale
Banque Paribas
Crédit Lyonnais
Banque Comptoir des
Banques Populaires
Matières Premières
Premier emprunt
de la Banque

سكنا من الأصل

50000 JEUNES

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

L'immobilier

appartements ventes

6^e arrdt
M. DUROC
STUDIO, cuis., américaine, bain, w.c., 2^e ét., calme, 18, RUE MAUREY, jeudi de 15 h à 18 h.

7^e arrdt
VAHNEAU 90 m², 4 p., cuis., bain, rdc-ch. BELIM, PIERRE-THOMAS Profession libérale possible GARE 567-22-88.

11^e arrdt
PARMENTIER, bel imm. stand., possib. prof. lib., 5 pers., 2 bns, 2 chbrs, serv., part., 1.340.000 F. REGY, 677-39-28.

15^e arrdt
VILLAGE SUISSE
SUR BD DE GRENELLE
107 m² rénové complètement grand stand., 1.480.000 F. M^{me} PINTO-GUENIN Téléphone : 783-75-35.

RUE LECOURBE
DEBIL LIV. + CHBRE, 11 ch. REFAIT NEUF, asc., 64 m², 550.000 F., 260-26-33.

VILLAGE SUISSE
SUR BD DE GRENELLE
De imm. p. de t. gd stand., 1.480.000 F. M^{me} PINTO-GUENIN Téléphone : 783-75-35.

VOUILLE imm. 78, 5^e arr., 3 chbrs, s. de bns, s. d'eau, cuis., bain, bowling, part., 886-02-87.

17^e arrdt
M. VILLIERS Belle réno- cov. studio, 2 p., kitchenette équipée, bain, dtt. neuf. Téléphone : 336-82-82.

18^e arrdt
STUDETTE, rénovée, louée 11.000 F. Rapport locatif : 11.000 F. Dominique GUERIN Téléphone : 783-75-35.

RUE CUSTINE
Dans imm. p. de t. 2/3 p. occupée par 348 48 m² : 178.000 F. 48 m² : 189.000 F. 34 m² : 99.000 F. Contrat de rachat ROSE-BRIGITTE 783-75-35.

92
Hauts-de-Seine
NEUILLY (près lycée)
APPT 5-6 p., plan sud. Tél. : 742-08-00.

94
Val-de-Marne
FACE BOIS
M^{me} CHATEAU DE VINCENNES Imm. récent, 11 ch. part., living double en marbre, 2 chbrs, ar- trée, cuis., bain, s. d'eau, 2 w.c., bain. Tél. optima : 873-57-80.

Province

DEAUVILLE « Youngville » Dans résidence grand standing, emplacement 1^{er} choix : appartement 4 p. (83 m²). Prix : 700.000 F. (15-31) 22-51-01.

LIORGES, plain centre, 90 m², 5^e ét., asc., gd séjour, 3 chbrs, soléil, 500.000 F. 18 (85) 33-38-81, apr. 12 h.

immobilier information
ANGIENS RECENTS
DU STUDIO AU 8 PIÈCES
SELECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
FNAIM de Paris-Île-de-France LA MAISON DE L'IMMOBILIER, 27 bis, avenue de Villiers, 75017 PARIS. T. : 227-44-44.

appartements achats
Recherche 1 à 2 p. PARIS, prêt. 5^e, 6^e, 7^e, 12^e, 14^e, 15^e, 16^e avec ou sans travaux.
PAIE CPT chez notaire 873-20-87 même le soir.

JEAN FEUILLE, 54, av. La Motte-Piquet, 15^e, 566-00-75. Recherche pour clients sérieux APPTS à partir de 100 m² dans 15^e et 7^e arrts.

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine, 75008 PARIS.
Pour clientèle française, étrangère et diplomatique APPTS HAUT DE GAMME et Hôtels particuliers.
Tél. : 562-16-40.

locations non meublées offres

Paris
BEAUX APPARTEMENTS
2 à 5 pièces et STUDIOS 11 ch. PARIS - 504-91-11.

Région parisienne
BANL. OUEST verdure REP. belles villas et gds appartements. Libre à la rentrée. 42-46-29.

locations non meublées demandes

Paris
Pour louer cadre supérieur et employé diplômé IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE INFORMATIONNELLE, chbrs, APPTS 2 à 8 PCEs, STUDIOS, VILLAS, PARIS et environs.
Tél. : 504-48-21.

PROPRIÉTAIRES trouver tout vos locataires + nombr. autres services sans versement aucune commission. Seuls frais d'ad- resion 150 F TTC par an. Rens. : HESTIA, 224-88-88.

Région parisienne
Cherchez 2 pièces à louer dans 5^e, 6^e, 14^e soit en particu- lier ou possibilité professe. ab- rate pour 5 pièces. 337-75-11.

locations meublées demandes

Paris
OFFICE INTERNATIONAL recherche la direction beaux appts de standing, 4 pièces et plus. Tél. : 475-11-08.

EMBASSY SERVICE
rech. appts pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE et appts de STANDING pour DIPLOMATES et MULTINATIONALES.
Tél. : 562-78-88.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux

bureaux

Locations
Votre adresse commerciale ou SIEGE SOCIAL 100 bureaux, secrét., télex CONSTITUTION STES ou création ntes entreprises. ASPAC 293-60-50 +

V/SIEGE SOCIAL
TELEX SECRETARIAT DÉMARCHES COMPTABILITATIONS (sans frais honoraires) AGECO 294-95-28 STATIONNEMENT AISÉ

Ventes
Particulier vend commerce, bar, restaurant dans petite ville de Touraine. Belle affaire tenu 25 ans, très bien situé, avec appartement de 4 pièces + salle d'eau. Convientrait à jeune couple professionnel débutant. Prix 250.000 F. Possibilité achat murs. Téléphone : (147) 24-60-29.

maisons individuelles

Maison F 5 à vendre en plein de la Périgord, 180 m² sur 2.200 m² jamais habitée. Vue imprenable. P. : 830.000. Ecrire à M^{me} BEAUFREMEZ, 7, rue Berggren, 24110 Bérgezac ou tél. : (85) 57-19-18.

pavillons

PAVILLONS
JUSQU'À 120 KM DE PARIS
SELECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
FNAIM de Paris-Île-de-France LA MAISON DE L'IMMOBILIER, 27 bis, avenue de Villiers, 75017 PARIS. T. : 227-44-44.

Maison F 3 tout confort, plan- peccé, 300 m² jardin à Brac- de-Ordre, 15 km Comper. Tél. notaire : (98) 57-92-14, M. Spertel Jean.

villas

LE PRADET (83)
Prix TOULON maison sur 2 riv. 150 m² + belic. + terrasse 32 m², dble liv., 3 chbrs, cuis., équipée, s. de bain, gar., cave. Vue sur mer, plage 300 m sur riv., 1.000 m², arboré et cli- matisé. Possib. terr. moyenn 550 m². Prix 1.050.000 F. Tél. : 885-19-64.

maisons de campagne

55 KM PARIS
SUD DE NEMOURS
CHAUMIERE cuis., équip. s. d'eau, s. de bns, w.c., chbr, préau, parc paysagé 2.000 m², berge sur rivière non inondable. P. : 735.000, à débiter. BRICOLAGE SUD 45800 DORVILLE. T. : (16-38) 9270-73, m. dim.

propriétés

NORO GREUSE
Sur 25 ha paysans
MAISON DE MAITRE
DE CARACTÈRE et dépendances, laines de hâ- tres, d'arcs - ferme, stabu- lation, - moulin, châte d'eau, maison de régisseurs louées. Prix : 2.100.000 F. Tél. : (54) 30-30-60, 19 h à 21 h.

Demeure fin 17^e siècle restaurée. A. sur 1 h 30 Paris 1,2 ha, 4.000 m² de vignes cha- pées, 8 m² en ch. cuis., w.c., gén. Tél. : (85) 42-12-79.

BRETAGNE SUD

3 km mer, près Quimper, ma- son fin 19^e s., en pierres en- tierement restaurée par architecte 230 m² habitables + studio in- dépend. 35 m² de jardin bleu an- nagé très clair, très ensoleillé. Beau volume, l'air pur soigné. 2 s. de b., living 100 m². Tél. vendredi matin : 329-46-49 ou laissez message sur répondeur.

SOLOMÈ
A vendre petits TERRITOIRES avec bons étangs de chasse. Ecr. a/m 203728 à HAVAS, S.P. 1515, 45005 Orléans Cedex.

châteaux
Vds DRAGUIGNAN, château + 3 ha., piscine, eau, tél. s.d.p., 6.000.000 F. Téléphone : (84) 68-50-87.

terrains

17 km de la plage de Saint-Raphaël (83)
b. terrain de 1 064 m² sur cor- lina, exposé sud, boisé, vieilli- éss, belle vue dégagée, permis construire, 250 000 F TTC. Tél. : (18) 1-250-03-87 heures rapés, jusqu'au 13 juillet 1985.

viagers

F. CRUZ - 266-19-00
8, RUE LA BOÉTIE-8^e
Conseil 47 ans d'expérience. P. raires indéfectibles garanties. Etude gratuite discrète.

Libre 25 km nord, villa 5 p. princ., harmonie volume, parc 1.500 m². Site rare. 500.000 + 8.750/m (3) 980-13-82.

Libre Contiens-Site-Hommes (78), beau pav. récent 11 ch. w.c., gar., jant. 700 m², 120.000 + 4.800 F/mois. Viagers F. Cruz, 266-19-00.

SOCIAL

Selon un premier bilan du CNPF

50 000 JEUNES BÉNÉFICIAIRES D'UNE FORMATION EN ALTERNANCE

« Le premier bilan de la formation en alternance est satisfaisant puisque 50 000 jeunes en bénéficient d'ici à la fin juillet », a affirmé le 10 juillet, devant la presse, M. Yvon Chotard, vice-président du CNPF. A la fin du mois de juin, 32 876 contrats ou stages de formation alternée pour les jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans avaient été signés. Ce sont les stages d'initiation à la vie professionnelle (trois mois dans une même entreprise pour des jeunes sans formation) qui ont le plus séduit les chefs d'entreprise : fin juin, 21 699 stages étaient signés par les entreprises contre 10 212 contrats d'adaptation (d'une durée d'au moins un an) et 965 contrats de qualification.

Par région, l'Île-de-France vient en tête avec 4 790 jeunes concernés, puis le Nord-Pas-de-Calais (2 963), Rhône-Alpes (2 883), l'Aquitaine (2 663), la Lorraine (2 544). Les secteurs en difficulté tels que le bâtiment hésitent à faire appel à des stagiaires. La formation en alternance marche mieux dans les PME et dans les services.

Le CNPF a multiplié les campagnes d'information tant du côté des entreprises qu'à l'intention des jeunes. 250 000 guides pratiques ont été distribués. A Valenciennes et à Rouen, des préretraités ont été mobilisés pour faire des démarches auprès des entreprises. En région parisienne, 400 000 établissements ont été contactés. A Marseille, un numéro de téléphone « vert » (gratuit) fonctionne.

M. Chotard a évoqué les problèmes rencontrés par le CNPF lors de cette mise en place : l'administration a des difficultés à s'adapter à cette réforme complexe, et les organismes de formation doivent proposer des stages correspondant aux besoins des entreprises.

Après avoir souligné le rôle de l'entreprise dans la formation des jeunes (111 000 personnes ont été accueillies en apprentissage et 70 000 en contrats emploi-formation entre le 1^{er} juillet 1984 et le 31 mai 1985), M. Chotard a déclaré que fin octobre la formation en alternance concernerait 100 000 jeunes et que l'objectif des 300 000 jeunes au 1^{er} avril 1986 serait atteint.

M. Chotard.

CEE

LE « LIVRE VERT » SUR LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

Un projet qui demande à mûrir

De notre correspondant

Luxembourg Communautés européennes). — La commission de Bruxelles a arrêté le 10 juillet, en marge de la session de l'Assemblée européenne, ses orientations sur la réforme de la politique agricole commune (PAC). En présentant mercredi après-midi le « livre vert », M. Frans Andriessen, le commissaire chargé de l'agriculture, a pris un soin infini à expliquer qu'il ne s'agissait que d'« options » destinées à alimenter, d'ici à la fin de l'année, les discussions avec les gouvernements des Dix et les organisations professionnelles de la CEE. Au terme de ces consultations, Bruxelles a l'intention de formuler des propositions précises avec l'idée de les mettre en œuvre dès la campagne 1986-1987.

Les préoccupations prises par M. Andriessen illustrent le débat difficile qui a lieu en sein du colla-ge-bruxellois au cours de ces dernières semaines et qui doit se poursuivre peut-être dans les jours qui viennent (la mise au point définitive du texte n'est prévue que pour le 15 juillet). L'exemple des céréales en signifiant des vives oppositions qui sont apparues, notamment entre M. Delors, président de la commission, et le responsable des affaires agricoles.

Désaccords

Dans la version qui date d'une semaine, il était dit : « Rien ne s'oppose à ce qu'un régime de quotas s'applique pour les céréales ». Le texte remis à Luxembourg défend la voie opposée : « L'agriculture européenne n'a pas intérêt à long terme, si elle veut exploiter son potentiel de production, à étendre l'empire des quotas ». « On court le risque, ajoute-t-il, d'une résistance des consommateurs, et du développement des produits de substitution. »

Ces désaccords latents expliquent sans doute certaines omissions. Constatant les contraintes budgétaires de la CEE et l'existence de productions excédentaires, le « livre

vert » affirme la nécessité d'appliquer au cours des prochaines années « une politique des prix restrictive ». Conscient qu'une catégorie d'exploitations ne pourra survivre avec un système de garanties moins favorable que celui qui est offert aujourd'hui, la commission envisage des aides directes au revenu pour les agriculteurs qui ne pourront supporter une compétition fondée sur le respect des cours mondiaux. Bruxelles se limite toutefois à indiquer qu'« un élément essentiel de tout système d'aide au revenu résiderait dans une participation financière de la Communauté ». Autrement dit, la contribution du budget européen ne serait pas entière. Dans ces conditions, on ne voit pas d'autre solution que de faire appel aux trésors nationaux.

Coreponsabilité

S'agissant du financement des exportations, la commission est plus explicite. Elle opte notamment pour la participation des producteurs : « Il est évident que les exportations doivent se faire dans des conditions concurrentielles et se pose alors la question de la coreponsabilité financière des producteurs ». Bruxelles est presque aussi clair en ce qui concerne l'utilisation à des fins industrielles et énergétiques de produits agricoles. A l'évidence, la commission a les plus grands doutes quant à la possibilité d'élargir les débouchés actuels : « L'analyse montre qu'il existe un accroissement potentiel de la demande, mais que sa portée reste limitée, de même qu'elle pose d'importantes questions en matière de financement. »

Interrogé sur le contentieux agricole avec les Etats-Unis, M. Andriessen s'est montré évasif en rappelant que la Communauté avait déjà largement pris en compte les préoccupations américaines et qu'une « réflexion approfondie » était nécessaire avant d'envisager de nouvelles initiatives.

MARCEL SCOTTO.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'emprunt étant entièrement souscrit, le présent avis est publié à titre d'information

Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement



Emprunt 10,90% juillet 1985 de FF 1000 000 000

Banque Paribas

Société Générale

Caisse des Dépôts et Consignations

Banque Indosuez

Banque Nationale de Paris

Caisse Nationale de Crédit Agricole

Crédit Commercial de France

Crédit Lyonnais

MM. Lazard Frères et Cie

Banque Worms

Caisse Centrale des Banques Populaires

Crédit Industriel et Commercial de Paris

Crédit du Nord

Citibank S.A.

Midland Bank S.A.

Morgan et Cie S.A.

Premier emprunt de la Banque Mondiale en France

B.A.L.O. du 8 juillet 1985

Voir C.O.B. n° 85-218 du 2 juillet 1985

emplois internationaux
(en départements d'Outre-Mer)

RECTORAT ANTILLES-GUYANE (Fort-de-France)
recherche

UN CHARGÉ D'ÉTUDES ET D'ANALYSE DE GESTION

PROFIL SOUHAITÉ :
Niveau grandes écoles (HEC, ESSEC, Centrale), ou diplôme 3^e cycle, Sc. éco. ou de gestion.

EXPERIENCE SOUHAITÉE :
Un an au moins. Techniques d'analyse de gestion, capacité animation de réunions.

Envoyer candidature Ministère de l'Éducation nationale, DOAG, 142, rue du Bac, 75007 PARIS.

emplois régionaux

MATTEI
LOCATION DE VÉHICULES
rech. pour son siège social de MARSEILLE

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET SOCIAL

10 ans d'expérience dans commerce commercial et social. Ecrire lettre manuscrite avec photo à MATTEI, directeur du personnel 121, av. du Prado. S.P. 25 13266 Marseille Cedex 8.

enseignement
ÉTUDES L'ANGLAIS A OUBUN (IRLANDE)
Pour les étudiants de Cambridge. Les cours commencent le 3 septembre 1985. Les élèves sont logés dans d'accueillantes familles et en pension complète pendant qu'ils suivent l'enseignement de manière intensive. Pour information, écrire à : Mrs O'Brien, English Language Academy, Rockton, Bryn Road, Foxrock, Dublin 18 (Irlande). Tél. : 01-898340.

propositions diverses

DEMANDEURS D'EMPLOI si vous souhaitez évaluer vos aptitudes à persuader, innover, vous adapter et débiter, venez tester avec nous un nouveau jeu d'entreprise télévisé. Expérience gratuite mais non rémunérée. Téléphonez le lendemain de parution au : 290-61-97 ou 54-12, de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h 30.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée. FRANCE CARRIÈRES 161, S.P. 402-05 PARIS.

travail à domicile
J'offrais dactylo, rédaction, correct., relecture, doc. à domicile. Tél. : 258-49-17.

automobiles

de 5 à 7 CV.
PEUGEOT 206 diesel année 80. 80.000 km. 20.000 F. Téléphone : 886-28-68.

A vendre VW Jetta 6, Diesel, 5 CV, boîte 1 (1983), 38.500 km. Pts. 35.000 F. Crédit pose. Tél. : 060-38-47.

plus de 18 CV.
Vds JAGUAR 4.2 i Sovereign, modèle 88, radio Pioneer Alarma, Roues cloutées, état impeccable, 17.000 km. sous garantie usine. Prix intéressant. Tél. : (54) 78-82-12.

ventes

V/SIEGE SOCIAL
TELEX SECRETARIAT DÉMARCHES COMPTABILITATIONS (sans frais honoraires) AGECO 294-95-28 STATIONNEMENT AISÉ

AFFAIRES

L'EFFORT DE REDRESSEMENT DE RENAULT

Dépouillement...

Juliat est la saison où fleurissent les rapports d'activité. Chaque société s'efforce d'impressionner dans la présentation et le graphique. Au milieu de ce déluge de documents, on trouve, en plus d'un faire-part de décès, le rapport de Renault. Eût-il la couverture gris métallisé ou turquoise des années précédentes. Disparus les photos et les graphiques en couleur. Aucune illustration. Du noir et du gris pour les quelques courbes indispensables. La chasse aux économies est passée par là. Et puis, en cette période, les exemples de redressement ne manquent pas, de Fiat à Chrysler. M. Georges Besse n'aurait pas précisément suivi, dans le dépouillement, l'exemple de M. Lee Iacocca, à l'époque des années noires de Chrysler. Comble d'ironie, pour la première fois, le document publié par la Régie porte le titre de « Rapport de gestion », au lieu du traditionnel « Comptes rendus d'activité ». De là à penser que, auparavant, la gestion... non, l'appellation, n'est qu'une mise en conformité aux normes internationales.

Aucun PDG - ni l'ancien, M. Hamon, démissionné en janvier dernier, ni le nouveau, M. Besse - n'a préfacé, comme c'est l'usage, le rapport. Seul le paragraphe final des « Perspectives » porte la marque du président : « Dans le contexte économique actuel et compte tenu, notamment, de l'aggravation des frais financiers, il est peu vraisemblable que la situation financière puisse s'améliorer d'une façon significative en 1985. Les mesures - en cours - de réduction des coûts, ne feront connaître leurs effets au niveau des résultats qu'à partir de 1986. »

CLAIRE BLANDIN.

Le groupe Lafarge-Coppée se rapproche de son associé américain National Gypsum

Lafarge-Coppée (premier cimentier français avec 40% du marché, premier canadien, deuxième aux Etats-Unis et troisième dans le monde) a acquis, par l'intermédiaire de sa filiale Lafarge Corporation, six stations de distribution de ciment appartenant à National Gypsum et en exploitant huit autres dans une association à 50-50 avec Huron Cement, filiale de National Gypsum.

Ces unités sont situées autour des grands lacs, alors que les moyens de production de Ciment Portland, filiale aux Etats-Unis de Lafarge-Coppée, sont surtout installés dans les Etats du Sud. En contrepartie, Lafarge Corporation va émettre au profit de National Gypsum des actions d'un montant de 20 millions de dollars.

Dans le même temps, National Gypsum apportera à Lafarge-Coppée les actions qu'il détient dans Lafarge Corporation, ainsi que

sa participation (depuis 1964) de 40% dans la Compagnie du plâtre en France. Ces apports seront rémunérés par une émission de 910000 actions, qui correspondront à une participation de 10% de National Gypsum dans le groupe Lafarge-Coppée.

Cette opération répond à deux objectifs : une meilleure structure de l'actionariat du groupe, détenu à 40% par des investisseurs institutionnels et par environ 60000 petits porteurs dont aucun ne dépassait 5% ; un renforcement en France, par un contrôle total de sa filiale plâtrière de ce secteur, qui reste rentable malgré la baisse d'activité du bâtiment. Lafarge, en effet, a augmenté en 1984 sa part dans le marché du plâtre, lui-même en baisse de 1%.

Le groupe Lafarge-Coppée emploie dans le monde 22400 personnes, réalise un chiffre d'affaires

Matra cède ses activités machines-outils à une entreprise bulgare

Les ambitions de Matra dans la branche productrice étaient à la hauteur de celles du gouvernement, lorsqu'il lança le programme productif dans cette même branche en 1983. Mais l'argent a fait défaut. Les sociétés créées par Matra n'ont pas « décollé », et les pertes se sont accumulées. Aussi, en vertu de la politique de « recentrage » tracée par M. Lagardère, son PDG (le Monde du 29 juin), la branche automatisation du groupe va se séparer de trois de ses cinq sociétés. Robotronics (1,4 million de francs de chiffre d'affaires et 10,6 millions de pertes en 1984) rejoindra la société américaine Allen Bradley (dans le groupe Rockwell), intéressée par ses systèmes de vision.

M. Veil, PDG de Manurhin, a annoncé, le 10 juillet, en comité d'entreprise, un deuxième désengagement. Un protocole d'accord, soumis à l'approbation des pouvoirs publics, a été signé avec la société d'Allemagne de l'Ouest Weho, filiale de Machino Export, organisme d'Etat bulgare dans la machine-outil, la création d'une société, Manucentre Automatique, qui reprendra l'activité de Matra Manurhin Automatique. Celle-ci, créée en 1984, avait repris en location-gérance le fonds de commerce machines-outils et commandes numériques de Manurhin filiale de Matra. Elle emploie deux cent cinquante personnes à Mulhouse, a réalisé 184 millions de francs de chiffre d'affaires et 110 millions de pertes en 1984. La société Manucentre Automatique sera détenue à 49% par Weho et à 51% par Manurhin, permettant le maintien de deux cent vingt-cinq emplois à Mulhouse.

Enfin, les robots d'assemblage de Sormel (cent trente-cinq personnes, 23 millions de chiffre d'affaires et 20 millions de pertes) ne peuvent logiquement trouver un partenaire qu'avec le suédois Asea, spécialiste

de ce secteur. Mais Matra entend rester majoritaire dans la filiale commune.

Matra Automatique se repliera alors sur deux sociétés. D'une part, Datavision (conception et fabrication assistées par ordinateur), qui, avec cent soixante-dix personnes, 140 millions de francs de chiffre d'affaires et 7 millions de francs de bénéfices, connaît, depuis quelques années, une expansion de 40% par an. D'autre part, Matra GCA (équipements pour la fabrication des circuits intégrés), dont Matra détient 49,9% aux côtés de l'américain GCA. Cette filiale, qui a atteint l'équilibre en 1984, connaît une étonnante progression de son chiffre d'affaires : 75 millions en 1983, 230 millions en 1984 et 400 millions prévus en 1985. La branche automatisation ainsi réajustée devrait alléger les sources de pertes de Matra, tout comme ses besoins en investissements.

C.B.

ÉNERGIE

Pétrole : le Mexique donne le signal de la baisse

(Suite de la première page.)

La baisse annoncée le mercredi 10 juillet au soir par la Compagnie nationale mexicaine Pemex (de 1,24 dollar par baril en moyenne pour le brut léger, et de 0,77 dollar par baril pour les qualités lourdes) devrait permettre au pays de regarder quelque peu ses clients, notamment aux Etats-Unis (qui absorbent plus de la moitié de ses ventes). Bien que relativement modérée, elle devrait accroître les pressions du marché sur les producteurs membres de l'OPEP, notamment le Venezuela, concurrent direct de Mexico.

Le brut léger mexicain sera désormais vendu, selon les destinations, de 26,25 à 26,75 dollars par baril, contre 28 dollars pour les qualités comparables de l'OPEP. Le prix du pétrole lourd Maya variera, lui, de 22,50 à 23,50 dollars par baril, contre 25,50 dollars pour les bruts vénézuéliens, et 26,50 dollars pour les bruts lourds de l'Arabie saoudite.

VÉRONIQUE MAURUS.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Sicav Informations				Banque Populaire			
1810 guichets à votre service							
Situation au 28.6.1985				Répartition de l'actif (en %)			
	Actif net (en millions de francs)	Valeur liquidative de l'action (en francs)	Dernier dividende mis en paiement (en francs)	Valeurs françaises	Valeurs étrangères	Autres emplois	Liquidités
Sicav actions							
Valeurs françaises :							
FRUCTIFRANCE	1.721,65	484,52	25,49 (1985)	90,99	3,36	0,32	5,33
A.A.A. Actions agro-alimentaires	151,96	502,74	—	7,22	—	—	92,78
Valeurs internationales :							
PLANINTER	313,79	689,41	26,19 (1985)	47,10	45,96	—	6,94
Valeurs diversifiées :							
VALOREM	305,67	381,73	11,07 (1985)	54,43	42,77	—	2,80
FRUCTIVALOR	400,14	378,86	16,16 (1985)	50,58	39,98	—	9,44
Sicav obligations							
Obligations françaises et étrangères :							
FRUCTIDOR	244,57	224,83	15,38 (1985)	81,53	9,99	—	8,48
Obligations françaises :							
SICASDEN (Casden BP)	101,99	672,61	56,47 (1983-84)	85,27	—	—	14,73
Obligations françaises de première catégorie :							
FRUCTI-PREMIERE	588,32	11.616,57	—	92,73	—	5,38	1,89
Sicav court terme							
FRUCTIVAR	3.175,79	60.001,34	422,39 (1985)	77,83	—	21,05	1,32
FRUCTI-ASSOCIATIONS	1.405,85	1.158,06	—	70,81	—	20,62	8,67
VALORG (Casden BP)	990,92	1.293,36	2,93 (1985)	62,94	—	26,59	10,47
PARNASSE VALOR	119,68	1.015,35	—	96,82	—	—	3,48

CONJONCTURE

SELON L'INSEE

La situation des entreprises s'améliore

Mais la concurrence étrangère est durement ressentie, notamment dans le secteur automobile

«Après avoir baissé en début d'année, la demande globale et la demande étrangère ont augmenté au printemps», note l'INSEE au vu des résultats de son enquête trimestrielle dans l'industrie. Selon les chefs d'entreprise, cette tendance devrait se poursuivre au troisième trimestre.

L'enquête fait apparaître les cinq points suivants :

- Les capacités de production disponible semblent se réduire, ce qui s'explique par la reprise d'activité qui a suivi la vague de froid ;
- Les prix à la production ont augmenté de 0,4% par mois entre mars et juin contre 0,7% en janvier-février. D'ici à octobre, la hausse serait de 0,5% par mois à cause surtout de l'automobile ;
- La baisse des effectifs dans l'industrie s'est provisoirement ralentie, mais elle devrait - selon les réponses faites à l'INSEE - reprendre au rythme antérieur ;
- Les salaires continuent d'augmenter très lentement : + 0,5% entre mars et juin ;
- Les entreprises qui éprouvent des difficultés de trésorerie sont de moins en moins nombreuses (36% en juin).

La concurrence étrangère s'est faite plus dure au premier semestre sur les marchés étrangers pour les entreprises françaises, mais ne s'est pas aggravée sur le marché intérieur. Telles sont les principales conclusions d'une autre enquête menée en mai par l'INSEE auprès des chefs d'entreprise sur le thème « concurrence étrangère et exportations ».

• Sur le marché intérieur, le statu quo enregistré dissimule des évolutions différentes. Pour l'automobile, notamment, la concurrence est très durement ressentie : la compétitivité des prix de revient et le niveau des marges bénéficiaires sont jugés très satisfaisants. Les délais de livraison sont presque égaux à ceux des concurrents étrangers. Le volume des commandes continue à progresser et les industriels indiquent que les exportations progressent plus vite que les ventes sur le marché intérieur.

• Sur les marchés extérieurs, le niveau des marges bénéficiaires croît légèrement, malgré la concurrence qui s'intensifie. Les délais de livraison sont presque égaux à ceux des concurrents étrangers. Le volume des commandes continue à progresser et les industriels indiquent que les exportations progressent plus vite que les ventes sur le marché intérieur.



GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

SITUATION DES SICAV AU 28 JUIN 1985

	C.I.P.	A.G.F.I.M.O.	A.G.F. 5000 60% minimum en actions françaises (1)	A.G.F. INTERFONDS	PHENIX PLACEMENT
Nombre d'actions	1 256 053 (Nominale de 100 F)	3 255 669 (Nominale de 100 F)	1 439 981 (Nominale de 100 F)	1 239 010 (Nominale de 200 F)	1 067 063 (Nominale de 200 F)
Actif net par action	787,23	440,09	294,25	347,27	238,68
Actif net total	988 817 232	1 432 778 182	423 717 402	430 268 138	254 648 551
Répartition de l'actif (en pourcentage) :					
- Disponible	5,22	3,07	3,61	5,68	7,05
- Obligations françaises	29,95	27,63	27,03	55,20	89,29
- Obligations étrangères	2,43	1,35	—	35,43	3,66
- Actions françaises	23,59	52,69	62,42	3,68	—
- Actions étrangères	38,81	15,06	6,94	0,01	—
Rapport :					
- Dividende par action :	44,21 + 4,10	28,30 + 1,29	15,59 + 1,78	27,48 + 1,43	27,03 + 1,46
- Montant net et avoir fiscal	29 avril 1985	29 avril 1985	29 avril 1985	29 avril 1985	29 avril 1985
- Date de paiement					

Souscriptions : Service des transferts, 33, rue La Fayette, 75060 PARIS Cedex 02, et Banque générale du Phénix, 31, rue La Fayette, 75009 PARIS

(1) Loi du 13 juillet 1978.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS			
100 francs			
1000 francs			
10000 francs			
100000 francs			
1000000 francs			
10000000 francs			
100000000 francs			
1000000000 francs			
10000000000 francs			
100000000000 francs			
1000000000000 francs			
10000000000000 francs			
100000000000000 francs			
1000000000000000 francs			
10000000000000000 francs			
100000000000000000 francs			
1000000000000000000 francs			
10000000000000000000 francs			
100000000000000000000 francs			
1000000000000000000000 francs			
10000000000000000000000 francs			
100000000000000000000000 francs			
1000000000000000000000000 francs			
10000000000000000000000000 francs			
100000000000000000000000000 francs			
1000000000000000000000000000 francs			
10000000000000000000000000000 francs			
100000000000000000000000000000 francs			
1000000000000000000000000000000 francs			
10000000000000000000000000000000 francs			
100000000000000000000000000000000 francs			
1000000000000000000000000000000000 francs			
10000000000000000000000000000000000 francs			
100000000000000000000000000000000000 francs			
1000000000000000000000000000000000000 francs			
10000000000000000000000000000000000000 francs			
100000000000000000000000000000000000000 francs			
1000000000000000000000000000000000000000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
1000 francs			
1000 francs			
1000 francs			
1000 francs			
1000 francs			
1000 francs			
1000 francs			
1000 francs			
1000 francs			
1000 francs			
1000 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
100 francs			
1000 francs			
1000			

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

2. MENTALITÉS : « Robert le Diable et la Lorraine », par Armand Rapoport ; « Vive Jean-François », par Nicolas Rinaldi.
- LU : Muri de Marie-Madeleine Davy.

ÉTRANGER

3. AFRIQUE
- GUINÉE : la sort des auteurs du putsch manqué.
4. AMÉRIQUES
- BOLIVIE : l'ajournement des élections du 14 juillet.
5. EUROPE
- TURQUIE : la visite du chancelier Kohl.
6. ASIE
7. PROCHE-ORIENT
8. DIPLOMATIE

POLITIQUE

8. Seuls les députés socialistes ont adopté le projet de loi sur la police.
10. La préparation des élections électorales.

SOCIÉTÉ

12. SCIENCES : la mort de Pierre-Paul Grassi.
18. JUSTICE
- SPORTS.

LE MONDE DES LIVRES

- 13 à 17. Alma Mahler, la « collection-née ».
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Hugo, encore ! ».
- Le centenaire de la naissance du philosophe allemand Ernst Bloch.

CULTURE

19. FESTIVALS : Saint-Saëns et Schumann à Montpellier ; les Noces de Fauré à Aix-en-Provence.
- CINÉMA : David, Thomas et les autres, de László Szabó ; Crazy Days, de Robert Zemeckis.
22. COMMUNICATION : l'affaire du Marginal à la Cour européenne de justice.

ÉCONOMIE

24. SOCIAL : la monopole syndical en question.
25. AGRICULTURE : le Livre vert sur la politique agricole de la CEE.
26. AFFAIRES : Manuérin cède sa branche machines-outils à une firme bulgare.

- RADIO-TÉLÉVISION (22)
INFORMATIONS
- SERVICES : (23) :
Météorologie ; Mots croisés ; Loterie nationale ; Tacc-Tac ; Loto.
Annonces classées (25) ; Car-net (23) ; Programmes des spectacles (20) ; Marchés financiers (27).

Sur CFM

da 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Bordeaux (101 MHz)

« le Monde » reçoit

avec
PHILIPPE BOUCHER
JEUDI 11 JUILLET
PATRICK NEIERTZ
président de l'École nationale d'exportation

Vendredi 12 juillet
« le Monde » en concert avec
MATHILDE LA BARDONNE
Bach, Brahms, Mozart
et Zemlinsky

« Les passages à niveau automatiques responsables de trois accidents en dix ans. » Dans une réponse à une question écrite publiée au Journal officiel du 8 juillet, le secrétaire d'Etat chargé des transports fait le décompte des accidents survenus à des passages à niveau automatiques et imputables à la SNCF. De 1975 à 1984, la responsabilité de celle-ci a été retenue dans trois accidents ayant fait deux morts et un blessé. Selon le secrétaire d'Etat, « les passages à niveau automatiques sont beaucoup plus sûrs que les passages à niveau gardés : ils éliminent toute possibilité d'erreur humaine de la part du garde-barrière (...). Aussi la SNCF prévoit-elle d'automatiser deux cent trente-six passages gardés au cours de l'année 1985 et deux cents en 1986 ».

AVANT LA VISITE DE M. NAKASONE A PARIS

M. Mitterrand laisse planer le doute sur sa participation au sommet de Tokyo en 1986

Tokyo (AFP). — M. Mitterrand refuse de s'engager clairement sur la question de savoir s'il se rendra au prochain sommet des pays industrialisés, convoqué en juin 1986 à Tokyo. Dans un entretien accordé à la chaîne de télévision japonaise NHK, trois jours avant la visite en France de M. Nakasone, premier ministre, qui est attendu à Paris samedi 13 juillet, il a demandé au gouvernement de Tokyo de « préparer cette conférence de telle sorte qu'elle permette de redonner leur sens » à ce type de rencontres, qu'il compare à « un ring de boxe ». Le chef de l'Etat fait ainsi allusion aux différends surgis à Bonn sur l'IDS (initiative de défense stratégique) et le GATT. Selon lui, les récents sommets ont perdu le caractère d'« échanges de vues très fructueux » permettant aux dirigeants des pays participants d'« apprendre à se connaître ».

En matière commerciale, M. Mitterrand, qui affirme que la France est « tout à fait ouverte », et assure

que l'« exemple de l'Indonésie » (1) est intervenu « dans une circonstance tout à fait exceptionnelle et qui le restera », indique qu'il évoquera « naturellement » avec M. Nakasone le déséquilibre des échanges commerciaux entre les deux pays, au détriment de la France. « Des dispositions doivent être prises des deux côtés », pour y remédier, ajoute-t-il, non sans relever qu'il existe au Japon une résistance de fait aux importations de produits français.

Depuis sa visite au Japon, il y a trois ans, M. Mitterrand a observé un net renforcement des relations bilatérales, qui « partaient d'assez bas ». Mais, « si l'on a fait beaucoup, on doit faire mieux » pour que le Japon entre « dans l'horizon habituel et amical de la France ».

(1) En 1982, et pendant près d'un an, le gouvernement français avait freiné les importations de magnétoscopes japonais en centralisant leur dédouanement dans la seule ville de Poitiers.

« NUMERUS CLAUSUS » DANS LA GASTRONOMIE FRANÇAISE

Quand l'Américain est un simple « métèque »

Correspondance

Washington. — Le Wall Street Journal se fait l'écho des grosses difficultés rencontrées par les touristes américains pour accéder dans les grands restaurants français...

Anticipant apparemment l'invasion des porteurs de dollars (les experts prévoient que deux millions deux cent mille Américains séjourneront en France cette année), l'élite culinaire française impose une sorte de *numerus clausus* n'effectuant pas seulement les Américains mais tous les étrangers. Mais, parce qu'ils sont les plus nombreux, les gourmets d'outre-Atlantique sont les premiers visés par des quotas qui varient de 40 à 60 %.

En raison de la hausse du dollar, les hauts lieux de la gastronomie française sont maintenant accessibles à d'obscurs Smith ou Brown, habitués à payer pour deux personnes de 80 à plus de 100 dollars dans des restaurants américains de qualité moyenne. Ils déploient donc des ruses de Sioux pour forcer l'entrée des sanctuaires de la cuisine française. Une demande de réservation faite sans accent et en empruntant un nom « bien de chez nous », et les portes s'ouvrent. Ou plutôt s'entreouvrent, non sans difficulté. Mais les Brown et les Smith non camouflés peuvent aller se faire cuire un œuf... Il n'y a plus une place, leur dit-on, ni à déjeuner ni à dîner pendant tout le mois de juillet. En août, il y a de l'espoir... à condition bien entendu que le restaurant n'entre pas dans sa période de « clôture annuelle ».

Mais les bonnes fourchettes américaines, les admirateurs de la culture culinaire française ne se laissent pas décourager. Ils essaient de rentrer une table d'été, des mois, et même dans certains cas des années à l'avance. Ils capitulent

devant les exigences de certains restaurateurs qui demandent l'envoi préalable d'une provision. Cela, il est vrai, parce que beaucoup de clients américains, se croyant astucieux, procèdent à de multiples réservations pour la même date. Forcément, il y a des déboires. En dernier ressort, l'importation pour faire appel à des hautes relations ou alors s'en remettre à la diligence d'un concierger d'hôtel expérimenté.

Les défenseurs des fortresses culinaires françaises se sont expliqués. Non, il ne s'agit pas de xénophobie, encore moins d'anti-américanisme... Mais, a dit l'un d'eux, « le plaisir d'un client étranger est gâché quand il trouve trop de ses compatriotes autour des tables voisines... Pour les clients français, un restaurant rempli d'étrangers perd son statut pour devenir une gargote pour touristes ».

Un autre restaurateur lui fait écho : « Si la clientèle étrangère dépasse 50 %, les Français ne reviendront plus, estimant qu'ils ne sont plus en France ».

D'autres raisons plus prosaïques sont avancées. Le boom touristique peut ne pas durer. « En acceptant trop d'étrangers, je risque de perdre ma clientèle française, et que se passera-t-il quand le dollar tombera ? Mon restaurant sera à moitié vide ».

Il est tout de même réconfortant de constater que le dollar ne peut tout bêtement atterrir qu'un possesseur de larges quantités de billets verts ne peut s'étendre comme dans le passé à être reconnu comme « noble étranger ». Pour les gardiens de la fédération gastronomique française, il restera un simple « métèque ». Comme tout le monde.

HENRI PIERRE.

francesco
smalto

SOLDE

DE 30 A 50 %

HOMME

44, RUE FRANÇOIS-1^{er}

14, RUE DE FRANCE A NICE

HOMME ET FEMME

5, PLACE VICTOR-HUGO

275, RUE SAINT-HONORE

du mercredi 10 au samedi 13, de 9 h 30 à 19 heures
nocturne mercredi jusqu'à 22 heures

En juin

LA HAUSSE DES PRIX

DE DÉTAIL

S'EST RALENTIE : + 0,4 %

La hausse des prix de détail s'est ralentie en juin. Selon les calculs provisoires de l'INSEE, elle aurait été de 0,4 % par rapport à mai (1). En un an (juin 1985 comparé à juin 1984) l'augmentation est de 6,4 %.

Depuis le début de l'année, c'est-à-dire en six mois, la hausse des prix a été de 3,4 %. Comme aucune hausse des tarifs publics n'est prévue, l'INSEE prévoit une hausse de 2 % seulement au second semestre ce qui porterait à 5,5 % l'augmentation totale du début à la fin de l'année.

Si la baisse du dollar et celle du prix du pétrole brut se confirment, la hausse des prix cette année pourrait être inférieure à la prévision de l'INSEE (+ 5,5 %). Il est peu vraisemblable pourtant que le nouvel objectif du gouvernement (entre 4,5 % et 5 %) puisse être respecté.

(1) Les hausses mensuelles ont été les suivantes : + 0,5 % en janvier puis encore en février, + 0,7 % en mars puis encore en avril, + 0,5 % en mai.

Sur le vif

Mauvais œil

Vous avez vu, le coup du swami hier à l'aéroport de Londres ? Digne, non ? Le swami débarque, il arrive en Grande-Bretagne pour assister à un festival de culture indienne. Et il exige avant de descendre de la passerelle que toutes les femmes, à cinquante mètres à la ronde, soient écartées, planquées, cachées à sa vue. Et attention, c'est pas fini. Elles n'ont pas le droit de lever les yeux sur lui, ne serait-ce que par le trou de la serrure qui les tient enfermées. Ce serait contraire à sa religion.

Je ne sais pas si vous vous rendez compte de ce qui se passe à Heathrow en ce moment. Avec Francfort et Amsterdam, c'est la plaque tournante des grandes migrations de l'été. Un formidable tourbillon, une invraisemblable fourmilière — j'y étais la semaine dernière, — une foule compacte, bigarrée, venue de tous les horizons, en short, en sur, en survêt, en papillotes et en turban.

Eh bien les braves bobbies, un peu surpris même par les exigences de cet envoyé de Dieu et du tiers-monde, n'ont pas osé le contraindre. Ils lui ont taillé une voie sacrée dans cette masse de

grosses Américaines en pantalons rose bonbon et vert pistache, de mères de famille brusquement arrachées à la moitié mâle de leur niche, et de jeunes ébènes unisexes coiffées à la punk, qu'il faut vraiment examiner de très près pour arriver à trier le bon grain de l'ivraie.

Qu'est-ce que vous en pensez ? Vous trouvez ça plutôt marrant ? Ouais, si on veut... Permettez-moi de vous dire que si on m'avait demandé de dégager pour ne pas incommoder cet homme saint — sa religion je n'ai rien contre à condition de ne pas être obligée de la subir — je l'aurais très mal pris. On m'aurait entendu gémir jusqu'ici.

Enfin sérieusement à quoi ça ressemble ? Imaginez un peu un de nos pourfendeurs d'immigrés se pointant à Rabat et ordonnant qu'on éloigne tous les Arabes qui se trouvent là. Les Arabes, il ne supporte pas, c'est un pur. Ça lui donne de l'urticaire. C'est contraire à ses convictions. Saluez-moi tout ça. C'est pas pareil ? Alors ça ! J'aimerais bien que vous m'expliquiez en quoi.

CLAUDE SARRAUTE.

VICTIME D'UNE POLITIQUE TROP LIBÉRALE

La Turquie ne parvient pas à maîtriser son inflation

De notre correspondant

Ankara. — Le premier ministre venant en Turquie, agitant son bâton et demandant : « Où sont ceux qui se plaignent de l'inflation et nuisent à la tranquillité des citoyens ? » pour le caricaturiste du quotidien *Gunes*, la nouvelle loi qui dote les forces de l'ordre de pouvoirs élargis pouvait avoir d'autres ambitions que celle de mater les terroristes et les trafiquants de stupéfiants... M. Turgut Ozal pour répondre que l'économie du pays se comporte suffisamment bien pour couper court à toutes les insinuations malintentionnées.

Toutefois, les résultats d'une politique libérale, axée sur le développement des exportations au détriment de la consommation intérieure, ne sont guère encourageants pour le premier semestre, au grand dam des experts du Fonds monétaire international (FMI). Les exportations ont baissé de 4,7 % pour les quatre premiers mois de 1985 par rapport à la même période de 1984. Les prix ont augmenté de 4,6 % en mai, et de 4,3 % en juin, et les experts les plus optimistes pensent que 40 % d'inflation durant l'exercice actuel constituerait un grand succès pour le gouvernement, après 52,4 % l'an dernier.

En outre, le budget accuse un déséquilibre de quelque 1 000 milliards de livres turques (1). Pour colmater la brèche, le pouvoir envisage de bous du Trésor et continue ainsi d'accroître la dette intérieure.

Payer le double

La dette extérieure, avec plus de 20 milliards de dollars, dont 3,3 milliards à rembourser cette année, est un lourd fardeau, et la balance des paiements risque encore cette année de rester dans le rouge d'au moins 1,5 milliard de dollars. Pour un volume global d'échanges de 17 à 18 milliards de dollars, le déficit commercial probable sera de l'ordre de 3 milliards (contre 3,5 milliards en 1984). Et l'aérocroissance attendue des services, surtout dans le secteur touristique, où le gouvernement espère pour cette année 1 à 1,5 milliard de dollars, sera finalement insuffisant pour boucher le trou.

Enfin, la politique de réajustement quotidien de la livre turque n'a pas donné les résultats escomptés. M. Ozal, qui souhaite l'intégration de l'économie nationale dans le système international, est partisan du rapprochement des prix intérieurs et extérieurs. Mais il fallait 460 livres turques pour 1 dollar au début de l'année, il en faut 550 à présent. Les firmes du secteur public elles aussi se trouvent dans l'obligation de majorer les prix de leurs produits, lorsque quotidiennement le coût des matières premières, et surtout de l'énergie, augmente.

Paradoxe : alors que le prix du pétrole est en baisse partout, les consommateurs turcs n'en bénéficient guère : par rapport à l'an dernier, il faut pratiquement payer le double pour faire le plein, se plaindre récemment l'ancien premier ministre, M. Demirel, pourtant lui aussi libéral convaincu. Ainsi, la politique fondée sur une valeur

excessivement basse de la livre turque constitue un autre facteur d'inflation. M. Ozal, un des pionniers de l'industrie moderne, est en tout cas catégorique : « On ne saurait freiner l'inflation avec une dévaluation continue ». La livre turque est vingt fois moins chère qu'il y a sept ans, alors que les exportations n'ont que triplé.

M. Ozal mise par ailleurs sur l'accroissement des investissements étrangers en Turquie, surtout dans les « zones libres », qui vont bientôt être opérationnelles. Mais, pour les petits fonctionnaires, les cultivateurs modestes, les petits commerçants et artisans ainsi que pour les ouvriers — les « piliers » de la société turque selon le premier ministre lui-même, principales victimes de la politique monétaire, « les heures d'attente ne remplissent pas le panier ».

Et les prévisions, optimistes, d'une croissance de 5 % en 1985 ne les séduisent guère. « Heureusement les syndicats sont muselés, sinon les espérances déçues se seraient exprimées d'une manière plus énergique », soulignent de nombreux observateurs. Evidemment, la situation est loin d'être satisfaisante : il y a deux semaines, le rassemblement organisé par le Parti de la social-démocratie (SODEP), non représenté au Parlement, a réussi à rassembler des dizaines de milliers de personnes à Istanbul. « Il n'y a pas de solution de rechange à cette politique libérale », entend-on répéter dans les milieux gouvernementaux. « C'est une politique non pas anti-sociale, mais peu productive », rétorquent ses détracteurs.

Avant 1980 les industriels jouaient qu'il y avait trop de liberté politique et peu de liberté économique. À présent, les mêmes militants estiment qu'il y a peu de libéralisme politique et trop de libéralisme économique.

ARTUN UNSAL.

(1) 1 livre turque = 0,02 F.

LATREILLE
soldes d'été
DERNIERS JOURS
62, rue St-André-des-Arts, 6
Tél. 329 44 10
Parking attenant à nos magasins

SCIENCE & TECHNIQUE
JUILLET-AOÛT 85

L'URSS ET LA CHINE DÉCIDENT D'AUGMENTER LEURS ÉCHANGES COMMERCIAUX

L'URSS et la Chine ont décidé de porter leurs échanges commerciaux à près de 12 milliards de roubles (1) pour la période 1986-1990 au terme d'un accord conclu mercredi 10 juillet, à Moscou.

Le commerce entre Moscou et Pékin atteindra au cours de la seule année 1990 un montant de 3 milliards de roubles.

Les deux pays ont également conclu à cette occasion un accord de coopération économique et technique portant sur la construction et la reconstruction d'installations industrielles en Chine, précise l'agence officielle soviétique. — (AFP.)

(1) 1 rouble vaut environ 11 francs au cours officiel.

Selon la Maison Blanche

LA BALANCE COMMERCIALE AMÉRICAINE METTRA DU TEMPS A SE RÉTABLIR

Selon le nouveau représentant de la Maison Blanche pour le commerce, la baisse actuelle du dollar ne suffira pas à réduire le déficit commercial américain, qui devrait approcher 150 milliards de dollars cette année. Ce déficit « va malheureusement s'aggraver encore avant de diminuer », estime M. Clayton Yeutter, dont la nomination vient d'être approuvée par le Sénat.

Selon lui, les États-Unis doivent tout d'abord contrôler leur déficit budgétaire pour favoriser un retour du dollar à un niveau plus réaliste. Les variations du cours auront des effets marquants sur le commerce extérieur, mais pas avant un délai de six mois.

Les Américains doivent en outre convaincre les Japonais d'ouvrir leur marché. « Les Japonais ont fait énormément d'ouvertures des marchés sur le papier, mais peu d'ouvertures réelles », affirme M. Yeutter qui s'attend à une réduction des effets de la levée des limitations des exportations automobiles japonaises vers les États-Unis ; celles-ci ont aggravé le déficit commercial américain, qui s'est élevé à 123 milliards de dollars l'an dernier. — (AFP.)

Le numéro du « Monde » daté 11 juillet 1985 a été tiré à 445 056 exemplaires

Le Monde Infos Spectacles sur Minitel 615.91.77 + I S L M

AU BANC D'ESSAI :
LE NOUVEAU MICRO
PROFESSIONNEL
FRANÇAIS,
GOUPI G 4
LE LOGICIEL INTÉGRÉ
JAZZ DE LOTUS.

16 F. EN VENTE PARTOUT.

هكذا من الأصل